

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Études sur l'Albanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques Économiques)

Présentée et soutenue le 15 Juin 1922

PAR

M. S. STAVROU

Président : M. G. de LAPRADELLE

Suffragants { M. PILET
M. HUGUENEY



ÉDITIONS
DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

43, QUAI DE CONTI, 43

PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉTUDES SUR L'ALBANIE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Études sur l'Albanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques Économiques)

Présentée et soutenue le 15 Juin 1922

PAR

M. S. STAVROU

Président : M. G. de LAPRADELLE

Suffragants { M. PILET
M. HUGUENEY



ÉDITIONS
DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "
43, QUAI DE CONTI, 43
PARIS

*Dédié à la Société des Nations
gardien des droits et des libertés
de tous les peuples et Nations,*

L'AUTEUR.



PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDES PRÉLIMINAIRES

CHAPITRE PREMIER

Avant-propos

Dans un moment d'inquiétude, d'ennui et presque de désespoir tel qu'en ont éprouvé un grand nombre de mortels, au cours de la grande guerre et des années qui l'ont immédiatement suivie, dans un moment, dis-je, où en proie à l'anxiété, et bien que je fusse arrivé au seuil du grade de Docteur de l'Université de Paris — grade rêvé et envié depuis de longues années — j'étais sur le point d'abandonner mes projets ; une lettre, bénite comme l'est une goutte d'eau pour la plante assoiffée, le rayon chaud et vivifiant, pour la fleur flétrie par le froid, une lettre encourageante et pleine d'affection, comme plusieurs autres précédentes, de S. E. M. le Vicomte de Fon-enay, ex-ministre de France en Albanie et à Belgrade, vint raviver mon zèle avec les phrases suivantes :

« ...tout intérêt à ce que vous obteniez des titres universitaires en France, à ce que vous vous créiez une situation personnelle dans les milieux intellectuels de Paris... La thèse que vous préparez sur l'Albanie, ce pays encore si peu connu et qui est appelé à jouer un rôle important dans la prochaine politique adriatique doit voir le jour le plus tôt possible, elle présente un intérêt pour tous.

« Courage donc, ...encore un coup de collier ; vous avez

si bien suivi mes conseils jusqu'à présent, en travaillant sans relâche, que je suis convaincu que vous tiendrez compte de ce nouvel encouragement de ma part.

« Bientôt, j'aurai le plaisir de vous revoir, en attendant, bon courage.

« Signé : FONTENAY. »

Comment ne pas être encouragé par les phrases affectueuses de ce noble et très distingué diplomate français qui représenta son glorieux pays en Albanie, durant ses jours les plus tragiques, qui y réveilla notre ancienne et traditionnelle sympathie pour la France, datant du temps de la création de la Légion Albanaise par Napoléon I^{er}. Par ses sages conseils donnés avec tant de sang-froid au milieu des balles et des obus, il introduisit notre pays dans le concert des pays alliés ; il n'hésita pas à accompagner le gouvernement albanais sur le front d'Orient.

Cependant, il avait son cœur paternel meurtri par la mort héroïque de l'ainé de ses deux fils, plus tard suivie de celle de son frère, aussi glorieusement tombé au Champ d'honneur.

Charles et Etienne de Fontenay, deux vaillants officiers fils du Vicomte de Fontenay et de la Vicomtesse, née Baronne Pichon, frères si unis durant votre vie et qui n'avez pas voulu mourir différemment l'un de l'autre, choisissant la plus héroïque parmi les morts héroïques ! vous avez combattu vaillamment pour le triomphe de la gloire de votre pays, et pour la liberté de tous les peuples, grands et petits ; vous êtes tombés glorieusement avec le doux rêve que la justice régnera, vous avez fait la guerre avec l'espoir de la faire cesser pour toujours et pour installer la paix universelle. Que cette paix bienfaitrice, donc, règne dans la France, dans le monde entier,

ainsi que dans mon cher pays natal, l'Albanie, tant aimé par votre excellent père, dans ce pays dont les fils combattirent à côté des alliés, sur le front d'Orient, guidés toujours par le même idéal, celui de la civilisation, de la justice et de la paix du monde!

Pour exprimer ma reconnaissance à vos excellents parents qui par leurs conseils m'ont encouragé dans mes études, je trace, comme préface, ces quelques lignes d'admiration, qui, j'en suis convaincu, n'attireront que la sympathie de mes lecteurs, et je rends un pieux hommage à votre glorieuse mémoire ainsi qu'à celle de tous vos jeunes camarades qui se sont sacrifiés vaillamment pour le même idéal que vous.

CHAPITRE II

Introduction

Quelle est donc votre langue? C'était la première question que me posaient en France toutes les personnalités intellectuelles ou politiques, professeurs ou étudiants, combattants ou dames élégantes, quand je me disais Albanais. A quelle langue ressemble-t-elle? me demandaient-ils; est-ce du Slave, du Turc, de l'Italien ou du Grec, ou quelque chose à part: quels sont ces tosques, guègues, malissores, mirdites, cette mosaïque de clans et tribus différentes qui ne s'entendent pas entre eux, car même le dialecte d'une tribu est complètement incompréhensible aux gens des tribus voisines! Combien de religions avez-vous et comment passe-t-on le temps dans ce petit pays lointain, plein de montagnes et de rochers inaccessibles? Est-elle vraiment si éloignée, votre patrie? Est-ce vrai qu'il n'y a aucune organisation, aucune administration judiciaire et sociale dans ce pays dont les coutumes diffèrent avec chaque région et que la vendetta régit? Est-il vrai que l'Albanie ne produit rien et que vos compatriotes ne vivent que du produit de leurs armes qui leur sont si précieuses et si chères. Nous serions très heureux si vous pouviez nous renseigner, car nous vous avouons franchement que nous connaissons très peu ce pays où le prince de Wied et son épouse ont eu jadis l'illusion d'être m'brets et n'y ont fait qu'un séjour éphémère?

Toutes ces interrogations me rappelaient la réponse donnée par le Comte de Bismarck à Abdyl Béi Frasheri et à la délégation albanaise qui s'était rendue dans les capitales d'Eu-

rope pour protester contre la décision du Congrès de Berlin, qui mutilait l'Albanie, sinon en faisait entièrement cadeau aux Etats voisins.

Bismarck dit alors à notre délégué : « Mais vous n'avez même pas d'alphabet et de langue écrite, comment voulez-vous constituer un Etat ? »

Toutes ces demandes, dis-je, me rappelaient un proverbe que quelques Turcs, pour nous discréditer, répétaient au sujet de l'alphabet albanais : « Arnaoudlerum Elifbaï manda jedi », c'est-à-dire : « C'est un buffle qui a dévoré l'alphabet albanais. » Je n'ai pas cessé partout de satisfaire la curiosité bien justifiée de ces personnes qui avec tant de sympathie désiraient être éclaircies sur ce petit peuple au sujet duquel on lisait de temps en temps quelques lignes dans la presse française ; je leur indiquais aussi des livres sur notre pays écrits par des Français éminents tels que Dozon, Schneider, Degrand, Jarrey, Gilbert, et, plus tard, M. Justin Godard. Je m'efforcerais maintenant, par ma modeste plume, de relater que nous avons une langue unique et particulière : l'albanais ; une histoire, un pays très fertile qui est tout près de la France qu'elle aime, une industrie active quoique modeste qui se développe dans nos vallées et au bord de la mer, des ports, un sous-sol riche en métaux et minerais, des mœurs et des coutumes douces et civilisées, une organisation judiciaire et administrative comme en France, un régime social analogue, une unité de peuple, pas de divisions et distinctions de castes, la sûreté et la tranquillité complètes dans l'état.

Je m'efforcerais aussi d'exposer l'histoire politique de l'Albanie avant, durant et après la buerre, sa situation politique vis-à-vis des différents états avoisinants, sa situation devant la Conférence de la Paix, son admission à la Société des Nations.

CHAPITRE III

Géographie de l'Albanie. — Origine de ses habitants, langue, religion, famille, commerce, propriété, industrie, sol, sous-sol, législations, etc.

a) ORIGINE, LA RACE.

C'est de l'Asie, premier berceau du genre humain, que vinrent s'installer dans notre pays les ancêtres des Albanais. A une époque dont l'histoire est encore assez mal connue, les Pélages émigrèrent, ils vinrent en Thrace, en Illyrie, certains même poussant plus loin le voyage, allèrent jusqu'en Italie et en Sicile.

Les Pélages installés en Illyrie, par suite Illyriens, subdivisés en Tavlantiens, Paéoniens, Dardaniens, etc., s'appelaient dans leur langue : Shqip-etar, c'est-à-dire « Fils de l'Aigle ». leur synbole. Peut-être se plaisaient-ils à se comparer au roi des oiseaux, lorsqu'ils étaient farouchement retranchés dans leurs rochers inaccessibles, mais peut-être surtout aimaient-ils à se rappeler le pays qu'ils avaient quitté, rocheux, lui aussi, le Skap, le Kasp, le Mont Caspien d'Asie, d'où ils étaient descendus pour chercher aventure et proie comme le Shkipia ou Shkabia, l'Aigle, leur père (1)!

Plus tard, leurs instincts vagabonds s'étant apaisés, ils prirent plaisir à travailler la terre et s'appelèrent Arbanës, c'est-

(1) Skap : Shkamp : rocher en albanais.

Autre étymologie : Alp, rocher, d'où les Alpes.

Alp : Alb Albus = blanc, à cause de la neige blanche dont étaient couvertes les montagnes où ils habitaient.

à-dire défricheurs, cultivateurs d'une terre encore fruste, l'aroura d'Homère. La parenté de ce mot ar-banës avec Albanus, répond aux exigences d'une loi de phonétique. Or, Albanus est le nom d'un village du Caucase et Arbanë celui d'un bourg des environs de Tirana. Si nous ajoutons qu'un petit pays voisin de Rome, fondé par les Pélages, s'appelait Albe, la patrie bien connue des célèbres Sabines, parents avec les descendants d' « Aeneas attavis, aedite regibus » de Virgile, il semble que nous aurons démontré la parenté directe des Albanais et des héros d'Homère. Un peuple qui avait fait une entrée si brillante dans l'histoire devait-il donc déchoir ?

b) LA LANGUE.

Or, ces cultivateurs, ces Arbanës isolés dans leurs vallées, rendues inaccessibles par les montagnes qui les environnaient, et où ils possédaient des domiciles d'été et avaient des parents, conservèrent tous, très pure, leur ancienne langue, qui garde aujourd'hui encore, ainsi que l'ont démontré des linguistes français et étrangers, anglais, allemands, autrichiens et grecs, des affinités surprenantes avec d'autres langues auxquelles elle avait donné pour ainsi dire naissance : le Grec ancien et le Latin, auxquelles elle a survécu ! Des inscriptions gravées sur des pierres (car ce sont les pierres qui ont enseigné la langue des divins pélagés) (1).

découvertes dans les îles, à Lemnos, en Crète, sont tout à fait compréhensibles à qui connaît l'Albanais.

Nous en citerons, à titre de preuves, quelques mots en les comparant aux mots latins et grecs anciens correspondants :

(1) Voir appendice n° 1.

a) le pain :	Alb.	Buka	Homère Bek	os
b) l'eau :	»	uj	grec ancien	yo
c) pluie :	»	Sciu	d° »	y-ei
d) l'air :	»	cra	d° »	air
e) le ciel :	»	qielli		
f) la terre :	»	dheu	d°	dha-a
g) le soleil :	»	djelli	d°	iéli-os
h) l'homme :	»	niri	d°	an-èr
i) la femme (âgée) :		grua ja	d°	grays
j) la bru :		nus ja	d°	nyos
k) la destinée :		fati	d°	phat-is
l) le jour :		dita	d°	dhi-i, latin : dies
m) la nuit :		nata	d°	nykt-a, d° nox noctis
n) masculin :		mashkull		
o) féminin :		féména		
p) venir :		jeu	d°	viénae, latin : venio
q) s'en aller :		hiki	d°	hikom-in
r) tête :		krye kréna	d°	kar-i, karéna
s) œil :		syu	d°	osse
t) je suis, il est :		Jam, esht	d°	eimi, esti
t) je dis :	Alb.	themi	d° ancien	phémi
u) je regarde :	»	verej	d°	ora-o
v) ami :	»	amiku		latin : amicus
w) ennemi :	»	anmiku		d° innimicus
x) la numération, 1, 2, 3, 4 :		njin, dy, tri, kater		
100, cent :		qint		

méns sanis in corpore sana : mendja shnolh nê korppte shnosh

fête :	Alb.	festa	latin : festa
mur :	d°	muri	d° murus
porte :	d°	porta	d° porta
poule : d	d°	puba	
et cetera	d°	e te tjera	d° eteraté

c) LA RELIGION DES ALBANAIS.

Aux premiers temps de leur histoire, les Albanais adoraient les forces de la nature, faisant en cela comme tous les peuples primitifs qui se prosternent tout à tour devant la terre, l'eau, le feu, le soleil, la lune, implorant leur protection, redoutant leur puissance impressionnante, admirant leur beauté. Cette religion, nous pouvons la saisir en étudiant les légendes et les sermons qui nous sont parvenus et sont encore restés en usage dans la conversation de tous les instants. Les chrétiens jurent encore par le soleil et par la lune, par le soleil qui réchauffe le monde, qui l'éclaire; par le rayon de soleil, par le feu. Les Albanais avaient, bien entendu, des fêtes, et rendaient un culte aux morts, aux héros, aux esprits. Plus tard, sous l'influence des Egyptiens, les Albanais devinrent idolâtres et adoraient les Dieux de l'Olympe, les Dieux souterrains, ceux de l'enfer et de la mer.

L'idolâtrie.

Le principal oracle de Jupiter, père de Dieu et des Hommes, était à Dodone, en Epire, d'où l'adjectif de Jupiter dodonaios. « O Jupiter, roi dodonien. Pélasgique, qui habile loin ! » (Homère :

Et le plus important des serments des Albanais aujourd'hui est : « Për Zone », ou pasha Zonë = au nom de Jupiter ou par Jupiter.

D'autres oracles existaient dans l'Albanie, il y en avait un notamment à 1.500 mètres de Kavaja, dont un village

qui porte aujourd'hui encore le nom : Rrakull, près de la côte de la mer Adriatique.

Le Christianisme. Aux premiers jour du *Christianisme*, cette nouvelle religion fut introduite en Albanie par les disciples du Christ, et particulièrement par Paul qui fit des voyages, comme il le dit lui-même; il dédie même plusieurs épîtres aux Illyriens. Sous l'empereur Dioclétien, avec le partage de l'empire romain, en haut-empire et bas-empire, l'Albanie du Nord et une partie de l'Albanie centrale tombèrent sous l'influence politique et spirituelle du premier de ces empires; le centre et le sud de l'Albanie, sous l'influence de l'Orient. D'où les deux religions coexistantes : les Albanais du Nord et certains du centre reconnaissant le pape comme chef spirituel suprême, étaient catholiques, tandis que les Albanais du Sud, suivant le rite orthodoxe, dépendaient du patriarche de Constantinople.

L'Islamisme (sounnisme). — *Plus tard, au xv^e siècle, l'apparition des Turcs* en Europe eut une influence sur le christianisme. Les Turcs, dans tous les pays qu'ils conquerraient, imposaient leur religion à qui désirait conserver certains privilèges et le droit de propriété. Certains Albanais, dès les premiers jours, surtout dans les villes, acceptèrent d'abord, en apparence, l'Islamisme. Ensuite cette religion nouvelle se généralisa. Cependant d'autres Albanais s'opposèrent obstinément, non seulement à la religion musulmane, mais aussi à la moindre infiltration turque et conservèrent leur autonomie à peu près intacte. Tels furent les Mirdites, les groupements indépendants des Malissores catholiques des environs de Scutari, ainsi que les importants groupements orthodoxes des Shpati près d'El-Bassan et dans d'autres régions. Les autres

préférèrent adopter l'Islamisme, mais toujours pour pouvoir conserver leurs mœurs, leurs traditions, leurs coutumes administratives, la permission de porter les armes, ou encore, certains chefs surtout, par ambition, pour acquérir une haute fonction et être à même de rendre ainsi service à leur pays; les derniers imposaient au gouvernement ottoman la condition formelle de ne pas toucher aux biens des habitants du village qui dépendait d'eux et de leur laisser la liberté de conscience.

D'après les écrivains turcs, au commencement du xvi^e siècle, c'est-à-dire en l'an 921 de l'Hégire (il y a 622 ans de différence entre l'ère chrétienne et l'ère arabe) le sultan Selim voulut convertir par la force à l'Islamisme tous les chrétiens de l'empire, et ce, sous peine de mort. Mais un fort parti composé des beys, autres chefs et notables, s'unit contre ce projet. Devant cette forte opposition, le sultan Selim fit appel à l'opinion du chef suprême religieux de l'empire, le Sheïk-yl-Islam : Zimbilali-Effendi. Les beys et notables attendaient avec une impatience indescriptible la réponse de ce dernier; les chrétiens attendaient, dans l'angoisse, une décision dont leur sort dépendait, quand l'interprète du saint Koran cita le texte sacré : la qurahi-fiddin =

c'est-à-dire, en ce qui concerne la religion, il ne doit pas y avoir de violence; devant ce texte, le conseil suprême de l'empire s'inclina et avec lui le Sultan.

La plupart des chrétiens furent sauvés. Ainsi que nous l'avons dit, l'islamisme est la religion d'une grande part de l'Albanie. Les musulmans appartiennent au rite Sounn-i, mais il y a aussi un nombre considérable de musulmans albanais qui appartiennent au rite « Bektaschi » et, puisque les Albanais de ce rite sont les plus instruits, qu'ils ont contribué pour

une grande part au développement du nationalisme albanais, et qu'en outre leurs « tekés » sont mentionnés dans tous les ouvrages sur l'Albanie, il semble qu'on doive insister sur l'histoire du développement du rite Bektaschi en Albanie ainsi que sur les différences dogmatiques qui le distinguent du Sounisme.

Le rite « Bektachisme ». — Nous savons déjà que l'apôtre de la religion d'Islam est Mahomet, né à Medina en Arabie... ville qui est vénérée par les musulmans et s'appelle : Medine-I-munevère, c'est-à-dire Medina l'Illuminée. Mahomet enseigna aux Arabes, idolâtres jusqu'alors, le monothéisme et le dogme de cette nouvelle religion se résume dans cette invocation qui s'impose à tous les croyants (1) : « J'atteste qu'il n'y a de Dieu que Dieu, et j'atteste que Mahomet est son serviteur et son envoyé. » Mahomed professant une nouvelle doctrine, fut expulsé de Medina et dès ce moment commence l'ère arabe « Hégiré », c'est-à-dire l'ère de l'exode, ou plutôt de l'exil de Mahomed. Il acquit beaucoup de disciples, et, à leur tête, se dirigea vers la Mecque, où il tomba. C'est là, suivant les musulmans, que se trouve le tombeau du dernier grand Prophète. Sa doctrine est aujourd'hui admise par de nombreux peuples. Après sa mort, son gendre Ali, qui appartenait à une tribu arabe, fut désigné pour lui succéder; mais un des disciples de Mahomet, le gouverneur de Damas, Mouavié, disputa à Ali le Kalifat, c'est-à-dire la succession du grand Prophète et marcha avec ses troupes contre Aly-Bey. Les deux armées musulmanes se rencontrèrent à Saffine ville située entre la Syrie et la Mésopotamie, Mouavié fut battu, et, pour éviter la destruction de ses troupes, mit le

(1) Voir appendice n° 2.

Livre Saint, le Koran, entre les deux armées, en prononçant ces mots (1) : « C'est le même livre pour vous et pour nous. » Les fils de Fatmé Zyhyra, sœur de Mahomet, à la vue du saint Koran, laissèrent en liberté Mouavié et ses armées et conclurent avec lui un armistice; mais ce dernier viola cet armistice, fit empoisonner l'un des deux frères, le brave Hassan et mit en fuite ses adversaires; Hussein, le frère de Hassan, après cette déroute, rassembla ses partisans en Mésopotamie. Dans la plaine de Kerbela se livra une lutte acharnée et sanglante, où furent tués de nombreux partisans des deux combattants et où le neveu du saint prophète tomba glorieusement; il fut décapité. On trouve aujourd'hui encore son tombeau à Kerbela, et tous les pèlerins bektachis viennent en foule adorer le tombeau du jeune Hussein. Le rite des Bektachis se propagea très rapidement et gagna des adeptes, surtout parmi les Janissaires, ce fameux régiment turc qui fut constitué au commencement du *xviii*^e siècle par le Sultan Orhan. Il était composé de petits enfants chrétiens qu'on islamisait et qu'on élevait militairement à Constantinople, ils formèrent le régiment le plus fort de l'armée ottomane, mais aussi plus tard le plus indiscipliné, et devinrent la terreur même du Palais impérial.

Les Janissaires servaient l'Empire jusqu'à l'âge de quarante ans, après quoi ils étaient mis à la retraite et pouvaient se marier. Plusieurs Janissaires albanais, après avoir terminé leur temps de service, se marièrent et revinrent dans leur pays, où ils propagèrent le Bektaschisme. Telle est donc l'origine du Bektaschisme en Albanie. Plus tard, le Sultan Mahmoud, en 1828, redoutant la puissance des Janissaires et la terreur qu'ils inspiraient, supprima ce régiment et persécuta les Janis-

(1) En arabe : « *hedha beïnèn vè beïnckoun* ».

saïres dans toute la Turquie. Un grand nombre d'entre eux se réfugia en Albanie, cette province turque jouissant de plus de liberté et d'une plus grande sécurité.

Le Bektaschisme diffère du Sounnisme quant aux dogmes et quant aux rites. En ce qui concerne les dogmes, les Sounnis croient à Allah et à Mahomet son prophète. Les Bektaschis croient à une Trinité, c'est-à-dire à Allah, Mahomed, Ali. Les Sounnis s'en tiennent à la lettre du Koran, les Bektaschis en recherchent l'esprit, au contraire (1). Les Bektaschis prétendent que leur doctrine repose sur certains vers du Koran éliminés au moment où le recueil a été composé par l'Oumiade Kalif-Osman.

Les Sounnis ne nient pas l'authenticité des deux vers cités, mais accusent les Bektaschis d'en avoir exagéré l'application en renonçant à l'abdest « lavage sacré des mains » et à certains autres rites. Les Sounnis acceptent la polygamie, les Bektaschis ne reconnaissent que la monogamie.

Il existe d'autres différences plus importantes entre les rites. Le jeûne du mois de Ramazan n'est pas pratiqué par les Bektaschis; les prières, les hymnes sont différents d'une secte à l'autre, enfin la construction des mosquées des uns et des « teqés » des autres est d'un style tout différent! Le rite Bektaschis est mystique, philosophique, il est considéré comme un rite maçonnique. Il est très répandu à El Bassan et dans ses environs, dans les montagnes qui se trouvent entre El Bassan et Dibra, Mardanech et Zdirçan jusqu'à Kroïa et dans la plus grande partie de l'Albanie du Sud. Ses adeptes ne sont pas des fanatiques religieux, et les Bektaschis albanais

(1) Les Sounnis invoquent le texte : « Enné medinet-ul-ilm vé Aliioun babuhân » : C'est moi la ville et la science et Ali est sa porte.

Les Bektaschis invoquent le texte : « Qelimoun ennassé alâ kaderi ou kullihin » : Parler au public suivant le degré de sa mentalité.

ont beaucoup contribué au développement de la littérature nationale, et en général au réveil national.

Un autre rite de l'islamisme est pratiqué en Albanie : le rite « Helvetis », qui ne compte qu'assez peu d'adhérents, aussi nous semble-t-il inutile de l'étudier.

Le Protestantisme. — Au milieu du *xv^e* siècle, les missions évangéliques britanniques et américaines vinrent en Albanie et eurent un premier adepte dans la personne de l'éru-
dit Constantin Kristophoridi, d'El Bassan. Avec l'aide et l'appui de ces missions, l'infatigable et ardent patriote traduisit du grec en albanais la Bible et les Saints Evangiles, les actes des apôtres et les Psaumes de David ainsi que plusieurs autres livres religieux. Il se servait de l'alphabet grec en apportant les modifications nécessaires pour marquer les consonnes et les voyelles inexistantes dans la langue grecque. En dehors de ces livres saints, il publia un travail de longue haleine, un volumineux dictionnaire albanais ainsi que plusieurs autres livres littéraires albanais. Plus tard, la famille Kyriazy, de Koritza, embrassa le protestantisme, et, avec son appui, s'ouvrit une école de jeunes filles, à Koritza-Korça, qui fut la première école albanaise en Albanie. La famille Kyriazy rendit aussi d'inoubliables services à la cause nationale. Certains autres Albanais de Korça embrassèrent également le protestantisme.

Les Ounites, ou Ouniates. — Presque à la veille de la Constitution turque, Mgr Vissarion, métropolitain d'El Bassan et de Durazzo, originaire d'El Bassan d'Albanie, mais dépendant du patriarcat œcuménique de Constantinople, mourut à l'âge de 80 ans. Son neveu, Papa Georgios ou Papa Germanos,

déserta le patriarcat œcuménique et reconnu comme chef spirituel le Saint-Père du Vatican ; son exemple ne fut suivi que par 6 ou 7 familles seulement et par les plus proches parents dudit prêtre qui se convertirent à l'ounitisme (1).

d) LA FAMILLE.

En Albanie, la constitution de la famille est patriarcale. Le père, *pater familias*, étant seigneur et maître de tous les autres membres de la famille, est respecté par tous. Il est secondé par sa femme dans l'administration de la famille. Leur première tâche sacrée est d'enseigner aux fils à labourer la terre et à manier les armes, à être honnêtes, hospitaliers, à venger et à protéger les offensés ; aux filles, ils apprennent à faire la cuisine, la couture, le tissage et tout ce qui concerne le ménage, ainsi qu'à aider les hommes dans les travaux des champs. La seconde tâche sacrée des parents est de marier leurs enfants dès qu'ils ont atteint l'âge de la puberté ; on dit en Albanie que les corps des pères qui meurent en laissant des enfants célibataires « ne seront pas décomposés » jusqu'à ce que leurs enfants soient mariés. Il y a cependant une exception, pour quelques rares jeunes filles qui se dévouent et se consacrent au célibat ; alors, surtout dans la Mallessie, elles peuvent s'habiller en homme et porter les armes.

Les mêmes règles sont aussi observées dans les villes où

(1) Dans l'intérêt de l'histoire seulement nous avons fait une description des religions en Albanie, mais nous faisons bien noter que les Albanais, musulmans ou chrétiens, sont, avant tout, Albanais. Leurs chansons le confirment.

L'un dans les églises, l'autre dans les mosquées, nous sommes frères, (des ennemis) ne peuvent pas nous diviser, etc., etc.

En alb. : « Njani nër Kisha tjatri n'xhamia jemi vëllazër nukna ndajnë dot ».

les parents reçoivent de leurs enfants les plus grandes marques de respect, ils considèrent de leur devoir de leur faire apprendre un métier : de leur côté, les enfants ont l'obligation de ne pas abandonner leurs parents lorsque ceux-ci sont âgés.

e) LA POESIE.

La poésie populaire est très développée en Albanie. Les vieilles femmes racontent les légendes, et toute la famille rassemblée écoute avec une attention religieuse ; ce sont tantôt des pleurs, tantôt des chansons de mariage, on y célèbre la cosmogonie, les luttes des Dieux et des Géants, la bravoure des guerriers, les aventures d'amour, des enlèvements de jeunes filles que les parents ne consentaient pas à marier avec leurs amants, les bonheurs des mariages heureux, les traits de vertu des morts, les péripéties de longs voyages par mer et bien d'autres contes qui pourraient rivaliser avec les mille et une nuits, dont se sont inspirés les immortels poètes nationaux, Vasso Pacha, Naïm Frasheriet, Pater Fichta et maints autres.

f) LA PROPRIETE.

Le régime de la propriété en Albanie a suivi, dans son évolution, les événements historiques.

Tout d'abord, comme à Rome, nous sommes en présence de la famille, dont les membres constituaient un *feu* ou foyer. Ce « feu » avait l'importance des « Pénates » romains. On l'appelait Vatra-Vesta. Il était considéré comme une divinité, on l'invoquait, on le prenait à témoin dans les serments. La place la plus voisine du « feu » était réservée au chef de la

famille, au *Pater familias*, chef religieux, militaire, législateur. En face de lui, se tenait la *mater familias*, et, rangés en demi-cercle, les autres membres de la famille. La propriété de la famille est collective, elle se compose de la maison et de ses dépendances : grenier, écurie, poulailler; des terres : champs et pâturages, et, bien entendu, du bétail.

Ainsi que nous l'avons dit, le chef de la famille est en même temps prêtre; il préside à toute cérémonie religieuse, il a un rôle de providence, en ce qu'il distribue les biens « à chacun selon ses besoins » et le travail « à chacun selon sa force et sa capacité ». Peu à peu, apparurent comme objets susceptibles d'appropriation personnelle, les armes et les cadeaux que la jeune femme recevait de son mari au jour de son mariage, ainsi que les meubles qu'elle apportait de sa propre famille.

Quand la famille devenait très nombreuse, avec le consentement du *pater familias*, un fils de la famille, avec sa femme et ses enfants, se détachait de la famille souche pour constituer une nouvelle famille à laquelle le chef donnait une partie des champs, des prés et du bétail, ainsi que sa bénédiction. La nouvelle famille ainsi constituée conservait les lois et le culte de la famille-souche; le nombre des nouvelles familles s'accroissant composa « le clan » dont le chef était le *pater familias*, qui était le législateur de tout le clan.

Il y a donc trois sortes de propriétés :

1° La propriété collective : les terres où travaillait tout le clan, les pâturages où paissait tout le bétail du clan.

2° La propriété familiale : champs, maisons, bétail, appartenant à chaque famille-fille.

3° La propriété individuelle : panoplie des hommes et les cadeaux de la femme.

Cette dernière ne tarda pas à s'étendre; le butin conquis à la guerre, *bona castrensis* et les bénéfices réalisés en faisant du commerce, *pecula adventitia*, vinrent s'ajouter à ce qui n'était que l'exception et le régime de la propriété individuelle se généralisa. C'est donc la petite propriété individuelle qui apparut la première.

Mais, avec le christianisme et l'islamisme, la propriété individuelle prenant son essor devint bientôt grande propriété, ce qui amena l'avènement de la noblesse albanaise.

Les chefs de famille investis du droit de légiférer et de rendre la justice jugeaient les procès et différends de toute la tribu, assistés des chefs inférieurs : *fys*, *kren* et du conseil des vieillards. En cette qualité, ils imposaient des indemnités au profit de la partie lésée, indemnités en nature ou en argent, mais ils en prélevaient une certaine part à leur profit. Parfois même ils recouraient à la confiscation et ils ne manquaient jamais de s'approprier les *res nullius* et de recueillir les biens de ceux qui mouraient sans héritiers. Sous un tel régime, la petite propriété devait forcément se transformer en grande propriété. Les filles ne pouvaient pas exiger leur part dans la succession de leurs parents.

C'est surtout après l'invasion turque que s'accrut la grande propriété. Un décret impérial accorda le droit de glaive, c'est-à-dire le droit de propriété à tous ceux qui embrasseraient l'islamisme. Bon nombre se conformèrent à ce décret, par habileté, pour conserver leurs propriétés, et en même temps pour être détenteurs des *çifliks* ou « *erazi mirié* », c'est-à-dire des terres confisquées par l'Etat turc aux chrétiens qui repoussaient la religion de l'Islam.

Plus tard, une nouvelle cause du développement de la grande propriété fut l'organisation de la cavalerie territoriale

des Sipahis au ^{vii}^e siècle de l'Hégire — c'est-à-dire au commencement du ^{xiv}^e siècle — par le sultan Orhan; le sultan Seleyman Kanouni le Législateur en établit les règles.

Le Sipahi ou Spahi était récompensé par le prélèvement de la dîme jusqu'à 3.000 piastres et était obligé de mettre au service de l'Etat un homme en armes et un cheval. Le chef de 10 Sipahis s'appelait « Zaïm » et touchait 20.000 piastres par an. Les « Zaïms » étaient subordonnés à un « Has » qui résidait au chef-lieu de la sous-préfecture. Les « Has » étaient soumis à un « Sandjak-Bey » qui avait son siège au chef-lieu de la préfecture et plusieurs « Sandjak-Bey » dépendaient d'un Ajalet-Bey, dont le siège était au chef-lieu de villajet (province). Le chef suprême des spahis d'Europe était le Roumili-Beyler-Bey, tandis que le chef suprême des Sipahis de la Turquie d'Asie s'appelait Anadolli-Beyler-Bey. L'un et l'autre avaient leur siège central à Constantinople. La noblesse créée avec l'ordre des Sipahis était héréditaire, c'est elle qui fournit à l'Empire ottoman son contingent de guerriers; mais, plus tard, lorsque le gouvernement abusa de ces grades pour conférer aux moins capables et aux moins dignes des faveurs qui n'étaient plus héréditaires, la décadence de l'armée s'en suivit, attendu que les non-guerriers pouvaient devenir Sipahis. L'organisation des Sipahis a été appliquée à quelques modifications près au Maroc et dans d'autres pays d'Islam.

Une autre classe de seigneurs et nobles fut créée par certains chefs albanais. Ces derniers ayant réussi, par des intrigues, à écarter des gouverneurs généraux de leurs postes en Albanie, en attirant sur eux les soupçons de la Sublime-Porte, se révoltèrent contre leur Grand Seigneur et se choisirent une sorte de Vice-Roi. Ils purent ainsi créer de vastes propriétés non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour leurs

fidèles et dévoués vassaux. C'est la noblesse créée par Aly Pacha Tepelen et les Bouchatli de Scutari.

Une dernière cause de la création de la grande propriété fut le Tanzimat, c'est-à-dire la réforme qui fut proclamée par le Sultan Medjid, le 3 novembre 1839. Par cette réforme, on introduisait des modifications au système européen en Turquie. Ce décret fut confirmé plus tard, après la guerre de Crimée, en 1856, par le firman-i-Ali ou Hatti-Humayoun du même sultan. Les gouverneurs généraux anoblirent plusieurs notables albanais qui les aidèrent à faire appliquer le Tanzimat et ces nouveaux nobles en profitèrent pour acquérir de grandes propriétés.

La conséquence de cette nouvelle création de nobles fut le développement de la grande propriété dans le centre et dans le sud de l'Albanie, tandis que dans l'Albanie du nord la petite propriété se maintenait.

Les Toptani, les Vlora, les Vrioni et les beys d'El Bassan sont propriétaires d'immenses étendues de terres dans l'Albanie du sud et du centre. Outre la grande propriété, il existe aussi plusieurs hectares de terres relevant du domaine de l'Etat et appelées Ciflig-i-Mirié, et d'autres appartenant à la Sultana, la sultane-mère.

Les modes d'exploitation. — Tandis que les petites propriétés sont exploitées directement par les familles dont les membres sont nombreux, les grandes propriétés albanaises sont exploitées par l'amodiation, c'est-à-dire le fermage ou le métayage, d'après les quatre modes suivants :

1^{er} *mode*, qui est rare. Le propriétaire s'assure le travail de la famille du colon en lui procurant les instruments ara-

toires et le bétail nécessaire, les céréales pour la semence et les bâtiments d'exploitation. Le propriétaire, en retour, est payé en nature, ou à forfait, et laisse à la disposition du colon un jardin potager, du bois, etc.

2^e mode. Il existe un second mode d'exploitation, contraire au précédent. Le colon fournit les instruments aratoires, le bétail et le travail, il paie en nature et à forfait le propriétaire.

3^e mode. Le colon est installé dans la propriété, il fournit seulement le travail, tous les objets aratoires lui étant procurés et étant entretenus par le propriétaire. A la fin de la saison, on prélève la dîme et la semence de l'année suivante, puis on partage selon la fertilité du terrain en donnant le tiers ou la moitié au propriétaire. Le fermage à proprement parler n'existe pas en Albanie, ce qu'on y rencontre ce sont des formes du métayage. Le propriétaire surveille toujours ses colons, et, en cas d'absence, laisse un intendant ou un régisseur pour veiller sur sa propriété. Par leur labeur et leur épargne, quelques colons se sont enrichis, et, ayant acheté des terres, sont devenus propriétaires. Mais il y en a très peu.

g) L'INDUSTRIE.

L'industrie textile, le tissage de la laine, la fabrication des armes anciennes, dorées et ciselées avec beaucoup de goût, celle des couteaux, des porte-cigarettes et des chaînes de montre, la confection de tapis, de très belles broderies, de vases en céramique, sont très développés, ainsi que la sériciculture; on nourrit les vers à soie avec des feuilles de mûrier qui croissent dans les plaines de Kavaia, Tirana, El Bassan.

D'autres villes encore sont renommées pour leurs étoffes de soie. Ainsi, l'Albanais peut faire lui-même tout ce qui est utile, ses costumes nationaux et ses anciennes armes traditionnelles, qui lui donnent à la fois un aspect si svelte et si élégant, si doux et si belliqueux; ces costumes sont portés aujourd'hui encore par les Albanais émigré en Italie au ^{xv}^e siècle, par ceux qui habitent les alentours d'Athènes et les îles, par les evzones, par les Albanais du sud et du nord, les Tosques, les Çames, les Laps, les Dibranes, les Mirdites, les Shkodranes, les Malissores, les Matianes, les habitants du Kosovo et en général par tous les Albanais, à l'exception de ceux qui ont voulu imiter la civilisation moderne en abandonnant la tradition. Ces derniers, évidemment en grande minorité, se rencontrent seulement dans les villes. Les femmes font elles-mêmes leur costume national brodé en fil d'or et de soie, suivant l'exemple de leurs devancières les Souliotes, et de celles dont les noms sont restés célèbres; la vertueuse Pénélope et la belle Hélène qui éblouit Paris, fils de Priam et fut l'inspiratrice d'Homère et de Phidias quand ils voulurent représenter les déesses de l'Olympe.

Dans les villes, les femmes, au contraire, suivent scrupuleusement la mode moderne.

h) LE SOL ET SOUS-SOL.

Le sol de l'Albanie est très fertile, le blé, le maïs, l'orge, l'avoine et toutes les céréales y réussissent, le coton et le riz, les pommes de terre, le tabac y viennent à merveille, la vigne et certains arbres fruitiers, tels que mûrier, figuier, cerisier, pommier, poirier, oranger, citronnier, olivier, y croissent abondamment. Dans ses pâturages, l'Albanie nourrit de nombreux

troupeaux, des brebis, des chèvres, des vaches, des porcs. Les chevaux de Muzeqé sont renommés. Tous les oiseaux de basse-cour s'y rencontrent, les dindes surtout abondent.

D'après les recherches des géologues, le sous-sol est aussi très riche en métaux et en minéraux, l'on y trouve du charbon de terre, des gisements pétrolifères, des sources thermales qui guérissent la lèpre, les eczéma, la paralysie, les rhumatismes, l'arthritisme et au voisinage desquelles on pourrait construire des établissements merveilleux. Ses ports, ses fleuves, un grand nombre de chutes d'eau, mines de houille blanche et ses vastes forêts assurent à l'Albanie un avenir économique de premier ordre dans la presqu'île balkanique. Le climat lui-même est des plus sains, même aux abords de la mer, où il est très modéré.

i) LA LEGISLATION.

Il y a en Albanie trois sortes de législations :

1° La législation nationale coutumière qui s'appelle *Kanun-i-Lek Dukagjinit*, c'est-à-dire les canons de *Lek Dukagjini*, prince législateur qui fit le grand recueil des lois coutumières qui sont appliquées à la *Malissia*, à la *Mirditia* et presque à toute l'Albanie du nord. Cette région, malgré l'invasion turque, resta presque autonome et à demi indépendante, n'étant tenue que de garder les frontières d'Albanie et d'envoyer en cas de guerre des contingents formés de volontaires groupés sous leurs propres drapeaux ; ces pays étaient administrés par les « *të parëtë* », les premiers d'entre eux étaient les *bairaktans* qui présidaient et marchaient à la tête des troupes dans les batailles. Après eux venaient les « *Kren* » ou *voïvodes* et après eux les *fys*. Ils avaient tous voix égale

dans les conseils, avec la seule différence que les « Baïraktar » étaient *primi inter pares* et que plusieurs « baïraks » avaient au-dessus d'eux un baïraktar supérieur. Ce grade était simplement un grade honorifique, comme celui du baïraktar de Hoti qui était le chef suprême des sept baïraks de la Malissia, Hoti, Gruda, Klementi, Shkrelli, Kastrati, Shalashosh, etc. La Merditie resta indépendante grâce à la résistance qu'elle opposa aux armées ennemies, même après la mort du dernier roi légendaire des Albanais, et sous le gouvernement des chefs héréditaires de la famille Gjon-Markaj. Jamais ce soldat turc n'y mit le pied. Elle est aussi régie par la loi Lek Doukagini, qui a beaucoup de ressemblance avec les lois coutumières du moyen âge et a beaucoup emprunté au droit romain. C'est la législation nationale des Albanais, comme la législation de « Douchan » est celle des Serbes et la législation établie par Michel le Brave, celle des Romains. Elle a été reconnue officiellement par le gouvernement ottoman, sous le nom de Kanoun-y-Djibal, c'est-à-dire loi des montagnes et un Albanais de Scutari appelé en turc Djibal-Reissi, ou chef des montagnes, résidait à Scutari.

2° La législation ottomane. Les codes ottomans furent appliqués en Albanie dans les villes avec le droit « Sheri » ou Coranique pour les questions cultuelles musulmanes et avec le droit canonique occidental ou oriental pour les chrétiens.

j) LES IMPOTS.

Avant le Tanzimat, il y avait la dîme, douane, monopole des salines. Après le Tanzimat, commença le système financier Temty, contributions foncières, les monopoles, tabac, soie, pêche.

CHAPITRE IV

Exposé sommaire du réveil national albanais au point de vue intellectuel, qui a préparé l'indépendance de l'Albanie en 1913.

Je rends hommage et exprime ma très profonde reconnaissance à l'éminent président et au jury qui a bien voulu admettre comme sujet de ma thèse la description de mon pays bien connu des Français, mais peut-être moins cependant que certains pays plus lointains.

Je m'estime heureux de soumettre cette brochure à cette Université d'où jaillissent dans le monde entier les rayons de la lumière et de la civilisation et où sont proclamés avec tant de solennité la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et les divins principes : Liberté, Egalité, Fraternité.

Je suis fier d'y faire valoir les droits des Albanais qui aiment tant la France et de prouver que les Albanais possèdent tous les éléments qui, d'après l'immortel Mancini, constituent une nation : je relaterai tous ces éléments. J'exposerai aussi que les Albanais ont conscience de leur nationalité. Cette conscience s'ajoutant à la fertilité du sol, à la richesse du sous-sol, à la houille blanche, au revenu des ports, etc... donne la certitude que les Albanais possèdent pour maintenir et faire progresser leur pays tous les éléments qu'avaient les autres pays pendant leur renaissance et même davantage. D'abord au point de vue intellectuel, ce que nous avons pu faire dans un délai très court, c'est-à-dire peu de temps avant la constitution turque, jusqu'au commencement de la grande guerre, nous permet d'être certains et de donner

au monde entier l'assurance que très prochainement nous aurons une place prédominante dans la péninsule balkanique.

Les Albanais commencèrent leur réveil national par la culture de leur langue, dont l'enseignement leur était interdit jusqu'à la proclamation de la constitution turque, et dans peu de temps, nous voyons paraître une quarantaine de journaux ou de revues albanais. Dans l'Albanie et les principales villes de la Turquie d'Europe, s'organisent des clubs albanais politiques et littéraires. On enseignait nuit et jour dans les écoles, dans les clubs, dans les églises, dans les mosquées des musulmans sounnis, dans les tékkés des musulmans bektashis, et même dans les prisons, celui qui savait lire et écrire faisait profiter de sa science ses camarades ignorants.

Je peux citer ici en lui rendant grand hommage, un patriote fervent albanais, Hamdi Bey Ohria qui, durant le temps où je faisais mes études classiques au Collège de Monastir (Bitolia, Macédoine), était détenu par le sultan Hamid dans la prison de cette ville, comme prisonnier politique; il était pour nous tous, jeunes élèves alors, l'idole, le saint martyr, un nouveau Socrate dans sa prison. Nous le visitions deux fois par semaine. Il réveillait par ses enseignements le nationalisme dans nos cœurs; il apprenait en secret l'albanais à tous ses compatriotes ignorants, nombreux alors dans les prisons de Monastir.

En Albanie, l'œuvre du réveil national avait commencé déjà depuis une trentaine d'années par les immortels Naïm Sami, Abdyl et Mehmed Frasheri, par Vaso pacha Shkodrani, Mehmed aly Vrioni, Qiriazzi, J. Vreto et Kristophoridi; interrompue pendant quelques années, elle fut recommencée par Midhad, Mehdi et les autres Frasheri, par les Qiriazzi, Lef Nosi, Konitza et tous les intellectuels albanais, Guegues et Toskes,

chrétiens et musulmans, qui furent aidés dans leur tâche par les beys et autres influents notables du pays tels que Viora, Toptani, Vrioni, Libohova, Berlaci, Elbassani, Kavaia et Pekini, par les poésies de Pater Fishta et par l'influence des intellectuels catholiques et musulmans de Scutari et des montagnes, ainsi que celle des Albanais de Kossovo comme Hassan Be Prishtina, Issa Bullatini, Bairam Zuri, etc.

A l'étranger, les champions de nationalisme albanais, comme le furent dès leur plus tendre jeunesse, les éminents Faïk Konitza Fan Nolli, Mlles Qirias avec leurs dignes camarades Kristo Dako, Hil Mosi; Louis Gurakuqi, Nikola Ivanaj, Gaspard Merturi, Asdren, Père Gueçof, Dom Fishta, Georges Pakmesi, Lako, Giovanni Alexandre et autres patriotes distingués dont les noms resteront gravés dans les cours des générations futures, travaillèrent inlassablement à cette tâche malgré les souffrances et les difficultés, dans tous les centres les plus grands et importants de l'ancien et du nouveau monde; ils fondèrent des sociétés, journaux, revues et imprimeries albanaises, comme la Vatra si renommée dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, à Londres, à Bruxelles, en Roumanie, Bulgarie, Egypte et Italie; sans négliger un seul instant de soutenir et de conserver le feu sacré du réveil national en Albanie même, ils plaidèrent leur cause nationale auprès des Chancelleries européennes et en Amérique.

Tout cela se passait peu de temps avant la constitution de la Turquie, qui fut une œuvre collective des différentes nationalités existant en Turquie albanaise, arabe, arménienne, bulgare, serbe, grecque, turque, juive, etc...

Les Albanais y contribuèrent beaucoup avec le doux espoir d'obtenir reconnaissance de leurs droits, c'est-à-dire une certaine décentralisation administrative et la liberté d'enseigner

dans leur langue. Mais, ceux qui dirigeaient alors les affaires de la Turquie, tout en se proclamant disciples de la Révolution française, cachaient sous les principes de liberté, égalité, fraternité, les sentiments et les plans du panturkisme et prenaient une fausse route. Ils exigèrent d'abord des Albanais la livraison des armes, en leur promettant le paradis terrestre, la paix sur la terre, avant d'accorder la décentralisation, avant de réorganiser et installer des tribunaux et une gendarmerie capables de réprimer les crimes et de maintenir l'ordre en Albanie. Un grand nombre d'Albanais, impressionnés par les belles phrases et les promesses de ces jeunes Turcs, appuyés par les loyaux chefs albanais, consentirent, quoique avec la plus grande tristesse, à se séparer de leurs compagnons les plus chers et les plus précieux, de leurs armes, et ç'aurait été le désarmement complet de l'Albanie si ces jeunes Turcs, enhardis par cette docilité légitime des Albanais, n'avaient imposé immédiatement la destruction des clubs, la fermeture des écoles, à peine ouvertes, et l'interdiction de tout ce qui avait un rapport avec le réveil national albanais. C'était en vain que les Albanais protestaient, que les députés albanais, au Parlement ottoman à Constantinople, tous membres du parti « Ahrar » : libéral, ayant à leur tête Ismaïl Qemal Vlora, démontraient au gouvernement ottoman le danger et les conséquences funestes de ces prétentions illégales; c'est en vain que les journaux albanais de Turquie et des autres pays du monde jetaient le cri d'alarme contre cette injustice commise à l'égard des Albanais.

Le parti « Union et Progrès » qui avait la prédominance à Constantinople, fit prévaloir son opinion auprès du Gouvernement et ce dernier persista dans ses imprudentes et absurdes prétentions. Contre ces décisions, les Albanais s'élevèrent les

armes à la main et ceux qui les avaient déjà livrés aux autorités se servirent de leurs pistolets et autres vieilles armes, qu'ils avaient gardées dans leurs panoplies. Le Gouvernement de Constantinople entreprit des expéditions très grandes pour l'Albanie; de fortes armées, sous les ordres de Djavid, Chefget et Tourgout Pachas envahirent le pays, arrêterent et exécutèrent plusieurs Albanais, pillèrent, brûlèrent, ravagèrent, massacrèrent, ruinèrent des villages entiers. Alors, hélas! l'œuvre nationale qui avait si vite progressé rétrograda, fut étouffée, détruite. Ce fut un grand malheur pour l'Albanie, mais aussi grand pour la Turquie elle-même qui perdit par ces actes néfastes le dévouement et la fidélité de l'Albanie et exalta ainsi la Révolution des Albanais de Kossovo, des Malissores et peu à peu de tous les Albanais du Nord, du Centre et du Sud; ce fut une révolution dans laquelle, plus d'une fois, les armées impériales de Constantinople furent battues; profitant de la situation, les quatre Etats balkaniques : Bulgarie Grèce, Monténégro et Serbie, s'allièrent contre la Turquie, lui déclarèrent la guerre et la privèrent de presque toutes ses possessions en Europe.

Pendant la guerre balkanique, l'Albanie fut occupée par les Grecs, les Serbes et les Monténégrins, et sa population n'eut pas le temps de continuer sa tâche intellectuelle un peu compromise; cela dura jusqu'à 1913, date de la Conférence de Londres, qui reconnut l'indépendance de l'Etat albanais, époque où l'on rouvrit les écoles albanaises, et où les intellectuels se remirent à leur œuvre pour développer l'instruction du peuple dans sa langue nationale, ce qui devait être le premier facteur du progrès et de la prospérité de la nation.

Mais le règne du Prince de Wied fut éphémère, le gouvernement d'Essad Pacha lui succéda; la guerre mondiale éclata.

Sous Essad Pacha, l'Albanie s'allia à l'Entente, protégea la retraite des Serbes, subit leur sort, et les armées austro-hongroises et bulgares entrèrent dans l'Albanie; plus tard, à celles-ci, succédèrent les armées italiennes, françaises, serbes et grecques, et de cette manière, les Albanais n'eurent pas le temps de poursuivre leur œuvre progressive de culture; celle-ci, bien qu'étouffée par les opérations militaires, ne succombait pas, et lorsque l'Albanie se ressaisit, comme tous les autres pays, du cauchemar de la guerre, que les armées étrangères quittèrent une partie du pays, le gouvernement local, tout en s'occupant de faire valoir ses droits imprescriptibles devant la Conférence de la Paix, la Société des Nations et la Conférence des Ambassadeurs, ne négligea pas non plus le développement intellectuel de son peuple. Les écoles rouvrirent encore une fois, les intellectuels reprirent leur devoir sacré, des écoles nocturnes fonctionnèrent partout. Des associations bienfaitrices américaines installèrent aussi des institutions d'enseignement en Albanie; actuellement un nombre d'élèves, dont quelques-uns sont boursiers de l'Etat, étudient dans les différentes Universités de l'Europe, comme à Paris, Montpellier, Rome, Naples, Turin, Florence, Vienne, Athènes et dans les Universités d'Amérique. Nous avons déjà dit que les Albanais qui, depuis le régime absolutiste de la Turquie se sont enfuis et ont émigré en Amérique, Egypte, Roumanie, Bulgarie et Italie, y ont institué des comités, fondé des journaux, des revues, des écoles et des églises. En Amérique, par exemple, vivent aujourd'hui plus de 70.000 Albanais, ils y ont formé l'Union Panalbanaise Vatra (Foyer), dirigée par l'illustre Faik Konitza, et S. E. Mgr Fan Noli, qui a si brillamment plaidé la cause albanaise devant la Société des Nations à Genève, en qualité de président de la Délégation

albanaise et dont nous parlerons plus tard. Les éminents Christo Dako et son épouse si distinguée, sa belle-sœur, l'érudite Mlle Paraskévy-Kyrias, ainsi que M. Tsekrezi, en travaillant inlassablement n'ont pas moins contribué avec leurs œuvres, journaux et publications, au développement intellectuel des Albanais et ont fait connaître nos revendications politiques aux personnalités intellectuelles et politiques de l'Amérique et des pays d'Europe.

Une colonie importante aussi est établie en Roumanie. Elle est présidée, depuis une trentaine d'années, par M. Pandelli Evangjeli, dernièrement président du Conseil du Gouvernement d'Albanie, par S. A. le Prince Alberto Ghica descendant d'une ancienne famille albanaise qui a régné en Roumanie pendant longtemps et par le Docteur Temo. Cette colonie a travaillé beaucoup au point de vue intellectuel et politique.

Les Albanais d'Italie émigrés depuis le xiv^e siècle aux environs de Naples, en Apoulie Kalabrie et Sicile, y ont formé des groupes compacts et distincts au nombre total de 150.000 personnes. Ils ont donné, par leurs œuvres, une grande impulsion à la littérature albanaise qui leur doit d'autant plus que plusieurs parmi eux ont été hommes de grande culture et possèdent actuellement des chaires prépondérantes dans les facultés et les lycées d'Italie. Parmi eux, figurent les professeurs Schiro et Kynigo, le journaliste Ancelmo Lorechio, le publiciste Terrentio Tocci qui vivent et tiennent une grande place dans l'histoire intellectuelle des Albanais. Nous ne pouvons pas passer sous silence M. Sotir Ghica qui, depuis quelques années, en Italie, soit comme directeur du journal *Kuvendi*, soit comme rédacteur dans les journaux italiens, n'a pas cessé de travailler dans l'intérêt national.

En Egypte, sous la conduite de leurs compatriotes : le Docteur Tourtoulis, le Docteur Adamidi, M. et Mme Legory, A. Çako et autres, les Albanais accomplirent leur devoir.

De même, à Sofia, à Belgrade et à Athènes, où le Docteur ès lettres M. L. Natsis a travaillé dans les mêmes vues. A Paris, sous l'initiative de l'éminent professeur à l'Ecole des langues orientales, M. Mario Roques, nous avons eu le bonheur d'inaugurer les études albanaises, dans une salle de cette école. Avec l'aide de ce professeur et la collaboration louable de la délégation albanaise à Paris, une bibliothèque composée d'une collection considérable de volumes albanais enrichit la salle, dans laquelle les étudiants albanais s'occupent de travaux littéraires ou de questions scientifiques concernant leur pays. Une autre association intellectuelle (Illyria) qui vient de se former sur l'initiative des étudiants albanais, a pour but le développement intellectuel des Albanais et leur rapprochement avec les autres cercles intellectuels français, albanais ou étrangers.

Tous ces hommes éminents, tels que M. Mario Roques, et l'albanologue distingué, M. le Professeur Duffour, ainsi que d'autres personnalités intellectuelles allemandes, autrichiennes, italiennes, anglaises et autres, tout en travaillant pour le développement artistique et littéraire des Albanais, ont agit non moins efficacement au point de vue politique. Ils ont contribué à assurer l'indépendance de l'Albanie en unissant leurs efforts à ceux des hommes politiques albanais, français et étrangers dont nous nous occuperons dans un autre chapitre.

Ici, je me plais à citer le nom illustre et inoubliable de Naïm-Be-Fracheri, qui écrivit l'alphabet albanais et qui, en raison de ses multiples œuvres très intéressantes, dont « l'his-

toria e Skenderbeut », tout en poésie, est considéré comme l'apôtre national de l'idée et de la renaissance albanaise. Lui rendant un hommage pieux et sacré, je traduirai en français ces vers qui lui furent dédiés par un auteur albanais sous le pseudonyme « Malo Kokoïka » :

*Du haut du trône suprême
Comme l'ange à Sainte Marie
Naïm fut envoyé à l'Albanie,
Pour lui révéler l'indépendance,
Guidé par le Saint-Esprit.*

Tel fut le réveil national albanais, au point de vue intellectuel, réveil qui fut le précurseur du réveil politique moderne et prépara l'indépendance de l'Albanie proclamée en 1913.

CHAPITRE V

Les Albanais pendant la guerre.

L'Albanie pendant la guerre, quoique neutre, a eu une attitude plutôt bienveillante à l'égard de l'Entente. Elle a contribué beaucoup au salut de l'armée serbe et de la population civile serbe pendant la retraite légendaire, ainsi que l'ont reconnu les auteurs, les écrivains et les diplomates, dans toutes leurs œuvres, brochures et conférences.

Bien que les Albanais se soient rangés aux côtés des puissances de l'Entente qui promettaient solennellement de combattre pour le droit des peuples et des nations grandes et petites, bien que l'Albanie, sous Essad Pacha, leur ait donné des preuves de son amitié, d'abord sur le front de Salonique; plus tard, à Cortcha avec les Français, à Valona et en Epire avec les Italiens, ainsi qu'en Amérique où les Albanais fournirent un bataillon qui, sous le drapeau étoilé, combattit en France contre les Allemands, dis-je, certains considérèrent, malgré tout, les Albanais comme germanophiles. La conduite des Albanais, toute en faveur des Alliés comme j'ai cité ci-dessus, est relatée par les documents des quartiers généraux qui sont déposés dans les Archives des Ministères de la guerre des puissances de l'Entente. J'ajouterai seulement que les Albanais ne pouvaient jamais prêter confiance à l'Allemagne qui protégeait la Turquie quand celle-ci dominait les Albanais; et malgré l'admiration, si on peut le dire, que quelques Albanais, qui connaissent l'Allemagne, avaient pour elle, malgré l'estime qu'ils avaient pour la culture de la race allemande,

pour sa ténacité et pour ses progrès dans toutes les sciences, ils ne pouvaient, je le répète, avoir confiance dans l'Allemagne, car ce fut le kaiser qui promit à la Grèce l'Albanie du Sud. Vinckel et plus tard son successeur, Nadolni, délégué allemand à la Commission de contrôle, furent ceux qui, au nom de leur gouvernement, conseillèrent à Essad Pacha de s'abstenir, d'agir contre les Epirotes, et ce conseil fut donné au nom du Gouvernement allemand; ce fut l'Allemagne qui, plus tard, pendant la guerre suggéra, approuva et garantit un traité bulgaro-grec qui partageait l'Albanie entre ces deux puissances. Ce fut l'Allemagne qui appuyait Cyrille, le fils cadet du tsar des Bulgares et l'incitait à s'introniser comme roi dans la partie de l'Albanie qui resterait aux Bulgares. Nous renvoyons le lecteur à une lettre ouverte adressée à M. le Professeur-Docteur Han Delbruck, conseiller intime du gouvernement, professeur de l'Histoire moderne à l'Université de Berlin, par M. Faik Konitza, au nom d'un groupe de patriotes, lettre intitulée « l'Allemagne et l'Albanie ».

CHAPITRE VI

Les Albanais depuis l'armistice (le gouvernement de Durazzo, le gouvernement de Tirana, événements entre Albanais et Italiens au sujet de Valona, événements entre Albanais et Serbes, et Grecs).

Le 12 novembre 1914, les Italiens débarquèrent à Valona. Plus tard, vers 1915, 1916, ils ont continué leur marche vers le sud, ont pris Janina et une grande partie de Chamouria en expulsant les autorités grecques et, pour des raisons militaires, ont dû s'unir aux détachements de l'armée française d'Orient, qui occupaient Kortcha Alb Korça. Le chef de l'armée italienne était Jacintho Ferrero, dont nous parlerons plus tard. Le reste du pays demeurait sous la domination autrichienne (les Bulgares étaient arrêtés à Starovo). Jusqu'au 11 juillet 1918, jour où le général Franchet d'Espérey, commandant en chef des troupes alliées d'Orient, concluait l'armistice.

L'armistice conclue, et les Autrichiens ayant évacué le pays, les Italiens ont dû avancer vers le nord. Ils ont occupé toute l'Albanie centrale, et à la suite d'un accord survenu entre le contingent italien et les commandants alliés, les Serbes se retiraient de Scutari où s'installait l'armée italienne. En vue d'éviter des malentendus entre l'armée serbe et les armées italiennes qui occupaient toute l'Albanie centrale et du nord, le général Franchet d'Espérey traça une ligne de frontière, militaire, connue sous le nom de ligne d'armistice ou ligne de démarcation (des différends se produisaient toujours entre les deux armées alliées qui se disputaient la suprématie en Albanie, or cette ligne n'a jamais été respectée).

Sur l'insistance de quelques Albanais et des autorités militaires italiennes et par l'intermédiaire de Castoldi, de Facentis et du colonel Vincenzo, se tint à *Durazzo un Congrès général* auquel prirent part tous les délégués venant de l'Albanie administrée alors par les Italiens.

Après plusieurs jours de débat, bon gré, mal gré, le congrès décida la formation d'un gouvernement dont les membres avaient la faveur de l'Italie, Turkhan Pacha, Gourakuqi, etc..., en plus l'on proposa de faire représenter l'Albanie à la Conférence de la Paix par ces mêmes membres du gouvernement, auxquels s'ajouteraient trois autres membres pris au dehors.

L'on décida aussi la formation d'un Sénat composé de seize sénateurs, mais ce Sénat ne s'est jamais constitué par suite de contradiction de la part du gouvernement qui méconnaissait et refusait le contrôle du peuple sur son activité politique.

Tout ce que les délégations ont fait pour plaider la cause nationale et ses droits, soit devant le Conseil suprême à Paris, soit devant la Société des Nations à Genève, soit devant la Conférence des Ambassadeurs à Paris, nous le traiterons plus tard.

Nous relatons et continuons de rappeler dans le chapitre présent tout ce qui s'est passé en Albanie sous le gouvernement de Turkhan Pacha et de ses successeurs.

Le peuple albanais redoutait les conséquences qu'un manque de sincérité et un programme purement favorable au gouvernement de Turkhan Pacha auraient pu avoir pour la défense des droits du peuple albanais à la Conférence de la Paix. A ces suspicions, s'ajoutaient les conséquences douloureuses d'une mauvaise administration du pays, provoquée

d'une grande part par l'occupation militaire italienne, appuyée par les membres du gouvernement de Turkhan Pacha. Ce sont là des considérations qui amenèrent le peuple albanais, toutes guègues, musulmans et chrétiens, à craindre sérieusement pour leur existence qui était en jeu et menacée de tous côtés.

Plusieurs meetings eurent lieu en Albanie où le peuple protesta contre l'attitude du gouvernement et de ses représentants à Paris, auxquels il reprochait de ne pas interpréter les sentiments du peuple albanais.

Ce mouvement antigouvernemental gagna du terrain et trouva l'appui de toutes les classes du pays. Par des circulaires distribuées dans toutes les municipalités du pays par les soins d'un comité d'initiative qui se forma à Durazzo et à Klissoura (Albanie du Sud), sous le nom « Mbojtja Kombëtare » (Défense nationale), on invita le peuple albanais à envoyer des délégués dans un congrès qui devrait se réunir le 21 décembre, à Louschna. Le commandant militaire italien s'inquiéta de ces mouvements qui, de jour en jour, prenaient une forme sérieuse et menaçante pour le gouvernement favori de Durazzo. Il concentra de forts effectifs dans toutes les parties du pays. Cependant que la date du meeting approchait, un attentat politique eut lieu contre Abdul Upi — un des promoteurs du Congrès de Louschna — avec l'intention d'empêcher l'intervention du congrès. Abdul Upi fut assassiné trois semaines avant la réunion du congrès. Devant cet acte, le peuple albanais, furieux contre le gouvernement de Durazzo, hâta la réunion du congrès.

Pendant que ces mouvements se déroulaient en grande partie en Albanie centrale, les Albanais du Sud, en plein meeting et démonstrations, accusèrent la politique italienne

de nourrir de mauvaises intentions à l'égard de leur région et de manquer de sincérité absolue (1) à l'égard de l'indépendance de l'Albanie.

Ces mouvements donnèrent naissance à l'union sacrée de tout le peuple albanais du Sud, connue sous le nom de « Mbrotjtja Kombetare » (Défense nationale), où tous se sont jurés de mourir pour l'indépendance et l'intégrité absolue de leur pays, c'est-à-dire de le délivrer de l'occupation militaire étrangère. Sur ces entrefaites, la date du Congrès de Loushna arriva. C'était le 21 décembre 1919. Dans une maison modeste, se réunirent les délégués albanais venus de toutes les parties de l'Albanie, ayant à la tête Akif Pacha Elbassani, animés tous d'un esprit purement patriotique et résolus à sacrifier tout pour la délivrance du peuple albanais.

Bien que la date du meeting fût annoncée pour le 21 décembre, il ne fut ouvert que le 27, par suite du retard de quelques délégués du Nord et du Sud détenus par les autorités italiennes. C'est donc le 27 que la séance officielle fut ouverte par une grande cérémonie au milieu d'une grande foule armée venue de tous les côtés du pays pour protéger les délégués au cas d'intervention italienne. Le meeting fut présidé par Akif Pacha ayant comme secrétaire Sotir Petsi.

Le meeting dura trois semaines. Pendant qu'on délibérait à Loushna, un des membres du gouvernement de Durazzo implora le secours des armées italiennes. Il voulait se mettre à leur tête et marcher contre le Congrès de Loushna. Cette assistance lui fut donnée par le général Piacentini qui ordonna à toute la milice albanaise, au nombre de 900 hommes, commandée par des officiers albanais et un chef italien, de mar-

(1) Surtout après un accord entre Venizelos et Tittoni; cet accord, conclu en 1916, visait le démembrement de l'Albanie du Sud.

cher contre Loushna. La milice albanaise, jadis organisée par les Italiens, obéit aux ordres de Piacentini et partit d'Argui-rokastro pour arriver à Loushna. En arrivant à Fieri, les officiers albanais et tous les soldats de la milice refusèrent de lever les armes contre leurs frères qui étaient unis pour une cause sacrée : le salut de l'Albanie. Par un ultimatum qu'ils envoyèrent au général Piacentini, ils accusaient ouvertement les membres du Gouvernement de Durazzo de trahir la patrie et critiquèrent sévèrement le commandement italien qui n'avait pas craint de s'immiscer dans des affaires intérieures qui concernaient seulement le peuple albanais. Ainsi, grâce au patriotisme des officiers et des soldats de la milice, le congrès put continuer ses travaux.

Voici en quelques mots la décision prise par le congrès :

1° Indépendance complète et intégrité territoriale de l'Albanie tout en respectant les décisions de la Conférence de Londres 1913;

2° Formation d'un gouvernement purement national sur des bases démocratiques;

3° Constitution d'un parlement par le suffrage universel, et nomination à la tête de l'Etat d'un Conseil de régence composé de quatre membres représentant les différentes croyances du pays;

4° Délivrer l'Albanie du joug étranger, etc...

Après que le congrès eut fini ses travaux, les nouveaux membres du gouvernement ayant à leur tête les chefs du Conseil de la Régence et escortés par une importante force armée composée de volontaires, arriva à Kavaja, où le peuple leur fit un accueil des plus enthousiastes. Le Gouvernement de Durazzo, qui refusait d'abdiquer, prit des mesures en vue

d'empêcher l'entrée à Durazzo au Gouvernement de Loushna.

A cet effet, l'armée italienne, au moyen de canons et de mitrailleuses d'infanterie et de cavalerie fortifia la ville de Durazzo. Mais un incident survint : toute la population de Durazzo apprenant l'arrivée de ce Gouvernement de Loushna sortit pour le recevoir ; femmes, enfants, vieillards allèrent avec drapeaux et musique jusqu'au pont nommé « ur'e Dailanit ».

Soudainement, suivant les ordres donnés, la cavalerie italienne intervint, chassa et dispersa les manifestants, et arrêta plusieurs chefs.

Il y eut sept morts et plusieurs blessés. Pour éviter toute provocation de la part des autorités militaires italiennes, le Gouvernement nouveau de Loushna décida d'établir sa capitale à Tiranna. Une grande excitation régnait dans l'armée italienne et à un moment donné l'on put croire à l'imminence d'un conflit entre les forces du Gouvernement de Loushna et celles de l'armée italienne. Qu'il soit bien noté que le courage, la bravoure et la ténacité du nouveau ministre de l'Intérieur, Ahmed Mati, réussit, malgré les manœuvres italiennes appuyées par la menace des canons et des mitrailleuses, à permettre l'entrée triomphale du nouveau Gouvernement à Tiranna.

Une fois établi, ce gouvernement invita le peuple, par une proclamation, à maintenir l'ordre et à éviter tout acte hostile contre les autorités militaires italiennes. En même temps, il adressa des notes aux grandes puissances, l'Italie incluse, leur demandant de reconnaître le nouveau régime. Aussi, après quelques hésitations, le Gouvernement de Durazzo dut se soumettre.

Le peuple albanais tout entier reconnaît le nouveau Gou-

vernement, lui donnant tout son appui et lui témoignant sa fidélité. C'est ainsi que grâce à l'effort du vaillant peuple albanais, le nouveau Gouvernement put immédiatement procéder à administrer l'Albanie, à l'exception toutefois de l'Albanie du Sud, y compris Valona, qui étaient sous l'occupation de l'armée italienne, et de Kortcha et Scutari qui étaient sous l'occupation militaire française et alliée. On organisa une force de gendarmerie pour le maintien de l'ordre, assistée par des volontaires du Sud. Voyant ces changements dans la vie intérieure du pays et craignant une insurrection dirigée contre eux, les autorités militaires italiennes évacuèrent toute l'Albanie centrale. Le Sénat albanais, composé de trente-six membres, se réunit le 15 mars 1920.

Pendant qu'on procédait activement à l'organisation de l'Albanie centrale, les Albanais du Sud, y compris les Valonnais ne pouvant plus supporter la domination italienne, résolurent à tout prix de s'unir avec le Gouvernement de Tiranna, la seule autorité nationale du pays. Ils commencèrent à agir. Le premier coup était porté contre l'autorité militaire italienne par la milice d'Arguirokastro, où 1.500 soldats et officiers, armés et équipés par les Italiens se révoltèrent et s'enfuirent dans les montagnes, désirant se soumettre aux autorités du Gouvernement national de Tiranna. La situation était grave. le peuple albanais, encouragé par l'acte de la milice, prépara une attaque contre les autorités italiennes. Les autorités italiennes, devant une pareille situation, évacuèrent le pays et se réfugièrent à Tepeleni et à Valona, places fortifiées. C'est ainsi que l'Albanie du Sud, exception faite pour Valona et Pepelini, s'unit au Gouvernement de Tiranna. Pendant que ces événements se déroulaient contre les Italiens en Albanie du Sud, un nombre considérable de comités d'organisent aux

frontières serbes avec l'intention d'envahir l'Albanie, de chasser le Gouvernement de Tiranna et imposer l'autorité d'Essad. Le nombre des partisans d'Essad Pacha devint fort considérable et menaça Tiranna. Pour éviter l'effusion du sang fraternel, une délégation composée de membres des deux partis, arriva à Paris, causa avec Essad Pacha et rentra en Albanie. Quelques jours après, Essad Pacha était assassiné à Paris, par un Albanais, Avni Rustem.

Nous avons dit plus haut qu'avant même que fût formé le Congrès de Loushna en Albanie du Sud, un comité était fondé sous le nom de « Mbrojtja Kombetare » (la Défense nationale). Une vive excitation gagnait à nouveau tous les Albanais du Sud, inquiets du sort de Valona. Sans être en contact avec le Gouvernement central, les membres dudit comité, après s'être consultés avec des notables de Valona, décidèrent de rassembler un congrès général auquel tous les districts du Sud devraient participer. C'est ainsi que ce congrès eut lieu au mois de juin 1920, à Ballçi, où des discours patriotiques ont été prononcés et où tous les délégués se sont jurés de mourir pour la délivrance de Valona. En outre, ils préparèrent le fameux ultimatum au général Piacentini, lui demandant la réunion de Valona au Gouvernement central de « Tiranna », tout en respectant l'occupation militaire italienne, et ils prièrent le général de répondre dans le délai de deux semaines. Après l'expiration du délai, un deuxième meeting général, où tout le peuple accourut, fut réuni à Drachovitsa (ville qui se trouve à 6 heures de marche au sud de Valona).

Il décida l'envoi d'un ultimatum au général Piacentini en l'invitant d'évacuer Valona dans les quarante-huit heures et au cas où le général ne se conformerait pas à ce désir, ils résolurent de l'attaquer. C'est ainsi qu'après le refus du général

commença la guerre contre Valona; guerre qui fut un grand événement dans l'histoire et obligea l'armée italienne à quitter et abandonner Valona. Le Gouvernement italien, le 28 août, après un échec diplomatique du baron Aliotti, envoya en Albanie le comte Manzoni, directeur des Affaires politiques au cabinet de Rome et aujourd'hui ministre à Belgrade. Ce dernier conclut un accord militaire avec le Gouvernement de Tiranna; par cet accord, l'Italie s'engagea à retirer sans conditions ses troupes de toute l'Albanie; elle tient seulement garnison à l'île de Sasano. C'est ainsi que les événements de Valona montrent au monde civilisé que le peuple albanais est digne de son indépendance. Pendant que la lutte continuait à Valona, des escarmouches aussi eurent lieu sur les frontières serbes (1).

Tandis que ces événements se déroulaient en Albanie, une légation albanaise arriva à Paris, sous la présidence de Turkhan Pacha.

(1) Les Albanais avaient l'ardent désir de délivrer les territoires occupés par les Yougoslaves et d'atteindre la frontière de 1913. Les troupes serbes occupaient l'intérieur de cette frontière, jusqu'à la ligne mal définie, dite ligne d'armistice ou ligne de démarcation, ou ligne de Franchet d'Esperey. Elles occupaient même le fort Tarabosh qui domine Scutari et cette situation provoqua des combats sanglants. Le Gouvernement de Tirana, par des forces volontaires mal équipées et armées fit face à trois invasions des forces régulières et irrégulières yougoslaves. Les pertes des Albanais furent considérables. Un très grand nombre de réfugiés arrivèrent à Tirana. Le gouvernement et la population fit de son mieux pour soulager ses malheureux frères. La Croix rouge Américaine accomplit dignement son œuvre humanitaire. Quant aux événements qui se déroulèrent vers les frontières albanéo-grecques, ils sont assez connus pour qu'il n'y ait rien à ajouter aux récits qui ont été faits des souffrances et misères subies par la population de l'Albanie du Sud, en 1913-1914. Les armées italiennes ont évacué ce territoire qui fut occupé par les Albanais; à Kortcha aussi les Albanais sont installés.

CHAPITRE VII

Histoire de Scutari (Shkodra) et de Korytza (Korça) pendant les dernières années.

SCUTARI.

Pour apaiser le litige soulevé par la question de Scutari qui, comme je viens de l'exposer plus haut, a été assiégée pendant huit mois par les troupes monténégrines (1912-1913), qui perdirent un tiers de leur effectif pour conquérir cette ville, leur but séculaire, mais berceau et l'ancienne capitale de l'Albanie, la Conférence de Londres décida de faire une occupation militaire et administrative internationale.

Chaque grande puissance envoya un détachement de troupes, la Russie étant représentée par la France. Les premiers détachements furent de marins, débarqués vers le 4 mai 1913, appartenant à la flotte internationale qui se trouvait dans les eaux albanaises depuis un mois, et était composée des unités suivantes : le cuirassé *Gloucester* pour l'Angleterre, *Ernest Renan* pour la France, *Radetski* pour l'Autriche, *Gæben* pour l'Allemagne, *Garibaldi* pour l'Italie et une autre grande quantité de petites unités de ces deux dernières puissances. Le commandement de la place fut délégué au vice-amiral anglais Cecil Burney.

Les Monténégrins durent retirer leurs troupes sous la pression des grandes puissances, particulièrement de l'Autriche et de l'Italie, les plus intéressées à la question albanaise.

Le conseil des chefs des détachements chargea les anciens

chefs des différentes administrations de réorganiser les services dans la langue du pays dans la mesure où cette réorganisation serait compatible avec le nouvel état de choses.

L'administration locale était contrôlée par une commission d'officiers internationaux.

Quelques semaines plus tard, ces détachements marins furent remplacés par des troupes métropolitaines. La France par une compagnie du 22^e régiment d'infanterie colonial, commandée par le brave commandant X...

La justice était rendue par des officiers français; M. le capitaine Blanc présidait la Cour d'appel, le commandant Roux présidait le Tribunal de police. La police locale était commandée par un Anglais et d'autres officiers étaient délégués auprès de chaque chef de service.

Après le départ des troupes de marins, le commandement de la place passa au colonel anglais Philipps.

Cet état de choses dura jusqu'au mois d'août 1914. Les dernières à quitter la ville furent les troupes françaises qui remirent le pouvoir aux consuls des grandes puissances, c'est-à-dire aux consuls de France, d'Angleterre, d'Italie et d'Autriche, qui formèrent un conseil et tâchèrent de maintenir l'ordre avec l'appui bienveillant de quelques chefs notables du pays.

Telle fut la situation de Scutari jusqu'au dimanche 27 août 1915, jour de la deuxième occupation monténégrine, qui fut faite sous l'instigation indirecte de l'Autriche.

Le but de cette occupation était de préparer l'entrée en Albanie des troupes autrichiennes qui devait avoir lieu quelques mois plus tard après la désastreuse retraite de Serbie.

Les Monténégrins saisirent comme prétexte à cette occupation, l'acte commis par certains mercenaires au service de

l'un et de l'autre, qui jetèrent quelques bombes sur les cha-lands qui ravitaillaient les troupes monténégrines et remontaient le fleuve Boïanna. Cette occupation dura jusqu'au 15 janvier 1916, jour où les avant-gardes autrichiennes entrèrent dans la ville. Une nouvelle époque toute différente des précédentes commençait pour l'Albanie.

L'Albanie fut occupée aux trois quarts par les troupes autrichiennes.

Description de l'occupation autrichienne de l'Albanie centrale.

Les Autrichiens, en vue de préparer l'annexion qui devait être proclamée un an plus tard par le feld-maréchal lieutenant Trollman, jetèrent les bases d'une administration européenne. Tous les services : finances, douanes, tribunaux, étaient dirigés par des officiers d'administration compétents, appartenant à des administrations métropolitaines.

C'étaient surtout des personnes qui pouvaient entrer facilement en relations avec la population, grâce à la connaissance des langues italienne et serbe, qui sont répandues en Albanie. C'étaient des Dalmates, des Triestins et Croates. Le commerce de Scutari avait atteint son apogée, Scutari devint alors le centre économique de toute l'Albanie, occupée par les Autrichiens. L'occupation étrangère de plus longue durée fut celle-ci qui dura jusqu'au 30 octobre 1918, c'est-à-dire presque trois ans. La ville fut occupée après un combat de quelques heures par les troupes serbes. quelques jours après le 58^e bataillon de chasseurs à pied, commandé par le brave commandant Bernoud, après une traversée pénible à travers

les monts, entra dans la ville et prit le commandement jusqu'à l'arrivée du général de cavalerie (le général Bardi de Fourtou) et de son état-major. Le général italien Ferrero arriva aussi avec un bataillon de bersaglieri. L'armée d'occupation se composait donc du 58^e bataillon de chasseurs à pieds, d'un escadron du 5^e chasseurs d'Afrique (armée française) et du 46^e bataillon de bersaglieri italiens, commandé par le commandant Mollinero. Le bataillon serbe dut quitter la ville après avoir remis les pouvoirs au représentant de la France qui devait administrer la ville au nom des Alilés. Bardi de Fourtou a administré et réorganisé la vie économique et politique de la région placée sous sa tutelle.

Son but ne fut pas, comme sous les autres occupations, d'entraver l'expansion patriotique des Albanais, comme on cherche à le faire dans les régions de l'Albanie occupée par d'autres armées; au contraire, il fut le plus impartial et le plus juste des chefs au cours de l'occupation dont l'Albanie fut l'objet pendant ces pénibles années de guerre.

Les troupes françaises quittèrent la ville au mois de mars 1920 et remirent le pouvoir entre les mains d'Ahmed-Be-Zogolli, qui avait le portefeuille de l'Intérieur dans le cabinet albanais de Durazzo, présidé par Turkhan Pacha, mais un certain nombre d'Italiens y restait encore en qualité de mandataires des troupes interalliées. Dernièrement, la Conférence des Ambassadeurs se saisit de la question de l'évacuation de Scutari par ces derniers.

KORTCHA (Alb. Korça).

Kortcha, avec une population de 25.000 habitants dont 7.000 seulement sont musulmans, occupe la première place intellectuelle en Albanie. Dès les premiers temps, pendant l'occupation turque, elle avait un gymnase — collège hellénique — et plusieurs autres écoles primaires avec 2.000 élèves et une école centrale de filles. La communauté chrétienne de Kortcha possédait une caisse communale composée des donations de riches habitants de Korça et de ses fils émigrés et enrichis à l'étranger. Les fonds servaient à l'entretien de toutes ces écoles et de beaucoup des institutions charitables. Cette caisse renommée s'appelait « *Lasson* ».

A peine la permission fut-elle obtenue de Constantinople, que les demoiselles Qirias y ouvrirent une école de filles albanaises où les jeunes filles commencèrent à s'instruire dans leur langue maternelle.

Ce fut la première école albanaise.

Kortcha est une ville située près de la frontière albano-grecque, cette frontière fut tracée pour l'Albanie par la Conférence de Londres 1913. Ville essentiellement commerciale, elle a attiré les convoitises de ses voisins qui envient aussi bien sa plaine fertile que sa prospérité. Pas très loin de Koritza, se trouve une mine de charbon dont l'exploitation s'effectue d'une manière tout à fait primitive, mais qui, avec le temps et le progrès moderne, sera peut-être une source de richesses précieuses pour le pays; pas très loin de Borja, à Bobostitica, on a découvert des gisements pétrolifères, mais malheureusement jusqu'à présent, on n'a rien fait pour leur exploitation.

Kortcha a été, de tout temps, le foyer du nationalisme albanais; c'est là que se fit jour, pour la première fois, l'idée de l'indépendance albanaise qui matériellement s'est exprimée par l'ouverture d'une école albanaise et par des mouvements nationalistes révolutionnaires qui furent sévèrement réprimés par les autorités turques. C'est là qu'on a vu, pour la première fois, des intellectuels albanais, qui jusque-là s'étaient adonnés à la littérature étrangère, se mettre à cultiver leur propre langue. Déjà avant la guerre balkanique, il y eut en Albanie des mouvements nettement révolutionnaires dont l'importance est prouvée par ce fait même que le Gouvernement turc a dû pactiser avec les révolutionnaires; naturellement, ce fut pour le Gouvernement turc un engagement auquel il a su se soustraire facilement. Pendant la guerre balkanique, les troupes serbes venant de Monastir se trouvaient à 10 kilomètres de Korytza, au village de Svezda, situé au pied de la montagne du même nom, qui domine toute la plaine de Kortcha. Les Grecs étaient à Bihlichta, à 13 kilomètres de Kortcha, tandis que dans la ville, fort éprouvée, se retirait Djavid avec les restes de ses troupes, qui formaient encore une armée de 80.000 soldats qui était en débandade complète, après avoir été battue par les Serbes à Monastir et à Komanova. Djavid Pacha, en vain, chercha d'y réorganiser son armée et à opposer une résistance aux Alliés. Il dut rentrer à Erseka, de là à Klissura, d'où il campa dans la vallée de Muzeqà et de là fut embarqué à Valona. Kortcha fut occupée par les Grecs le 9 septembre 1912. La population réserva un accueil chaleureux aux libérateurs du joug turc.

Le général Damiancs gouvernait militairement et civilement la ville. Les Grecs y sont restés jusqu'au mois de février 1914. La conférence de Londres ayant adjugé Kortcha à

l'Albanie, les Grecs se sont retirés, les autorités albanaises s'y sont installées; son premier préfet fut Pandeli Evangjeli, natif de Kortcha.

Une partie des habitants de l'Albanie du Sud, région appelée par les Grecs l'Épire du Nord, ne voulant pas se conformer aux décisions de la conférence de Londres, se révoltèrent et formèrent le gouvernement autonome de l'Épire. Ils avaient une armée considérable plus ou moins capable de résister, armée dans laquelle étaient enrôlés plusieurs soldats et officiers déserteurs de l'armée grecque. Les Epirotes ont fomenté parmi la population chrétienne de Kortcha un mouvement insurrectionnel qui a échoué piteusement, mais les autorités albanaises, pressées d'un côté par les forces épirotes et de l'autre par les insurgés du Nord, durent se retirer de Kortcha, qui fut conquise par les Epirotes.

Trois mois après, la guerre mondiale éclata et les puissances chargèrent la Grèce de procéder à l'occupation militaire de l'Épire du Nord, et la Grèce officielle entra de nouveau officiellement à Kortcha. Tous ces changements de régime se succédèrent rapidement dans l'histoire de Kortcha; l'on est en présence de tous les événements de cette guerre mondiale, lorsqu'un régiment de chasseurs d'Afrique (Armée Française) — 600 soldats — sous le commandement d'un colonel français, vint déloger les autorités constantiniennes et les remplaça par celles des Venizelistes dont la vie fut très courte, parce que le commandant français se mit en relations avec les Albanais.

Il proclama en octobre 1916 officiellement la République albanaise du district de Kortcha, gérée par un conseil de 14 notables, 7 chrétiens et 7 musulmans. Cette proclamation sera, quelques mois plus tard, annulée par le Gouvernement

Français, et Themistocles Germeni, inculpé de haute trahison, sera exécuté à Salonique.

L'administration de Kortcha demeura la même jusqu'au jour où les Français assumèrent effectivement l'administration locale. Les Français avaient organisé des bataillons albanais qui se distinguèrent à côté des Français. Ils furent cités à l'ordre de l'armée et plusieurs soldats et officiers furent décorés de la Légion d'honneur.

DEUXIÈME PARTIE

Histoire Politique et Diplomatique de l'Albanie depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours

Nous diviserons l'histoire de l'Albanie en deux périodes :

La première partie, que nous retracerons assez vite, est relative à l'Albanie avant le Congrès de Berlin, et la **deuxième**, à l'Albanie après le Congrès de Berlin.

Cette dernière période est subdivisée en six chapitres :

- 1° Congrès de Berlin jusqu'à la Conférence de Londres;
- 2° La Conférence de Londres jusqu'au départ du Prince de Wied;
- 3° Départ du Prince de Wied;
- 4° L'Albanie pendant la guerre;
- 5° L'Albanie après l'armistice;
- 6° L'Albanie en 1922.

Cette période nous intéresse beaucoup, car elle se rapporte à la constitution de l'Albanie en Etat indépendant, à l'Albanie pendant la guerre, à l'Albanie devant la Conférence de la paix, au Congrès historique de Loushma, à l'admission de l'Albanie au Conseil de la Société des Nations, et à la Convocation du Conseil de la Société des Nations, à Paris par Lloyd George.

La première période aussi ne manque pas d'importance et se subdivise en deux chapitres :

- 1° Des anciens temps jusqu'à Georges Katriota (Skanderbeg);
- 2° De la mort de Skanderbeg jusqu'au Congrès de Berlin.

CHAPITRE PREMIER

L'ALBANIE DES ANCIENS TEMPS, JUSQU'A LA MORT DE SKANDER-BEG.

Nous avons dit que les Albanais sont considérés par les archéologues et linguistiques comme des Autochthones, ou par d'autres comme des Pélagés, émigrés, aux temps préhistoriques, d'Asie, ou encore comme un mélange des uns et des autres .

a) L'ALBANIE AU TEMPS DES ARGONAUTES ET PENDANT LA GUERRE TROYENNE.

Thucydides en commençant l'histoire de « bellô Pelloponnèsiaco » dit : « Dyrrakium est une ville située à l'est du golfe Ionien ; ce sont les Taulantiens barbares qui l'habitent. peuple de race Illyrienne ». Mais si l'on remonte plus avant, l'on peut voir que la ressemblance et l'affinité de leur langue, des noms de leurs dieux, de leurs pays et de leurs costumes avec les dieux et héros mythologiens de l'*expédition des Argonautes*, ainsi qu'avec ceux de la *guerre troïenne* décrite dans l'*Iliade*, on trouve que les Albanais devaient avoir participé à ces deux grandes expéditions. De même que les anciens Grecs étaient subdivisés en Ioniens, Doriens, Aeoliens ; de même les Illyriens aussi étaient subdivisés en Taulantiens, Dardanes, Païones, etc... Ces subdivisions sont connues, aujourd'hui, mais sous d'autres noms : tels que Guegues, Tosks (divisés par le fleuve Shkumbi). Les Guegues sont subdivisés en Malis-

sores, Mirdites, Nêrfushë, Matianes, Dibranes, Dukadjins, appellations empruntées aux noms de la région où ils habitent.

Les Tosks, eux aussi, sont subdivisés en plusieurs circonscriptions auxquelles on a donné les noms de chaque région qu'ils habitent. Toutes ces subdivisions des Guegues et des Tosks forment une nation compacte et un peuple qui est fier de se dire : Schqipëtar — fils de l'aigle.

Ils vivaient toujours indépendants avec leurs rois et comme les Argonautes, plus tard, possédaient beaucoup de navires légers, notamment les Liburnes qui habitaient Scardona (Scutari), Lissa (Alessio) et Métuli (Saint-Jean-de-Medna). Ils étaient bons guerriers et bons marins.

Pendant l'invasion des Gaulois, fut constitué le Royaume d'Illyrie sous Bellovèse avec Scutari comme capitale; son expansion grandit jusqu'au commencement du iv^e siècle avant Jésus-Christ.

b) L'ALBANIE A L'EPOQUE MACEDONIENNE.

Bardylli (Bardhi-Hylli) = (l'Etoile Blanche ou blanc comme l'étoile). Ce Roi des Illyriens vers 119 avant Jésus-Christ, eut un règne très prospère et heureux dans Scutari, la capitale. Il fit une guerre continuelle au roi de Macédoine jusqu'à l'âge de 80 ans; il allait lui-même à la tête de ses troupes et tua de sa propre main Perdica III. Il ne voulut pas s'entendre et s'allier avec l'ambitieux roi de Macédoine, Philippe, père d'Alexandre le Grand qui, après avoir vaincu les Athéniens en l'an 559 avant Jésus-Christ, lui déclara la guerre et envoya contre ses troupes le général Parménion. Une bataille acharnée fut engagée devant les lacs de Presbe et d'Okrida où les troupes illyriennes furent vaincues. Sept mille hommes

furent tués, nombreux furent les blessés et le reste de l'armée fut refoulé vers l'ouest. Ce fut alors la décadence du Royaume l'Illyrie (d'après Plutarque, Bardhylli eut une fille, Bircenne, qui épousa Pyrrhus, roi d'Epire).

Malgré la défaite qu'il leur infligea, Parménion ne put avancer en Albanie et Philippe dut toujours compter avec les rois et chefs des Illyriens, tantôt guerroyant contre eux, tantôt traitant avec eux.

Kleito, le fils de Bardylli, ayant succédé à son père, combattit les Macédoniens et ne voulut jamais se soumettre au jeune roi de Macédoine, Alexandre le Grand. Il acquit beaucoup de capacité et d'expérience dans l'art militaire. Au sud du lac d'Okrida, à Péléon, fut engagée la bataille entre Kleitos et Alexandre, les troupes de Kleitos lâchèrent pied, mais Glaucias, le roi voisin des Illyriens Taulantiens, vint avec des renforts d'Albanais au secours de Kleitos.

Alexandre battit en retraite, mais grâce à des détours stratégiques et des marches forcées de toute une nuit enveloppa l'adversaire et l'écrasa complètement en 335 avant Jésus-Christ. Malgré cela, Alexandre ne soumit pas complètement les Illyriens qui étaient toujours administrés par les héritiers de Glaucias; Glauco II, fils de Glaucias, après la mort d'Alexandre le Grand, rompit toute liaison avec ses ennemis et ne voulut pas reconnaître les héritiers et généraux d'Alexandre qui se partagèrent son Empire. Glauco avança avec ses troupes vers le sud jusqu'en Italie.

c) L'ALBANIE A L'EPOQUE ROMAINE.

A Glauco succéda Pleurato I^{er} et Sprone dont la veuve Teuta, qui succéda à son mari et régna à Scutari, monta sur

le trône en 232 avant Jésus-Christ. Elle augmenta sa flotte, mais des Liburnes, anciens corsaires, causèrent des dommages aux marchands romains, dans l'Adriatique. Les Romains envoyèrent des ambassadeurs pour négocier avec elle et demander réparation des pertes subies par ces marchands.

Les ambassadeurs furent très hautainement et très fièrement reçus par la reine Teuta. Les Romains lui déclarèrent la guerre et expédièrent contre elle une grande armée et une flotte. La guerre dura deux ans, 229-227. A la fin, Teuta fut vaincue, abdiqua et demanda la paix. Après la mort de Teuta, ce fut Pinna, le fils de Teuta et d'Agrone qui assuma le gouvernement des bases navales, d'Alessio, Durazzo, Apollonia et Orricon près Valona. Mais les Albanais guerroyaient toujours contre les Romains, sous la conduite des chefs de la famille de Glauco et de Pleurato. Ils se considéraient non pas comme soumis aux Romains, mais comme leurs alliés. Jusqu'à Gentius (roi des Illyriens, fils de Pleurato II) les Romains ne tenaient que des garnisons dans certains endroits déterminés, en Illyrie, par exemple à Bessiano (près d'Elbassan). Gentius ne voulant pas tolérer ces garnisons, s'allia à Percée, héritier de Philippe III, lança sa flotte contre celle des Romains et ses troupes contre les troupes romaines et assiégea la garnison romaine de Bassiano. Les Romains l'emportèrent par le nombre sur la bravoure des Illyriens et des Macédoniens. Le prêteur Lucius Amicius arriva au plus vite avec de grands renforts pour délivrer les légionnaires à Bassiano; la flotte illyrienne fut détruite, Gentius se réfugia à Scutari, sa capitale, où il fut fait prisonnier par les Romains et transféré à Rome pour orner le triomphe du vainqueur. L'Illyrie fut réduite en province romaine et ainsi en Albanie nous eûmes trois républiques : 1° la rive gauche de Drin, capitale Durazzo ;

2° la Haute-Montagne, capitale Scutari; 3° une partie de l'Albanie moyenne, capitale Alcinati (Dulcigno). Pyrrhus aussi, roi de l'Épire avait réussi, vers 280 avant Jésus-Christ, à réunir les Albanais, Epirotes et Macédoniens contre les Romains, mais après sa mort les différents chefs se divisèrent et laissèrent le champ libre aux Romains qui installèrent leur domination à ces trois pays.

Mais malgré l'occupation romaine, les Albanais conservèrent leur autonomie et leur indépendance, ainsi que leur caractère national, et l'usage de la langue illyrienne employée conjointement avec le latin dans les actes publics; c'est seulement dans les villes du bord de la mer que purent s'installer quelques Romains avec leurs bases navales. L'Albanie servit de champ de bataille pendant la guerre civile entre César et Pompée, en 48 avant Jésus-Christ et fut le grand passage qu'empruntaient les légions romaines qui s'embarquaient à Brindisuum (aujourd'hui Brindisi) et débarquaient à Durazzo ou à Apolloni, pour se diriger vers l'Orient par la via Aegitana — voie militaire, ou Egnatia.

d) L'ALBANIE AU TEMPS DE JÉSUS-CHRIST ET SOUS LES BYZANTINS.

Nous approchons des grands événements sociaux : de l'apparition de Jésus-Christ. Dès les premiers temps du christianisme, la nouvelle religion fait des adeptes en Albanie et des communautés chrétiennes, petites d'abord, agrandies plus tard, se fondèrent en Albanie, ainsi qu'en témoignent les lettres de Paul aux Illyriens; trois siècles se passent sans grand événement. Une série d'empereurs illyriens, occupant dans l'armée romaine des fonctions élevées et distinguées, monte

sur le trône. Plus tard, Constantin, descendant des Albanais selon les historiens, bâtit la nouvelle Rome et l'érigea en capitale. Quelques années après, vers 355 après Jésus-Christ, l'Empire romain se démembra en Empire romain d'Occident et celui d'Orient avec capitale Constantinople et l'Albanie passa sous la domination de ce dernier empire tout en sauvegardant plus ou moins son caractère ethnologique et en conservant ses chefs locaux.

e) L'ALBANIE AU IV^e SIECLE.

Nous arrivons au iv^e siècle, où commence l'invasion des Goths, Hongrois, Obres et Langobardes qui envahirent l'Empire et comme partout ailleurs, voulurent aussi s'installer en Albanie. Mais ils ne purent pas s'y infiltrer; les habitants s'éloignent et se défendent sur leurs inaccessibles montagnes. Les barbares, par vengeance, détruisirent certaines villes et certains villages de la plaine, qui d'ailleurs furent reconstruits vers 535 par Justinien qu'on dit aussi illyrien. Un siècle plus tard eurent lieu les invasions des Avars qui, leur pillage excepté, ne laissèrent aucune trace.

f) L'ALBANIE AU VII^e ET AU VIII^e SIECLE (BULGARES ET SERBES).

Vers le milieu du vii^e siècle et au viii^e, apparaissent en Albanie les Bulgares et les Serbes; les premiers sous leur roi Boris, plus tard sous Siméon, du côté de l'Albanie du sud, installent vers 963 leur royaume avec capitale Okrida, tandis que les Serbes, qui avaient été appelés par Héraclius, l'empereur byzantin, pour défendre l'Empire contre les Avars,

avancent dans l'Albanie septentrionale. Mais malgré ces invasions et plus tard celles des Normands, des Croisés et des Vénitiens, les Albanais conservent dans leurs montagnes, leur entière autonomie.

g) L'ALBANIE A L'EPOQUE DES VENITIENS ET DES CROISES, LA DYNASTIE ANGEVINE.

Les Vénitiens purent s'installer seulement à Durazzo ayant reçu en don cette ville des Croisés et à Scutari, mais malgré cela, ils laissèrent une très large autonomie au pays (en 1210). Durant ce temps, les Comnènes, chassés de Constantinople par les Croisés, s'installent en Epire et dans l'Albanie du sud et prennent le nom de Despots d'Epire. Ils eurent l'appui de la noblesse albanaise. Mais les Despots d'Epire eurent grande peine et ennuis de la part des Français qui étaient restés en Albanie du Sud et en Epire depuis l'invasion des Normands et les Croisades, et y purent se maintenir quelque temps sous Charles d'Anjou qui y installa la puissante dynastie angevine qui subsista en Albanie jusqu'en 1292, date où commence son déclin par suite des invasions continuelles des Serbes.

h) L'ALBANIE SOUS TZAR DOUCHAN.

Les Serbes, sous les Stevan et Valkan Nemanish, s'étendent en Albanie jusqu'à Croia et Lieshi et se trouvent à leur apogée sous Stevan Douchan en 1331-1355. Ce dernier, qui vainquit les Byzantins, les Bulgares, les Maggyars et Musulmans, se fait couronner empereur à Uskub, avec les titres de : Romaniae, Slavoniae et Albaniae Imperator. Sous Douchan aussi ce furent des chefs du pays, ou des parents par alliance

avec des chefs des pays qui gouvernèrent l'Albanie. Après l'extinction de la dynastie Balsa, tous les chefs et supérieurs étaient de purs Albanais, excepté dans les Echelles où existaient la suzeraineté de Venise. C'est à cette époque que les Turcs apparaissent. Ils veulent franchir l'obstacle qui s'intercalait entre eux et l'Occident qu'ils voudraient occuper mais se trouvent en face d'un peuple petit, mais belliqueux qui lui barre la route avec grande ténacité. Les différentes races et nationalités s'étaient inclinées devant le torrent touranien qui brisant toute résistance, même la plus tenace, marchait impétueusement rêvant la conquête de l'Orient et de l'Occident. L'Asie et l'Afrique ainsi que les Byzantins tremblaient devant l'impétuosité et l'ingéniosité des Osmanlis qui cherchaient à s'étendre au delà du royaume des Arabes où naquit et se développa la religion de Mahomet et à conquérir l'Europe occidentale pour y imposer leur civilisation, domination et religion. Le rempart de cette contrée, la petite Albanie, avec ses indomptables fils conduits par leurs chefs Dukadjin et Shpani, Musachi, Shpata et Douchmani, Arianiti Urani et Moïsi Dibrani, et de Jean Catriota, pourrait-elle résister et arrêter miraculeusement les inflexibles et très nombreuses épées de l'invincible armée du sultan?

La tâche était d'autant plus difficile que l'Europe occidentale chrétienne était paralysée par suite de l'invasion des Barbares, par des guerres intestines entre catholiques et protestants, par les guerres des papes qui voulaient imposer le pouvoir spirituel et temporel à toute la chrétienté; par les guerres des rois et des différents seigneurs féodaux et enfin par le manque d'entente entre les différents seigneurs et chefs.

Nous sommes à l'époque du moyen âge où chaque seigneur ne s'occupait que de son fief et les relations et les liaisons

entre les différents peuples étaient très dénouées. Les Albanais ne pouvaient compter sur aucune aide sérieuse du dehors et étaient presque abandonnés à eux seuls. Eux-mêmes ne formaient pas un Etat uni et compact, mais étaient divisés en plusieurs seigneuries plus petites, qui pour opposer une résistance sérieuse avaient besoin d'une main capable, forte en même temps que subtile, souple et prudente qui pourrait les mener efficacement au salut de leur pays. Cette tâche rude et si glorieuse incombait à un homme prodigieux qui fut un génie de ce siècle, un héros albanais légendaire, digne successeur d'Alexandre le Grand et de Pyrrhus, dont les actes et les œuvres d'une durée de trente-trois ans sont chantés et décrits avec éloges par tous les historiens de l'époque; ce fut, dis-je, le dernier fils de Jean Kastriota surnommé Skanderbeg (c'est-à-dire Alexandre Prince, avec le nom d'Alexandre le Grand), par la Cour impériale des sultans où il fut emmené comme otage dès sa plus tendre enfance. Distingué comme grand stratège, il fut élevé au rang de chef des troupes de la Cour du sultan (qui avait empoisonné ses trois frères, pris eux-mêmes comme otages). Il s'en évada plus tard pour défendre son pays contre les Turcs et pour illustrer son nom par ses exploits. C'est de ce héros que nous parlerons dans le paragraphe suivant du premier chapitre de la deuxième partie de notre œuvre.

i) L'ALBANIE CONTRE LES TURCS.

Skanderbeg, Princeps Albaniae ou Princeps Epirotarum.

La famille Balsa était en décadence, tandis que deux autres familles albanaises, les Arianites et les Kastriotes, grandissaient en Albanie, ainsi que les Topia et les Shpani. Le sultan Murad II, depuis 1431, menaçait l'Epire et désirait s'en emparer pour s'ouvrir le chemin de l'Occident. Déjà plusieurs seigneurs sont devenus ses tributaires, il s'empare aussi de Berat, vers 1440, après la mort de Théodore Coronné, son dernier seigneur. Jean Catriota régnait à Croïa, Lissa et Durazzo, et possédait aussi une partie de Musaqé. La capitale Croïa (Fontaine) est une ville très fortifiée grâce à sa situation topographique. Bartetuis écrit : « Civitas est Epiri regnis illius... in altissima saxi crepodine et undique praccipiti prosita campos latissimos hinc et inde habet, quia quindem exprugnari nullo modo protest... Distat autem Dyvrachio ad XIV M. P. Scodra vera ad LVII M. P. » Jean Catriota était très respecté par tous les seigneurs de l'Albanie et on peut dire qu'il était à leur tête. Il vivait heureux avec Woïsava, sa femme, et voyait avec orgueil croître à côté de lui ses quatre fils, Reposim, Stonia, Constantin et le 4^e Georges dont les exploits devaient remplir des pages dorées dans l'histoire du monde.

Maître de l'Asie et de la Thrace en Europe, Murad tourna ses armées contre les seigneurs de Macédoine; nul obstacle ne put résister devant ses inflexibles épées, il vainquit, brisa et surpassa tout. Combien de contingents albanais durent

fléchir devant l'impétuosité des innombrables hordes? Combien de villes enveloppées durent choisir entre la mort, l'esclavage ou l'abjuration!!! Jean Catriota fut forcé d'implorer la paix, le sultan imposa au roi de Croïa de livrer en otages ses quatre fils; Jean et Woïsava pour sauver leur peuple se soumirent à cette triste condition quoique avec la plus grande amertume. Croïa était en deuil, les jeunes princes se rendirent à Andrinople.

Le sultan les fit circoncire et élever dans l'islamisme. Il fit empoisonner, plus tard, les trois aînés et épargna le plus jeune âgé alors de 9 ans qui par sa beauté et son intelligence avait frappé le sultan. Il l'éleva avec son fils Muhamed, le futur conquérant de Constantinople. Le jeune prince s'instruisit et apprit le grec, le latin, le turc, l'arabe, l'italien et le slave ainsi que l'art militaire pour lequel il avait un goût et des dons particuliers; à 18 ans, il fut nommé commandant de 5.000 cavaliers, se distingua vers les confins d'Anatolie et c'est à sa valeur que toute l'armée attribue l'heureuse issue des batailles qu'elle livra dans cette région. On combla le jeune chef de cadeaux et le sultan lui décerna le surnom de Skanderbeg : Prince Alexandre. D'autres prodigieux exploits lui valurent le grade de général quoique très jeune encore. Des nouvelles guerres commencent en Europe où le sultan envoie son jeune général qui se couvre de nouveaux lauriers et partout se distingue. Toute l'armée l'adore, le chérit, les ennemis le respectent, les autres généraux l'envient. Déjà Jean Catriota était mort à Croïa et le sultan y envoya des troupes sous les ordres de Sovali pour prendre possession de son pays. Le Conseil de Régence craignant, en opposant de la résistance, d'inciter le sultan à se venger sur les quatre princes (dont il ignorait l'empoisonnement des trois aînés), se soumit aux

Tures. La reine Woïsava, avec sa fille Mamitsa, fut reléguée dans l'intérieur et les Tures restèrent dans le pays.

Skanderbeg, quoique attristé par l'injustice, feint l'indifférence devant le sultan et fait son devoir. Envoyé pour combattre le despote de Serbie Georges de la dynastie des Brancovitch, il se couvre de gloire. Dans d'autres expéditions aussi il fut toujours heureux et ce n'est que pour déposer aux pieds du sultan de riches dépouilles qu'il revenait à Andrinople. Mais cette simulation ne devait pas se prolonger entre Murad et Skanderbeg. Ce dernier avait voué une haine implacable à l'assassin de ses frères, l'oppresseur de son pays. Des agents secrets venaient auprès de lui, lui décrivaient le sort de sa patrie et de sa famille et l'invoquaient comme libérateur. Mais Skanderbeg attendait l'heure propice pour mettre ses desseins à exécution sans se compromettre. L'occasion se présenta. Eugène IV qui, dans ce temps, occupait le siège pontifical, voyait avec la plus grande douleur la Serbie aux mains des Tures. D'autre part, les Hongrois après la mort du roi Albert d'Autriche, qui était aussi leur roi, se trouvèrent embarrassés et pour ne pas tomber aux mains des Tures donnèrent la couronne à Wladislas VI, roi de Pologne, chargé d'empêcher les progrès des Tures. Les Hongrois se mettent à ses ordres et un jeune chef notable de Transylvanie, Jean Corvin Hunyadé, se met à son service, Wladislas reconnaissant le crée woïwode (chef) de Transylvanie. Le pape Eugène IV les exhorte tous à venir au secours des Serbes menacés par les Tures. Skanderbeg brillait alors dans l'armée turque. Au moment de la grande mêlée, Hunyadi laisse Wladislas dans son camp et avec 10.000 hommes, par un mouvement secret, passa Morava, et avance pour reconnaître la position turque. C'est alors que Skanderbeg croit le moment arrivé pour mettre

son plan à exécution ; il réunit en conseil secret ses camarades d'armes albanais déjà nombreux parmi les troupes turques et pour la première fois décide la fuite devant les ennemis hongrois. Hunyadi enfonce les Turcs qui battent en retraite, en débandade avec leurs pachas et officiers. Dans la fuite, Skanderbeg arrête le reis Effendi (représentant du sultan qui portait le sceau officiel du sultan) et le force d'expédier un firman (décret) revêtu du sceau officiel, au gouverneur de son pays natal, Croïa, lui ordonnant de livrer le pays à Skanderbeg afin d'éviter l'effusion du sang dans la ville de Croïa. Marchant jour et nuit avec ses compagnons, Skanderbeg arrive à la hâte devant la ville. Le gouverneur ture croyant à l'ordre du sultan, l'accueillit sans aucun incident et il pénètre dans la ville. Skanderbeg à peine entré réunit immédiatement les citoyens et place partout des gardes dont il était sûr. La joie du peuple à la vue de son chef légitime, un si beau guerrier, fut indescriptible. Tous les hommes étaient en armes, toute la foule versait des larmes de joie pour la liberté renaissante, pour la résurrection de l'Albanie. « *Libertas in omnium erat ore* », dit Barletius, « *libertatis nomen undique resonabat* ». Son neveu Hamza et Mosès Golemi et d'autres généraux se mettent au service du glorieux prince qui avait alors 29 ans et débarrassèrent le pays de plusieurs garnisons du sultan. C'est alors qu'Arianite Topia, les Doukaghin, les Musachi et les Zaccaria, ainsi que les Shpani, Urani et d'autres chefs et avec eux les commandants des villes Scutari et Alessio qui relevaient de la République de Venise, se réunirent en conseil et lui déférèrent le commandement suprême de l'armée de la défense nationale. Tous les seigneurs albanais le reconnurent comme prince et lui promirent de lui verser les tributs qu'ils payaient jusqu'alors au sultan ; Venise aussi promit de contribuer aux frais

de guerre. Une armée de 10.000 hommes se met aux ordres de Skanderbeg. La rage au cœur, le sultan envoya contre le prince albanais Ali Pacha avec 40.000 hommes dont plus de la moitié périrent sur le champ de bataille et dont les autres se sauvèrent dans un état pitoyable pour annoncer la défaite. Cette victoire et plusieurs autres petites escarmouches qui furent autant de succès pour les Albanais, révélèrent la force morale de ce peuple et son adoration pour son chef héroïque. Le triomphe des armées albanaises et la vaillance de leur chef attirèrent l'admiration des étrangers. Le pape Eugène, Wladislas Hunyadi et d'autres qui avaient formé une ligue contre la marche victorieuse des Turcs, invitèrent Skanderbeg à entrer dans la ligue. L'Assemblée albanaise, à l'unanimité, lui donne pleins pouvoirs; Skanderbeg envoie à la ligue 15.000 hommes et reste en Albanie pour barrer aux Turcs la route par l'Albanie. Le sultan inquiet par la création de la ligue négocie avec tous les peuples de l'Asie et marche contre l'Europe. Une grande bataille eut lieu à Warna où Hunyadi, malgré des prodiges de valeur, fut battu par les troupes turques. Murad, quoique plein de haine contre Skanderbeg, lui écrivit la lettre suivante : « Murad, etc., etc., à Skanderbeg, son pupille ingrat, point de salut, il lui rappelle les biens dont il l'avait comblé quand il retournait victorieux à Andrinople, il lui accorde cependant son pardon et même l'autorise à conserver la ville de Croïa. » Skanderbeg lui répond en ces termes : « De notre camp, près Croïa, le 12 août 1545, Georges Catriota, surnommé Skanderbeg, soldat de Jésus-Christ et prince des Epirotes à Ottoman, prince des Turcs, salut. » Skanderbeg, dans sa lettre, lui rappelait : 1° qu'il se considérait victorieux en comparaison de Murad dont il avait battu les troupes conduites par les généraux Ali Pacha, etc... que

tandis qu'il avait rendu tant de services et affronté tant de périls pour la gloire du sultan, ce dernier avait empoisonné ses frères et lui avait témoigné la plus grande défiance; 3° qu'il n'était ni ingrat, ni perfide celui qui n'avait fait que reprendre son héritage légitime, qu'il n'avait obéi qu'à sa conscience, au souci qu'il avait de sa sûreté et de celle de sa patrie pour laquelle il combattrait jusqu'à son dernier moment sans demander ni conseil aux ennemis, ni paix aux Turcs, confiant dans la providence et impatient de vaincre.

Le sultan, furieux de la réponse si fière du Prince albanais, expédie contre lui des princes turcs et ses généraux avec de nombreuses armées pour envahir l'Albanie; toutes ses armées furent anéanties successivement par les moins nombreux mais indomptables soldats du Skanderbeg. Ainsi Fizou Pacha, Moustapha Pacha sont battus dans des luttes corps à corps à coups d'épée et des masses de fer. Dans ces temps-là, Skanderbeg combattait avec non moins de succès les Vénitiens qui, non contents d'avoir certaines villes, comme Scutari et Alessio, voulaient pénétrer dans l'intérieur. Il battit aussi Etienne, duc de Bosnie, qui avait envahi et ravagé Drivasto. Mustapha Pacha, pour la deuxième fois, avec des grands renforts, vint camper à 5 lieues devant Croïa. Skanderbeg quoique ayant battu les Vénitiens, occupé Daina et fait prisonniers plusieurs officiers dont les deux chefs suprêmes des Vénitiens, crut convenable d'accepter les propositions de paix faites par le Sénat de Venise. Il restitua les prisonniers et renoua de nouveau des relations amicales avec la République de Venise en cédant Dayna, recevant en échange une modification de la zone en sa faveur et de l'argent. Il commença à concentrer toutes ses forces contre les Turcs qui s'approchaient et marchaient contre sa capitale; il les battit de nouveau et les poursuivit

dans leur retraite. Mais le sultan irrité contre lui et inquiet se décida de faire de grands préparatifs militaires et après avoir rassemblé de grandes forces, 150.000 hommes environ, il marcha cette fois-ci en personne contre l'Albanie, le 14 mai 1449. Une poignée d'Albanais résolus à vaincre ou à mourir le mirent en déroute à Sfetigrad. Le Prince albanais partout est victorieux. Les troupes turques se ressaisissent et assiègent Croïa qui fut sauvée cette fois encore par l'intrépidité d'un des généraux de Skanderbeg. La joie régnait sur toute l'Albanie. Les Turcs en fuite étaient harcelés par Skanderbeg qui, après trois jours de poursuite, rentrait triomphant dans la capitale joyeuse. Le monde chrétien s'associe à la joie de l'Albanie. Le souverain pontife, Nicolas V, le roi de Hongrie, Philippe duc de Bourgogne envoyèrent à Skanderbeg des ambassadeurs porteurs de lettres de félicitations, et de riches subsides destinés à adoucir les maux d'une si rude guerre. Alphonse V, le magnanime roi de Naples, d'Aragon et de Sicile, témoigna de la même manière sa sympathie aux Albanais. C'est alors que Skanderbeg cédant aux prières et aux instances des divers généraux qui lui conseillèrent le mariage pour avoir un héritier, se maria avec la belle Donica, fille d'Ariannite, le plus puissant seigneur de l'Albanie méridionale; Venise, Alphonse d'Aragon et d'autres rois lui envoyèrent des présents précieux et leurs félicitations; Skanderbeg, en échange, leur envoya des épées, armes, etc., et autres trophées pris si glorieusement dans les combats contre les Turcs.

Dans ces temps-là, Muhamed monte sur le trône des Ottomans et immédiatement offre la paix à Skanderbeg en exigeant simplement de lui, un tribut, d'ailleurs très modique; cette proposition fut repoussée avec dédain et méprisée par le fier Albanais. Le sultan s'occupa beaucoup de l'Albanie et

tourna ses efforts contre elle. Après l'écrasement de l'Empire byzantin, Muhamed tourne ses regards du côté de son ennemi acharné, Skanderbeg; il essaie de négocier avec lui sans succès. Il corrompt à prix d'or certains de ses généraux, leur promettant le trône d'Albanie s'ils s'emparaient de Skanderbeg. Deux de ces généraux, réfugiés au camp du sultan, sont envoyés à la tête d'une nombreuse armée contre Skanderbeg; ils sont vaincus piteusement. Skanderbeg envoyait de magnifiques chevaux et des riches trophées à divers princes chrétiens, au souverain pontife, au roi de France, au roi de Hongrie et surtout au roi Alphonse; Muhamed envoya en Albanie Oumour et Sina Pacha à la tête d'une grande armée. Ce fut juste à l'époque où mourait Alphonse, roi d'Aragon, de Naples et de Sicile. L'Albanie perdait en lui un grand appui et cette mort qui enlevait à Skanderbeg un ami fidèle lui fit verser beaucoup de larmes. Il envoya une ambassade solennelle à Ferdinand, fils naturel légitimé et successeur d'Alphonse au Royaume de Naples. Celui-ci, qui voyait ses possessions menacées par Jean d'Anjou, chercha l'appui moral du Saint Père et l'appui effectif de Skanderbeg qui, sur le désir du souverain pontife, courut au secours de Ferdinand et le délivra alors qu'il était déjà assiégé par Piccinino dans Barleto. Skanderbeg poursuivit et battit le duc d'Anjou; Piccinino traite avec Ferdinand, la paix fut conclue et Skanderbeg, après avoir reçu dons et cadeaux donnés par le souverain pontife et par Ferdinand, quitte l'Italie pour l'Albanie.

Les Turcs avancèrent en Albanie, Skanderbeg battit Hisseïn Beg et Karazabeg, les meilleurs généraux de Muhammed. C'est alors que Muhammed tenta de séduire Skanderbeg par de riches cadeaux et lui écrivit une lettre autographe très courtoise, ainsi conçue :

« Moi, le grand seigneur, le grand émir, sultan Muhammed Bey, fils du grand seigneur et grand émir sultan Murad Bey, à Skanderbeg, prince des Albanais et des Epirotes, salut! »

Dans sa lettre, il l'appelle intimement : « Très cher Skanderbeg », et ajoute : « Tous deux nous vivions fraternellement ». Il mentionne tout ce que Skanderbeg a fait et les éclatants services qu'il a rendus à la grandeur de l'Empire et il affirme, en prenant Dieu à témoin, que rien ne lui serait plus agréable que de le revoir enfin, que de jouir quelque temps de la présence de Skanderbeg. Après quelques lignes, il lui écrivit mot à mot les passages que nous citons ci-dessous :

« Si certaines de nos troupes se sont récemment permis d'envahir tes Etats et d'y commettre des actes d'hostilité, je les désavoue, elles ont agi sans mon ordre, et tes victoires, juste châtimement de leur témérité, ne m'ont pas déplu. Mais laissons cela pour revenir à nos anciennes relations, qu'une sainte et pacifique union nous réconcilie à jamais. Je demande la liberté de passage sur tes terres pour mes troupes, allant guerroyer contre les Vénitiens. Je demande aussi que tu me donnes en otage, Jean, ton fils, qui sera traité comme mon enfant et que nos sujets puissent librement commercer entre eux.

« Fait en notre ville impériale de Constantinople, le six mai mil quatre cent soixante et un. »

Skanderbeg fit part au Conseil de cette lettre et à l'unanimité on décida d'accepter seulement la troisième clause, celle concernant la liberté commerciale.

Skanderbeg répondit dans ce sens à Muhammed. Sa lettre commençait en ces termes : « Georges Catriota, surnommé

Skanderbeg, prince des Epirotes et des Albanais, soldat de Jésus-Christ, à Muhammed, souverain des Turcs, salut! » Il lui faisait part de la décision prise par le Conseil en lui disant qu'il ne pouvait pas lui accorder le libre passage des troupes turques pour leur permettre de marcher contre les Vénitiens ses amis et alliés, pas plus qu'il ne pouvait lui envoyer son unique fils qui devait être élevé selon les mœurs de la religion chrétienne. Il l'avisait qu'il acceptait les clauses du projet d'alliance ayant trait à la liberté commerciale. Il signait : « de notre camp, 1^{er} juin 1461 ».

Quelques jours après, voilà que le courrier diplomatique arriva et apporta la réponse de Muhammed. Celui-ci acceptait le traité commercial, promettait de respecter la liberté des deux peuples et reconnaissait Skanderbeg à perpétuité prince des Albanais, il renonçait à toutes ses prétentions et jurait de garder religieusement la paix entre les deux peuples. Mais cette paix ne pouvait pas durer longtemps, car Muhammed occupa la Serbie et fortifia les ports situés en face de la Bosnie dont le roi était devenu son vassal. Ce dernier fit appel au souverain pontife Pie II en lui rappelant les dangers que la puissance croissante du sultan faisait courir à tout l'Occident. Pie II, dans son Consistoire, discuta, examina la gravité des circonstances et exhorta tous les peuples latins à se lever contre Muhammed. Il ne voulait pas laisser en dehors de l'alliance le grand Albanais dont le seul nom suffisait à semer la terreur parmi les Turcs. Skanderbeg et ses généraux jugeaient la situation très critique et comprenait bien que si le sultan avait accepté le traité, c'était justement pour gagner du temps et pour ajourner seulement l'écrasement de l'Albanie. Or, sur les conseils de l'archevêque de Durazzo, Paul Angelli, Albanais d'origine, et sur ceux de tous les généraux, Skan-

derbeg décida de s'unir aux alliés contre la Turquie. Le Saint Père promit de se rendre à Ancona, et de là en Epire et en Albanie, chez Skanderbeg. Atterré, le sultan envoya contre Skanderbeg, Sheremet bey et d'autres pachas. La guerre fut acharnée. Les Turcs furent battus et laissèrent d'innombrables tués et prisonniers, parmi ces derniers figurait le defterdar, fils de Pacha... Le reste de l'armée turque dut reculer en désordre et se disperser. Alors Muhammed, acharné, envoya contre Skanderbeg, Balaban Pacha, renommé pour sa bravoure. Lui aussi, cette fois, fut écrasé par Skanderbeg, comme il le fut dans d'autres rencontres à la tête de troupes plus nombreuses.

Jacques Delavardin, dans son histoire de Georges Castriota surnommé Skanderbeg, roi d'Albanie, dit : « Qui les eût vus, les eût pris non pour des hommes, mais pour autant de lions échauffés ».

C'est alors que Muhammed envoya des renforts à Balaban dont l'armée se composait de 80.000 hommes et arriva en personne avec 120.000 hommes. Les Turcs avancèrent jusqu'au point d'envahir. Croïa. La situation était critique. Il est vrai que tous les Albanais, généraux, officiers, soldats, jeunes gens, vieillards et femmes avaient juré de combattre jusqu'à la mort pour Skanderbeg et la Patrie, mais que pouvaient-ils faire devant un si grand nombre d'ennemis? Skanderbeg se décida d'aller en personne à Rome implorer l'aide du pontife suprême; avec une suite peu nombreuse en costume de simple cavalier, il traversa l'Adriatique et peu de temps après arriva à Rome où il fut reçu avec les honneurs dus aux rois par le Saint Père Pie II, neveu d'Eugène IV. Introduit dans le Consistoire, Skanderbeg énuméra en ces termes devant les cardinaux, les progrès des Turcs et le péril qui menaçait

l'Italie. Après l'asservissement de l'Asie et de la Grèce, après le massacre des princes de Constantinople, de Trébizonde, de Serbie, de Volachie et de Bosnie, en face d'un farouche conquérant qui veut faire de Rome une seconde Constantinople, briser la croix, arborer le Croissant au Capitole et peupler le monde entier d'esclaves, après vingt-trois années d'une lutte incessante, me voilà seul avec les débris de mes armées, avec mon faible Etat, épuisé par tant de batailles. Venez donc à notre aide, que la détresse de tant de chrétiens vous touche! » Mais quel fut le résultat de ce voyage de Skanderbeg? Des distinctions honorifiques, un chapeau et une épée, bénite de la main du Saint Père, quelque argent, mais point de soldats. Il songea à aller à Venise, mais la situation était critique et l'appelait d'urgence en Albanie, à Croïa, qui était assiégée par Balaban Pacha. Ce pacha somma la célèbre capitale de se rendre; les Croïens répondirent par des sorties et des contre-attaques qui culbutèrent les troupes de Balaban et un excellent arquebuser lui perça la gorge et le tua. Les Turcs épouvantés reculèrent en désordre. Skanderbeg les attaque partout, ils demandent et sollicitent la permission de retourner chez eux en livrant armes, chevaux et bagages, mais Skanderbeg, après avoir consulté le Conseil leur refuse le libre passage, la lutte continue, les Turcs sont anéantis. Ainsi la lutte se termina par le nouveau triomphe des Albanais. Cette nouvelle irrita Muhammed qui, quelques mois après, au printemps de l'année 1466, pénétra en personne en Albanie à la tête des troupes de renfort et enveloppa Croïa. Une fois encore, il fut battu et désespérant de vaincre, quitta l'Albanie pour Constantinople, laissant seulement deux généraux avec 25.000 hommes pour protéger les frontières turques. Mais l'infatigable Skanderbeg se mit alors à inspecter toutes les villes de l'Albanie, à sou-

lager les maux dont souffrait son pays après tant de guerres et à préparer une nouvelle défensive au cas où la nécessité s'en présenterait. Il arriva à Alessio, ville où il était très aimé, où il avait convoqué tous ses confédérés. C'est à ce moment-là qu'une forte fièvre le saisit, il demanda alors auprès de son lit les seigneurs, ses alliés, l'ambassadeur de Venise et tous ses capitaines, il leur dit que sa mort approchait et conjura ses capitaines de rester unis pour défendre le sol sacré et le protéger contre les convoitises de Muhammed; il leur confia son fils Jean qu'il demanda auprès de lui. Le petit prince fut présenté au chevet du malade et resta agenouillé; des larmes coulaient des yeux de Skanderbeg. Il embrassa son fils, le bénit, lui donna ses derniers conseils, lui recommanda d'observer ses devoirs envers la religion et envers la patrie et le mit sous la tutelle des Vénitiens; il le serra ensuite dans ses bras. Mais à ce moment même, arriva la nouvelle que les Turcs approchaient. Skanderbeg, moribond, écoute attentivement, une force subite anime son cœur, il demande son cheval et ses armes, il se lève, mais subitement retombe sur son lit, il exhorte ses amis à courir au combat, tous marchent aux armes et se précipitent contre les Turcs, ces derniers croyant voir Skanderbeg s'avancer contre eux s'enfuient épouvantés en débandade, les Albanais triomphent, mais hélas! leur chef, cette même nuit, le 17 janvier 1467, mourait après avoir reçu le Saint Viatique et l'Extrême-Onction. Il était âgé de 63 ans et avait combattu pendant 25 ans avec succès contre les ennemis de l'Albanie qu'il avait toujours sauvée glorieusement. Il fut inhumé dans l'église cathédrale de Saint-Nicolas d'Alessio. Sa mort fut pleurée par tous les Albanais, ils teignirent en noir leurs habits blancs, qui se portent noirs jusqu'aujourd'hui, en signe de deuil national. Toute l'Europe chrétienne

pleura la mort du grand Albanais. Muhammed se réjouit et crut à son futur triomphe.

Des années passèrent et Alessio tomba aux mains des Turcs qui recherchèrent la dépouille de Skanderbeg déjà décomposée et dont seulement les os restaient. Les Turcs s'emparèrent de ces os et les portèrent comme talisman afin d'être invulnérables aux armes, tant était grande la croyance qu'ils avaient en la surhumanité de l'illustre Albanais. Le jour du triste événement de sa mort sonna la cloche funèbre de l'indépendance de l'Albanie et termina la grande période de son histoire.

APERÇU GENERAL DU CHAPITRE AU POINT DE VUE POLITIQUE ET INTERNATIONAL.

De tout ce que nous venons de relater jusqu'ici au sujet de l'histoire de l'Albanie, il ressort que l'Albanie à travers ces différentes époques constitue toujours un état qui avait pleine conscience de sa force et de son unité, qu'elle était administrée comme le furent tous les autres Etats de ces temps-là. Régie par ses rois et ses conseils, elle eut toujours une armée et même une flotte. Elle entretenait des relations avec les Etats limitrophes et désirait par-dessus tout sauvegarder son indépendance pour laquelle, alliée à Pyrrus et au roi de Macédoine, elle avait combattu jusqu'à l'extrême contre les Romains. En relisant la vie de Skanderbeg, nous voyons que lui aussi, fils de prince Catriota, fut reconnu, par ses confédérés, Prince et Roi d'Albanie, que ce titre lui fut reconnu par le Saint Père, Venise, les Rois de Naples, de France, de Serbie, de Valachie, de Hongrie et par son rival même, le Grand Seigneur Ottoman, et qu'il était en relations diploma-

tiques avec certains Etats d'Orient et d'Occident avec lesquels il concluait des traités politiques et commerciaux. Après la mort de Skanderbeg et les progrès ultérieurs des Turcs qui devenus le peuple le plus puissant du monde marchaient victorieux jusqu'aux portes de Vienne, l'Albanie devint une province de l'empire Ottoman, mais cette fois aussi, comme sous les Romains, quand elle était province romaine, les conquérants ne purent s'installer que dans certaines villes, tandis que les Albanais de l'Intérieur gardaient scrupuleusement intactes leur autonomie administrative, leurs us et coutumes, leurs traditions et se défendaient contre l'infiltration étrangère. Les chefs locaux administraient les différentes régions, entourés du Conseil des Vieillards, hommes de conduite et de réputation irréprochables et la loi coutumière de Leka Doukaghini, comparable à la loi coutumière en France, à la loi du tzar Douchan en Serbie, et à celle de Michel le Brave en Roumanie, s'appliquait dans ces régions et était reconnue même par la Turquie. Les Albanais ne payaient pas d'impôts à la Turquie et ne servaient dans les armées turques qu'au titre de volontaires et en cas de guerre seulement. Ils ont contribué beaucoup aux victoires turques dont ils furent les principaux et meilleurs facteurs, ils ont occupé les places et les fonctions les plus élevées de l'Empire Ottoman tels que le Grand Vizirat et le Seraskerat.

CHAPITRE II

DE LA MORT DE SKANDERBEG JUSQU'AU CONGRES DE BERLIN (1463-1878).

Avec la mort de Skanderbeg sonna la cloche funèbre de l'Albanie. Il est vrai que plusieurs villes résistèrent aux Turcs, que Scutari, par exemple, resta longtemps encore vénitienne. Ce n'est qu'après plusieurs sièges dirigés par Muhammed en personne et soutenus vaillamment par la population, que cette ville tomba sous la domination turque, malgré laquelle elle conserva une certaine indépendance. Les Mirdites aussi gardèrent leur indépendance dans l'intérieur ainsi que les habitants des montagnes et les villes de l'Albanie du Nord et même du Sud comme Souli et Chimara. Mais les Turcs s'y infiltrèrent et l'Albanie perdit le caractère d'Etat indépendant et fut reconnue comme partie et province de l'Empire Ottoman; l'islamisme aussi gagnait du terrain en Albanie.

a) L'ALBANIE AU XVII^e SIECLE, — LES BOUCHATTI.

Malgré cela, les Albanais montrèrent toujours des sentiments autonomistes et même séparatistes. A une époque proche du xviii^e siècle, des gouverneurs presque indépendants régnèrent en Albanie. Sous les Bouchatti, par exemple, vers le xviii^e siècle, Mohamed Pacha et Mahmoud, le Karamahmoud étendirent leur domination sur presque toute l'Albanie du Nord et du Centre. Le Sultan envoya contre eux des généraux et leurs armées, mais il fut battu et, après des négociations avec

la Turquie, les « Bouchattis » furent nommés Pacha héréditaires de Scutari qui, comme toute sa province, fut administrée exclusivement par les Albanais. Ces Pachas battirent les Monténégriens, le Vladika Pierre I^{er}. Ils combattirent contre les Vénitiens et contre les Turcs, mais les Turcs envoyèrent de grands renforts et après Mustafa Pacha, le dernier des Pachas indépendants, les Turcs s'installèrent dans le Château de Rosafa avec leur garde, se bornèrent à occuper ce château tandis que la ville de Scutari et les environs étaient administrés par les chefs locaux et gardaient leur privilège moyennant seulement la reconnaissance de la Souveraineté du Sultan qui était représentée par la Garnison résidant dans le château.

b) L'ALBANIE DU SUD VERS LE XVIII^e SIECLE. — ALI PACHA TEPELENA.

Tandis que les événements se déroulaient, naissait à Tepeleli, petit village de l'Albanie du Sud, Ali Pacha, qui fut nommé d'abord Vizir de Janina et devait régner sur toute l'Albanie du Sud et l'Epire et étendre sa domination jusqu'à Péloponèse. Tout d'abord, il reconnut l'autorité du Sultan qui, appliquant le principe « *divide et impera* » l'envoya combattre Kara Mahmoud Pacha de Scutari, mais plus tard, Ali se révolta contre le Sultan et montra des dispositions séparatistes. Il fut en relations avec Napoléon et avec les autres puissances, fut mêlé aux événements de la Révolution et de l'indépendance de la Grèce. Le Sultan Mahmoud envoya contre lui plusieurs expéditions successives. Ali combattit avec une ténacité remarquable pendant des années contre les généraux du Sultan qui, ne parvenant pas à s'emparer de lui par la force, eurent recours à la ruse. Ils s'assurèrent d'abord de la per-

sonne des fils d'Ali Pacha qui étaient gouverneurs de garnison et les envoyèrent en Anatolie sous la promesse de les nommer gouverneurs des grandes provinces. Isolé, Ali se retira avec ses troupes fidèles dans une île du lac de Janina « Litharitsa », résista au siège pendant des années au cours desquelles ses soldats, dans leurs sorties, anéantissaient les troupes de l'adversaire. Les troupes du Sultan ici durent faire appel à la perfidie. Les Turcs promirent à Ali la grâce et lui apportèrent le firman impérial qui l'amnistiait et le reconnaissait vizir en lui demandant de sortir de la forteresse et de revenir à leur rencontre pour recevoir le firman. Réduit à des forces minimes et à la faim et surtout se confiant dans les serments des envoyés du Sultan, Ali sortit de la forteresse et se trouva au milieu de ses adversaires. Ceux-ci, au lieu de lui présenter le firman d'amnistie, lui font savoir que le sultan réclame sa tête. Le vieil Albanais ne se livre pas, seul comme un lion, il se défend et combat contre la foule des ennemis ; malgré de graves blessures, il se sert de ses pistolets et de son épée, il en tue jusqu'à ce que ses forces le trahissent ; il expire alors et les adversaires, après l'avoir décapité, envoient sa tête à Constantinople pour réjouir le grand seigneur heureux d'être enfin débarrassé d'un si redoutable adversaire. Ali mourut le 5 février 1822, à l'âge de 82 ans, il fut le précurseur de l'indépendance grecque.

Avec cette époque coïncide l'indépendance de la Grèce. Nous devons remarquer ici que depuis Ali Pacha Tepelena les Albanais ne restaient pas indifférents devant les efforts faits par leurs voisins grecs pour obtenir leur indépendance et secouer le joug turc. Ali Pacha même fut mêlé aux affaires des hétéaeries secrètes. De plus, il y a en Grèce, aux environs de Salamine et dans les îles, et même aux approches de la

capitale de la Grèce, des colonies, villes et villages entiers habités par des Albanais dont la plupart ont émigré depuis Buashpata et depuis le ^{xiv}^e siècle, et qui conservent scrupuleusement leur langue, leurs us et coutumes à l'exemple de leurs pères émigrés en Italie. Ils se sont distingués parmi les politiciens, guerriers, bons marins et amiraux qui ont contribué beaucoup à la régénération de la Grèce. Des grands héros de l'indépendance grecque étaient Albanais ainsi que ses plus grands evergetes (bienfaiteurs). Il est donc prouvé que les Albanais n'ont épargné ni leur sang ni leur fortune pour contribuer au bien-être de la Grèce qui leur doit beaucoup et a profité des services qu'ils ont rendu à la cause de l'indépendance acquise en 1822.

Débarrassée de ses deux redoutables adversaires, Bouchatti et Ali Pacha Tepelena, ainsi que des autres sommités Albanaises et entre autres Ibrahim Bey Kavaja, la Turquie se décida à instituer peu à peu en Albanie le régime commun aux autres provinces ottomanes et prescrivit dans l'Albanie du Sud l'imposition de contributions très lourdes du Tanzimat. En même temps dans Scutari et ses environs, elle faisait procéder au recrutement général des Albanais et à leur appel sous les drapeaux turcs (auparavant, ces populations ne s'enrôlaient que comme volontaires en cas de guerre). La Turquie pensait par ce moyen obliger les jeunes gens à se retirer dans les endroits les plus éloignés de l'Empire, ce qui lui aurait permis d'imposer tout à son aise sa domination dans l'Albanie du Nord, de disposer des frontières d'Albanie et de les disposer au mieux des intérêts de l'Empire en cas d'une défaite turque. Les Albanais de Scutari s'opposèrent à ce procédé et refusèrent de s'enrôler, ils affirmèrent qu'ils étaient et seraient toujours de fidèles guerriers dont le seul devoir était de défen-

dre leur frontière qui était toujours menacée, ils priaient en même temps le sultan de respecter le *statu quo* d'après lequel le Gouverneur général turc de Scutari devait occuper seulement le château de Rosafa avec la garnison, tandis que la ville restait gouvernée dans toutes les branches de l'administration, par les fonctionnaires locaux et selon le régime coutumier local. La Turquie eut recours à la violence, Hafiz Pacha, le gouverneur général turc, mit en mouvement toute la garnison ainsi que les autres garnisons établies hors de la ville contre les Scutarins. Ceux-ci, à la tête de Hassan-Hot de Hamz Kazazi, battirent les troupes sultaniques et anéantirent trois régiments de cavaliers. Le général turc, voyant qu'il ne pouvait rien par la force, recourut à la trahison; il simula des négociations et la paix fut faite. Après quelques jours, Hafiz Pacha offrit un grand dîner et invita Hassan Hot, Hamz Kazazi et d'autres personnalités très influentes à venir dans son château. Il avait donné l'ordre d'arrêter ses invités désarmés et en même temps de braquer les canons contre la ville. Les soldats se tiendraient prêts à l'envahir en cas de mouvement de la part de la ville, ce fut le festin de Tissafernes (Xénophon). Les Chefs albanais, menottes aux mains, furent dirigés à l'aube pour Constantinople et de là vers l'Anatolie, où maltraités dans leurs prisons, ils moururent pour la plupart, sauf quelques-uns qui purent s'évader et au prix de mille peines et difficultés regagnèrent Scutari. C'est depuis ce temps-là que le général turc et les autorités purent graduellement et partiellement s'établir dans la cité et y installer leur domination, tout en respectant toujours la condition de ne pas enrôler les Scutarins et la population des environs, sous les drapeaux ottomans et en imposant des contributions très infimes, ménageant de toutes façons la susceptibilité de cette population qui

ne demandait pas mieux que de garder dans la mesure du possible ses us et coutumes, ses privilèges et sa frontière. Le peuple albanais détesta et désapprouva le parjure du général turc et glorifia dans des chansons héroïques que nous chantons encore en Albanie la vaillance, la loyauté et l'héroïsme de ces chefs Scutarins. Quant aux Malissores de Scutari, ils gardèrent leur autonomie complète ainsi que les Mirdites, dont nous parlerons plus tard.

En ce qui concerne l'Albanie du Sud, nous avons vu que la Turquie voulut dominer les habitants. Les Souliotes et les Chimariotes, en résistant brillamment et en combattant héroïquement contre les armées impériales purent arracher à la Turquie des Firmans impériaux leur consentant des privilèges. D'un autre côté, Rappo Hekali et Gjolleka protestèrent contre les contributions et les impôts que la Turquie voulait imposer sur le bétail, etc., et là aussi les Turcs eurent à lutter beaucoup contre les Albanais.

CHANSON DE HAMZ KAZAZI

concernant ses combats contre Hafiz Pacha.

.
.

Hamz Kazazi frotte ses moustaches
et dit :

« Ecoutez-vous, ô Scutarins,
Ne vous épargnez pas de verser
votre sang
Et refusez au Roi de vous enrôler
Comme Nizam.

- (3) Hafiz Pacha rassemble des souvaris
Sort à l'encontre de Hamz Kazazi
Ses trois bataillons sont anéantis
Qu'il l'annonce au Padisha!
- (2) Padisha, que votre vie soit longue,
Pourquoi ne me laissez-vous pas le temps de parler
Tant que j'aurai des balles et des fusils,
Je combattrai toujours les Monténégrins.

AUTRE CHANSON

La Traîtrise de Hafiz Pacha et le Dîner funeste.

- (1) Hafiz Pacha, à la tête de vache,
Invite les notables et leur offre un festin
Vers 1 heure du soir, la porte fut poussée,
Remplissez les obus, préparez les canons,
Car je crains que Scutari ne marche contre nous, etc.
On arrête les notables et on les dirige pour Constantinople.
- (2) Qui part comme ça du côté de la montagne?
C'est Hamz Kazazi avec sept seigneurs,
Qui monte vers le château là-dessus?
C'est Hassan Hoti, avec sept compagnons, etc., etc.
- (3) Leur arrivée à Constantinople
- (3, Le telall (héraut) crie à Constantinople,
Toute la ville est rassemblée;
« Qui sera leur chef?
Celui qui porte le manteau de fourrure dorée,
Hassan Hotti le Scutarin, etc., etc.

De pareilles chansons historiques et héroïques relatent avec fierté les exploits des Albanais de l'Albanie Centrale et de celle du Sud, qui toujours ont eu pour but l'indépendance nationale et ont combattu contre les Turcs pour la maintenir.

CHAPITRE II

c) L'ALBANIE ET LE TRAITE DES BERLIN DE 1878.

Nous sommes vers 1877, c'est-à-dire à l'époque de la grande guerre russo-turque où les Russes, après avoir battu les Turcs à Plewna, franchissent le Danube, arrivent à Constantinople et imposent à la Turquie le traité de Saint-Stéphan qui humilie et anéantit la Turquie, mais ce traité ne plaisait pas aux autres grandes puissances européennes, qui méconnaissant ce traité obligèrent les deux parties à se réunir avec les grandes puissances à Berlin et à accepter le traité de Berlin de 1878, moins lourd pour la Turquie; par ce traité, le Monténégro recevait Antivari avec son littoral, les hautes terres de Goussinia, de Plava, de Triepshi; la Grèce recevait Janina, Preveza et Arta. C'est alors que les Albanais se rendirent compte que leur situation nationale était précaire. En 1879 se forma à Prizrend la « Ligue Albanaise » pour défendre les droits de la nationalité albanaise, connue aussi sous le nom de « Ligue de Prizrend ». Tous les Albanais de Kossovo y adhérèrent et avec eux, quelques jours plus tard, ceux du vilayet de Scutari et de l'Albanie du Sud. Ils jurèrent tous de défendre leurs droits par les armes. Ils envoyèrent d'abord dans les capitales des grandes puissances les deux principaux facteurs de la ligue : Abdul Bey Frasheri et Mehmed Aly Bey Vrioni avec mission de plaider la cause nationale et de chercher à persuader l'Europe de revenir sur sa décision injuste. Ils combattirent contre les Etats balkaniques et contre la Turquie elle-même qui, forcée par le traité de Berlin, cédait

ces territoires aux Etats Balkaniques, sans leur consentement. Le Monténégro y envoya des troupes sous le commandement du général Marck Milani, Ministre de la guerre du Monténégro (d'origine albanaise, dit-on), mais ces troupes furent battues par les Albanais; l'Europe y envoya une commission internationale dite commission de la Délimitation de la frontière Turco-Monténégrine, dont faisait partie l'éminent sénateur M. d'Estournelles de Constant, jeune homme alors et débutant dans la diplomatie, un délégué ture y fut adjoint qui insista lui aussi par ordre du gouvernement ottoman pour la cession de ces territoires. Irrités et désespérés, les Albanais l'assaillirent dans son domicile et le tuèrent, tant était grand leur désir de défendre leurs droits et leur mécontentement contre la Turquie. Les Monténégrins désespérant de recevoir leur part dans cette région, réclamèrent. Hotti et Grouda, deux montagnes habitées par des catholiques albanais, très guerriers. La Turquie y consentit et retira ses troupes. Les montagnards, appelés en Albanais « Malissors », se réunirent en grande assemblée et jurèrent de ne pas se donner aux Monténégrins et de combattre jusqu'au bout. Ils envoyèrent aussi des délégués à Scutari et dans une réunion plus importante, les Scutarins musulmans donnèrent la bessa (promesse sacrée) à leurs compatriotes catholiques qu'ils les aideraient et combattraient avec eux contre les Monténégrins et aussi contre les troupes du Sultan qui désirait les contraindre par la force à céder les deux montagnes. Les troupes monténégrines furent battues par les Albanais dans la plaine de Podgoritzza. C'est alors que le Monténégro, par l'organe de ses représentants, protesta au congrès de Berlin et avec l'appui de la Russie, il obtint Dulcigno, ville à côté de la mer Adriatique, qui touche à Antivari. La Turquie y consentit et ses troupes furent

retirées de Dulcigno et d'Antivari. Mais ici encore intervinrent à temps les Scutarins musulmans et les Malissores qui combattirent contre les Monténégrins. Devant l'impossibilité d'obtenir l'exécution des stipulations faites au traité de Berlin en sa faveur, le Monténégro, appuyé toujours par la Russie, demanda l'appui des grandes puissances. De là, la fameuse démonstration navale de Dulcigno et le bombardement des Albanais dans ces deux villes, qui força les Albanais à s'incliner devant ce qu'ils considéraient comme une injustice.

La même attitude hostile à l'encontre du traité de Berlin fut observée par les Albanais de l'Albanie du Sud, ce qui obligea les Grecs à prendre les territoires du côté de la Thessalie au lieu de ceux du vilayet de Janina, qui resta à la Turquie.

Telle est la fameuse ligue de Prizrend qui fut chantée par les Albanais avec fierté et qui modifia les stipulations du traité de Berlin. Cette ligue dont le foyer central fut à Prizrend et ses succursales à Scutari, El-Bassan et Arguiro-Kastro prenait de l'extension tous les jours et les Albanais étaient mécontents à la suite des tristes expériences qu'ils avaient faites de voir leur pays menacé chaque jour.

La Turquie après chacune de ses défaites militaires ou diplomatiques donnait toujours comme compensation aux vainqueurs une partie de l'Albanie. Les Albanais songèrent à ériger leur pays en une sorte d'Etat possédant une autonomie administrative et ethnographique avec des frontières. La Turquie, craignant ce mouvement séparatiste et débarrassée des préoccupations de la grande guerre Russo-Turque fit tous ses efforts pour faire dissoudre la ligue par la violence. Elle fit arrêter tous les chefs et notables ainsi que les chefs religieux et les emmena en Anatolie; 1.000 notables chrétiens et musul-

mans et parmi eux 200 hodjas furent conduits en exil à Constantinople et ensuite à Castamoni et autres endroits éloignés de l'Anatolie où ils restèrent des dizaines d'années et moururent pour la plupart à la suite de mauvais traitements. Son principal représentant intellectuel, Abdul Frasheri, dut rester enfermé quelques années dans le château de Scutari et plus tard à Constantinople d'où il lui fut interdit de sortir durant toute sa vie. Mais les Albanais ne désespérèrent pas, car on peut emprisonner ou faire disparaître les hommes, mais jamais leurs idées. Ils pensèrent à employer d'autres modes d'action et d'autres moyens pour assurer le salut de leur pays. Ces moyens et procédés furent le réveil national, intellectuel albanais ; c'est alors que les Frasheri écrivirent leurs œuvres nationales, c'est alors que d'autres Albanais, en secret, à Constantinople ou en Albanie ou dans leur exil, en Egypte, en Roumanie, en Amérique, Bulgarie, Italie, etc., etc., commencèrent cette grande œuvre de la Renaissance intellectuelle nationale dont nous avons parlé dans un chapitre spécial et qui devait préparer et faciliter la naissance de l'indépendance albanaise en 1913.

DEUXIÈME PÉRIODE

Du Congrès de Berlin jusqu'à nos jours
1878-1922

CHAPITRE PREMIER

DU CONGRES DE BERLIN JUSQU'A LA CONFERENCE DE LONDRES (1878-1913).

Ainsi que nous avons relaté dans la période précédente, la ligue fut dissoute par les armées impériales du Sultan, commandées par Dervisch Pacha. Les Chefs Albanais furent emprisonnés, exilés et d'autres exécutés. On aurait pu croire que tout mouvement et sentiment national aurait été étouffé.

Mais ce qui arrive toujours dans de pareils cas se produisit aussi en Albanie. On arrête, on éloigne, on isole les hommes par la violence, mais les idées restent et ne peuvent pas être anéanties, au contraire, elles grandissent finalement. La jeunesse albanaise, pleine de rêve, assoiffée d'indépendance au milieu de mille et mille privations et souffrances, s'expatrie à l'étranger dans l'ancien et le nouveau continent, y respire l'air pur de la liberté, fonde des journaux et revues, les envoie en Albanie où le peuple les lit ardemment.

Cette jeunesse plaide la cause albanaise, se fait représenter

dans tous les congrès intellectuels, politiques et internationaux.

Pendant la guerre Gréco-Turque de 1897, les Albanais ont combattu aux côtés de l'armée turque, lui ont donné un appui sérieux et ont défait les Grecs, car cette fois encore, ils redoutaient les conséquences des éventuelles victoires grecques qui pourraient être récompensées à leur détriment.

Telle fut la conduite des Albanais pendant que la Turquie, quoique victorieuse dans la guerre gréco-turque, allait de pire en pire et que les influences étrangères à Constantinople prenaient une situation prépondérante. Elle devait se rendre « res communis » par sa mauvaise administration. C'était une malade riche et chacun des grands et petits Etats lui envoyaient ses plus aptes diplomates pour revendiquer la plus grande part possible de son héritage. Angleterre, Russie, Autriche, Allemagne veillaient au chevet de la moribonde, Marshall von Biberstein veillait comme s'il s'agissait de suggérer la moribonde quand elle dicterait au notaire ses dernières volontés par lesquelles elle disposerait de ses biens. Ce Biberstein, dont le nom commence par B, s'efforçait de réaliser au profit de son pays la réalisation de la ligne qui engloberait tous les grands centres commençant par B, c'est-à-dire : Berlin, Budapest, Belgrade, Byzance, Bagdad, et étendrait son influence, si vous le voulez, jusqu'au 6^e B, à Bombay des Indes par Belout-Histan, peut-être.

Tel était son plan, mais « Homo proponit et... disponit ».

Les différents peuples qui composaient l'Empire des Sultans se rendirent compte de la précarité de leur situation, s'inquiétèrent et leurs chefs allèrent à l'étranger, en Suisse surtout, où ils formèrent des comités de différentes nationalités. Le peuple se révolta dans la Turquie, ainsi nous eûmes de

grandes révolutions dans la Macédoine, celle des Grecs et des Arméniens en Anatolie et à Constantinople, celle des Arabes en Arabie avec Iman Jahia.

Les Albanais ne restent pas inactifs, la Ligue renaît, les chefs se réunissent, des corps armés se préparent, se révoltent. Les Turcs tâchent de réprimer par la force et par la violence les révolutions des différents peuples, mais ils sont tombés dans une impasse. C'est alors qu'eux aussi forment un comité appelé : « Comité des jeunes Turcs » et réussissent à s'entendre avec toutes les autres nationalités pour renverser le régime absolutiste de la Turquie, et lui substituer un régime constitutionnel où toutes les nationalités seraient représentées et où chacune aurait toute sa liberté administrative dans son sens le plus large. Dans ce plan, toutes les nationalités s'entendirent pour fonder un empire Ottoman constitutionnel. Les Albanais lui prêtèrent tout leur appui et Sultan Hamid fut forcé à décréter la Constitution le 11 juillet 1908, avec les principes : Justice, Egalité, Fraternité et Liberté. Les Elections des Députés eurent lieu et les Députés Albanais se réunirent à Constantinople, avec leurs collègues des différentes nationalités.

La Constitution fut saluée avec enthousiasme par tous les Clubs, les Ecoles, les journaux dans toutes les langues et dans toutes les provinces. A Constantinople, où s'était fondée une grande colonie albanaise, les Albanais créèrent un journal et un club comme le firent toutes les autres nationalités. Mais les jeunes Turcs qui ne participaient à la formation de la Constitution que par crainte de la ruine de la Turquie et non par amour des principes de la Révolution Française, concentrèrent leurs forces et voulurent réprimer toute tendance libérale chez les autres nationalités. Ils voulaient faire prédominer partout

l'élément ture, ils voulaient pour ainsi dire, sous couleur de la constitution, « panturciser » le pays. Par l'argent et la force, ils formaient la majorité dans le Parlement connu sous le nom d'Ittihadvé terrekki-firka, c'est-à-dire parti de « l'Union et Progrès ».

Mais les autres membres de l'opposition, quoiqu'en minorité d'abord, s'accordèrent et formèrent « l'Ahrar-Firka ». Ce parti, dit des Libéraux, était composé des députés Arabes, Arméniens, Albanais, Bulgares, Grecs, Serbes, etc. Dans ce parti, les 36 députés albanais, sous la présidence de leur doyen d'âge Ismaïl Qemal Bey, jouèrent un rôle très important. Des désaccords survinrent dans les deux partis, des moyens violents de répression furent préconisés par le parti dominant, entraînant l'opposition de différentes nationalités. De toutes ces dissensions, Abdul Hamid voulut profiter pour renverser la Constitution et faire le coup d'Etat du 31 mai, qui aboutit à sa destitution : Deux Députés envoyés par le Parlement, Essad Pacha Toptani, député de Durazzo, et Karrasso Effendi, de Salonique, entrèrent dans le Yildiz et tout en lui faisant part de la décision du peuple, le sommèrent de démissionner. Ce fut l'abdication d'Abdul Hamid, qui régna 38 ans à Constantinople en Seigneur absolu. Le parti Jeune Ture, débarassé par ce coup d'Etat, se tourne contre le parti adverse, le force à se dissoudre et poursuit ses membres; ceux-ci se cachent et s'évadent, mais après quelques vicissitudes se réunissent à nouveau et forment le parti « mutteddil-i-ah tar firka » : Libéral modéré.

Les Albanais attachés toujours à la 2^e Firka faisaient opposition au Firka de l'Union et Progrès qui voulait imposer le panturcisme. L'attention des Jeunes Turcs se porta tout d'abord sur les Albanais, qu'ils considéraient comme les plus

capables à opposer une résistance efficace à leur plan de pan-turcisme. Or, trois pachas généraux avec des armées munies de canons et des mitrailleuses, furent expédiés dans l'Albanie du Nord, du Sud, du Centre, ce furent Chefqet Tourgout et Djavid Pacha. Ils sommèrent les Albanais de procéder au désarmement complet, de fermer les clubs, les écoles, les journaux et leurs institutions nationales. Des cours martiales furent instituées et sur une simple dénonciation de « Bashkimdji », c'est-à-dire partisan de Bashkim, « Union albanaise », ils arrêtaient, exécutèrent ou exilèrent tous ceux qui avaient une influence intellectuelle. Ils chassèrent tous les fonctionnaires albanais et les remplacèrent par des Turcs qui ne connaissaient pas la langue ni les coutumes du pays. Ils eurent le dessus dans les villes, mais dans les montagnes, les Albanais opposèrent une résistance sérieuse. Les Albanais de Kossovo, ceux de Mirdite, les Malissores, ceux de Dibre, Matti et Dukardjin, ceux de l'Albanie du centre et ceux du Sud, Toskes, Guègues et Lapes furent unanimes à réclamer l'autonomie administrative, la liberté de langage et de culte. Les Turcs s'acharnent, pillent et brûlent partout où ils peuvent, les Albanais ne cèdent pas, résistent avec ténacité pour obtenir le succès de leurs revendications. Les combats les plus acharnés furent livrés à Kossovo, où les Albanais étaient guidés par leurs chefs Issa Bolatini, Bajram Curi, Hassan Prishtina et à la Grande Malissia où les chefs furent Ded Gjonluli de Tra-boïn, Nikol Toma, Ded Nika Gruda, Memhmed Shpenni (Klenenti) et autres Baïaktars et chefs.

Le comte Berchtold d'Autriche, Sazonoff de Russie et Sir Edward Grey d'Angleterre intervinrent et conseillèrent à la Sublime Porte de faire des concessions. La Porte céda, voyant qu'elle ne pouvait pas réprimer la révolution. La paix fut con-

clue, mais non sans arrière-pensée du côté du gouvernement turc qui aussitôt qu'il se croyait puissant voulait violer les clauses de cet accord et mécontentait ainsi les Albanais. Profitant de ce mécontentement, les quatre états balkaniques : Bulgarie, Grèce, Monténégro et Serbie conclurent l'alliance balkanique contre la Turquie, ils lui déclarèrent la guerre et proclamèrent, pour ne pas mettre les Albanais contre eux : « Les Balkans aux peuples balkaniques. »

Cette fois-ci, les Albanais, désespérant obtenir de la Turquie la reconnaissance de leurs droits légitimes, droits tant de fois violés, ne soutinrent pas la Turquie contre les Balkaniques avec autant d'ardeur qu'ils l'auraient fait précédemment ; la plupart restèrent neutres et beaucoup prirent parti pour les alliés balkaniques contre la Turquie. C'est ainsi qu'une partie des Malissores aidèrent les Monténégrins et leur laissèrent le chemin libre pour marcher contre Scutari. Ils étaient séduits par les principes proclamés par les Balkaniques et voulaient les aider à chasser le Turc de leur pays. Ce furent les Malissores qui chassèrent les garnisons turques de Pikali, de Hotti et de Trabouin, de Souka Kastrati et vinrent en aide aux troupes monténégrines, comme d'autres Malissores facilitèrent la marche des Serbes. De cette façon, Monténégrins et Serbes assaillirent Scutari, défendu par Hassan Riza Bey, qui avait sous son commandement 6.000 soldats turcs et avait obtenu aide d'Essad Pacha Toptani avec 18.000 Albanais. Après 4 mois de siège, c'est-à-dire le 30 janvier 1911, Riza Bey fut assassiné, la ville résista encore presque 3 mois, jusqu'au 10 avril, bombardée nuit et jour par les Serbes et les Monténégrins. Les munitions épuisées, les canons, les fusils usés, les fortifications détruites par les obus, la ville résista grâce à l'héroïsme indescriptible des soldats et des civils, qui

la défendirent avec ténacité jusqu'à ce que toute nourriture manqua. Civils et militaires mouraient de faim sur les chemins; on se nourrissait d'herbe, du sang des chevaux, mais ceci aussi manqua.

Combien de fois, poussées par la faim, les familles riches et pauvres et la population des villages se sauvèrent dans la ville; combien de fois nous avons vu la mère tomber victime d'un obus et son enfant mourir de faim après quelques heures. La population livra tout ce qu'elle possédait comme bétail et nourriture, les dépôts militaires la nourrirent jusqu'à ce que tout vint à manquer. Ce ne furent pas les attaques des assiégeants qui leur firent obtenir la reddition de la ville; au contraire, l'héroïsme des assiégés fut indescriptible et la résistance d'Essad Pacha dépassa tout éloge. Les pertes des Monténégrins furent considérables, quant aux Serbes, dans une seule attaque au front de Berdica, ils perdirent deux mille soldats, dont 700 prisonniers avec 4 officiers : Orgolich Lazowits, de Belgrade, sous-lieutenant; Voislav Petrovie, capitain, de Kragojevatz; Zivojin Neschic, sous-lieutenant, et Branislav Todorovic, de Krouchavats, lieutenant.

Les prisonniers furent traités avec douceur par ordre du commandement en chef.

Quand toutes les ressources furent épuisées, le Conseil des officiers, sous la présidence du colonel Kerameddin Bey, insista auprès du généralissime Essad Pacha Toptani, pour livrer la place, cette fois Essad Pacha consentit.

Essad Pacha réunit tous les notables musulmans et chrétiens de la ville, leur expliqua le critique de la situation et leur dit : « Malgré l'épuisement au point de vue des canons, autres munitions et soldats, je tiendrai et mourrai en com-

battant avec vous jusqu'à la dernière cartouche, s'il vous reste encore quelque chose à manger et à donner à mes soldats. » Les notables répondirent à Essad Pacha au nom de la ville que la population était à bout et manquait de tout.

On poursuivit les négociations concernant l'évacuation de la Cité sous la condition que : 1° L'armée en sorte avec tous les honneurs militaires, ses armes et canons. 2° Que la population soit respectée et bien traitée par les occupants. 3° Que ceux-ci procurent nourriture dans 4 jours à l'armée qui devait évacuer la ville ainsi qu'à la population qui y resterait ; Kera-meddin Bey alla au quartier général ennemi soumettre les conditions. Les assaillants ayant subi des pertes considérables et ne se rendant pas compte de la vraie situation critique des assiégés, voulant d'autre part entrer dans la ville le plus tôt possible pour des raisons diplomatiques, car à Londres la Conférence des Ambassadeurs avait déjà décidé l'indépendance de l'Albanie y compris Scutari, souscrivirent aux conditions. A l'aube, pour la quatrième fois, arrivent à Scutari des Monténégrins, mais cette fois-ci non en négociateurs ni avec les yeux bandés, mais libres et se dirigeant à la forteresse Rosafa pour s'y installer. Ce furent :

1° Général Janko Vukotic, commandant Nico Pejannovic, commandant Masho Bojovic, Petar Plamenatz, Blazo Borovic, commandant et interprète, Stavan Simonic, Jowan Nikolie, Begir Blatevic.

Le Ministre de la guerre Martinovic entra triomphalement à Scutari le 10-23 avril 1913 et monta à Rosafa, où le généralissime Essad Pacha présenta les notables de la ville.

Le Prince héritier de Monténégro arriva plus tard à la forteresse Rosafa, descendit de son cheval blanc et salua mili-

tairement Essad Pacha. Des allocutions furent prononcées de l'un et de l'autre côté.

Le général Essad Pacha offrit les clefs au Monténégrin et lui demanda une fois de plus de respecter la population. Le prince Danilo parla avec éloge de l'héroïque défenseur dont la résistance fut glorifiée par toute la presse du monde. Les notables musulmans et chrétiens lui furent présentés. Nikoll Kraja, dans son allocution, lui dit : « Nous accueillons avec plaisir et nous saluons en vous le libérateur de notre pays, en faisant allusion toujours aux principes : « Les Balkans aux Balkaniques » et à la libération de l'Albanie de la domination turque. »

Les Monténégrins distribuèrent des vivres à la population affamée jusqu'au moment, et c'est alors que la mortalité devint plus intense, où les personnes et les animaux qui n'avaient pas mangé depuis longtemps eurent de la dilatation d'estomac. Des chevaux moururent pendant notre départ, ainsi que des soldats réduits à l'état de squelettes.

Que les lecteurs soient indulgents à l'auteur s'ils croient qu'il s'est étendu un peu plus qu'il ne fallait en relatant le siège et la chute de Scutari, l'ancienne capitale des rois d'Illyrie, la plus grande ville d'Albanie qui résista beaucoup plus qu'Andrinople, Komanovo, Monastir, Salonique et Janina, tombées déjà entre les mains des alliés Balkaniques. Il s'agit de la ville où il vécut longtemps et pendant des heures critiques, qu'il aime beaucoup, ayant assisté à tous ces événements en qualité de secrétaire du généralissime, témoin de toutes les souffrances de la population et de l'armée pendant ce siège, de toute leur endurance et de leur héroïque résistance. Il y passa des jours et des nuits en larmes avec ses honorables compatriotes de Scutari en pensant à l'inévitable et fatale chute

de cette ville aux mains des adversaires, mais il se consolait quelquefois en rêvant toujours à l'indépendance de l'Albanie qui devait suivre ce triste événement.

L'INDEPENDANCE DE L'ALBANIE

Le drapeau de Skanderbeg à Valonna

Pendant le siège de Scutari, alors que sa population y mourait tuée par les balles, les baïonnettes, la maladie ou la faim, sans savoir ce qui se passait hors de Scutari, les Alliés étaient campés dans tous les coins de l'Albanie, les Serbes occupaient Durazzo, Tiranna, Elbassan, etc., la flotte grecque bloquait les ports Albanais, la population de chaque ville ou village ignorait complètement ce qui se passait dans le coin voisin, les autorités turques d'une ville cernée ber-naient la population et fabriquaient des communiqués officiels annonçant que les armées turques triomphantes et victorieuses marchaient sur Belgrade, Sofia et Athènes, tandis qu'au contraire les alliés balkaniques avaient occupé Uscub, Komanowo, qu'aux Italiens, ni même aux autres grandes puissances de voir tomber Constantinople.

La Russie était contente de la marche des alliés, tandis que l'Autriche s'inquiétait ainsi que l'Italie, qui, à peine sortie de la guerre italo-turque par le traité d'Ouchy, avait tourné ses yeux sur l'Albanie. Il n'était pas agréable à la politique autrichienne de voir la Serbie toucher l'Adriatique, pas plus qu'aux Italiens, ni même aux autres grandes puissances de voir tomber Constantinople.

C'est alors que sir Edward Grey, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté britannique, pour éviter une conflagration générale, réunit les plénipotentiaires turcs et balkaniques et fit signer la paix turco-balkanique, le 30 mai 1912, dans la salle des Portraits du Palais Royal Saint-James.

Les conditions de traité laissaient plusieurs questions en suspens, sir Edward Grey en prononçant son allocution de félicitations dit en français :

« Certes, nous n'ignorons pas que diverses questions restent à solutionner après cette paix, mais j'aime à espérer que la signature même de ce traité facilitera leur règlement. »

Les représentants alliés, dans leur réponse de remerciements, ont manifesté des réserves au sujet des conditions qu'ils venaient d'approuver de leur seing. Ces questions en suspens occasionnèrent plus tard la deuxième guerre balkanique.

Quant à la question de l'Albanie, les deux puissances, Autriche et Italie, voulaient forcer les Alliés, même par des moyens de violence, tels que blocus et démonstration navale, à quitter l'Albanie et forcer aussi le Monténégro à lever le siège de Scutari.

C'est alors qu'Ismail Qemal Bey Vlora, qui joua un très grand rôle au Parlement ottoman à Constantinople comme député de Berat et président du parti libéral, et Liberal Modéré, parti, qui englobait comme nous l'avons dit tous les députés de nationalités non turques du Parlement ottoman, Ismail Qemal Bey, dis-je, se rendant compte de la situation de l'Albanie ainsi que des rivalités provoquées entre les grandes puissances par les succès des alliés balkaniques, s'efforça d'en tirer profit en faveur de son pays et un beau jour quitta Constantinople pour Trieste, d'où il s'embarqua sur un bateau

italien pour arriver à Valona. Mais cette ville étant bloquée par la flotte grecque, il débarqua à Durazzo, où il tâcha de se mettre en relation avec différents chefs albanais et de faire avertir les autres de sa venue. De Durazzo par Kavaia et Fieri, il se rendit à Valona, sa ville natale.

Les notables et chefs, chrétiens et musulmans de toutes les régions de l'Albanie, se réunirent autour du grand homme d'Etat et dans un Congrès fut proclamée l'autonomie de l'Albanie et hissé le drapeau de Skanderbeg sur la maison de Qemal Bey Vlora le 15-28 novembre 1922, au milieu des chants, hymnes et danses nationaux et d'un enthousiasme indescriptible.

Les représentants du peuple élirent un Sénat provisoire le 18 novembre, qui nomma à l'unanimité Président du Gouvernement Ismaïl Qemal et Vice-Président Dom. Nicoll Kargari, de Durazzo.

Le Président désigna ses ministres et collaborateurs. Aussitôt constitué le ministère, Ismaïl Qemal Bey notifia le nouvel état de choses aux grandes puissances, y compris la République Française. Je rapporte ici la copie de la première dépêche historique du gouvernement albanais :

« L'Assemblée nationale composée des délégués de toute la contrée albanaise, sans distinction de religion, réunie aujourd'hui dans la ville de Valona, vient de proclamer l'indépendance politique de l'Albanie et de constituer un gouvernement provisoire chargé de défendre le droit d'existence du peuple albanais menacé d'extermination par les armées serbes et de délivrer le sol national envahi par les armées étrangères. En portant à la connaissance de Votre Excellence ce qui précède, j'ai l'honneur de prier le Gouvernement de la Répu-

blique Française de vouloir bien connaître ce changement de vie politique de la nation albanaise.

« Les Albanais, entrés dans la famille du peuple de l'Europe Orientale, dont ils se flattent d'être les aînés, ne poursuivent qu'un seul et unique but, vivre en paix avec les Etats balkaniques et en devenir un élément d'équilibre; ils sont convaincus que votre Gouvernement ainsi que tout le monde civilisé leur accordera un bienveillant accueil en les protégeant contre toute atteinte à leur existence nationale et contre tout démembrement de leur territoire.

« ISMAIL QEMAL VLORA. »

Le Gouvernement provisoire de Valona, peu à peu s'efforçait de mettre de l'ordre dans le petit hinterland de sa domination et son influence s'étendait même dans la contrée occupée encore par les alliés balkaniques.

Pour transformer le fait accompli en fait de droit, le gouvernement provisoire songea aussi à nommer un roi, espérant que de cette façon on obtiendrait la détermination des frontières. Ici se posait la question de savoir si le prince devait être musulman ou chrétien et européen. Les notables, hommes d'Etat et intellectuels, penchèrent pour un européen chrétien. On me permettra ici d'ajouter que la Turquie agissait dans les milieux albanais pour imposer la candidature d'un prince de la famille impériale de Constantinople, de façon à avoir toujours une liaison avec l'Albanie et la tenir sous sa protection; elle avait envoyé dans ce but des agents en Albanie, dont un certain colonel Beqir et d'autres; les intellectuels albanais usèrent de toute leur influence pour combattre les intrigues de ces gens pensant que l'Albanie devait être européenne et entrer dans la civilisation occidentale. Une autre

candidature fut celle du prince Ahmed Fuad, de la maison khédiviale d'Egypte, tirant son origine de Mohamed Aly, Albanais. Sa propagande ne fut pas très intense. Les Albanais répondirent : « S'il se dit Albanais et s'intéresse à notre pays, qu'il y vienne comme citoyen albanais y accomplir son devoir envers le pays et le peuple en décidera. »

La question en resta là.

Une autre candidature se présenta : le duc de Montpensier, prince de France, frère du duc d'Orléans, sur son yacht battant pavillon anglais, rompt le blocus vers la fin du mois de mars 1913 et mouille devant Valona, il envoie une lettre au Président du Gouvernement provisoire en posant sa candidature au trône d'Albanie, il invita à déjeuner Ismaïl Qemal Bey Vlora; celui-ci vint, accompagné de collaborateurs. Le lendemain, le duc sortit dans la ville, où il fut accueilli avec des manifestations spontanées de sympathie.

Le Président profita de cette occasion pour aller sur son yacht en Italie, voyager dans les capitales de l'Europe et y plaider la cause du pays soit pour obtenir des frontières avantageuses, soit pour favoriser la candidature du souverain.

Essad Pacha

D'autres événements devaient se produire lors de la formation de cet Etat, depuis cinq siècles sous le joug étranger. Le général Essad Pacha Toptani ne pouvait plus résister à Scutari, après avoir tenu et défendu héroïquement la ville et usé de tous les moyens de résistance; Tarabosh (mont), ce rempart historique fortifié, avait tiré tous ses obus; l'armée avait mangé son dernier morceau de pain; Essad négocia avec les Monténégriens et livra la cité sous les conditions que nous

avons décrites plus haut; il se retira avec son armée, emportant le reste des armes, canons et munitions, jusqu'à Tirana. Il renvoya à Constantinople les soldats et officiers turcs avec leurs armes et canons et lui-même se retira à Tirana. Les défenseurs de Scutari, chefs et soldats albanais, lui étaient dévoués et restèrent avec lui. Cette défense héroïque augmenta son grand prestige en Albanie, chez les Etats voisins et les grandes puissances.

Le gouvernement de Valona n'était reconnu que par l'Autriche-Hongrie et par l'Italie, mais ces deux puissances se rendaient compte de l'influence qu'avait Essad Pacha en Albanie, c'est pourquoi leurs représentants tournèrent leurs yeux vers lui. Essad Pacha, après le départ des troupes turques, se mit à rétablir l'ordre en Albanie du centre, d'ailleurs cette tâche lui fut très facile, grâce à son prestige. A Durazzo, après le départ des Serbes, il institua un conseil de six notables, trois chrétiens et trois musulmans, sous la présidence de son cousin Hamid Bey Toptani, qui fut nommé préfet de Durazzo; dans toutes les autres villes aussi, Kavaja Tiranna, Kruia Shiak, il nomma fonctionnaires des hommes dévoués à sa cause et maintint un ordre parfait malgré le désarroi provoqué par le départ des Serbes et des armées turques. Cette réorganisation attira l'attention du gouvernement provisoire de Valona, d'Ismaïl Qemal Bey Vlora, ainsi que des représentants de l'Italie, de l'Autriche-Hongrie. Les amis d'Essad Pacha, le gouvernement de Valona, l'Autriche-Hongrie et l'Italie insistèrent auprès d'Essad Pacha sur l'utilité qu'il y avait pour lui de s'unir avec le gouvernement d'Ismaïl Qemal Bey Vlora, qui lui proposa le ministère de l'intérieur. Les ministres d'Autriche-Hongrie et d'Italie lui suggérèrent de rendre visite aux deux capitales, Vienne et Rome, afin de remercier les deux

gouvernements de l'aide diplomatique apportée par eux à la constitution de l'Albanie indépendante. Essad Pacha y consentit et, sans rester un jour de plus à Valona, il s'embarqua, accompagné de son secrétaire, se rendit à Rome et à Vienne, eut une entrevue au Consulta et une à Ballplatz, qu'il remercia de l'appui qu'ils avaient donné en favorisant l'indépendance de l'Albanie. Il y fut reçu avec de grands honneurs et de hautes distinctions lui furent décernées. Après un repos de quelques semaines suivant lequel il fut l'hôte de ces deux gouvernements, rentra directement à Valona et fit partie du gouvernement provisoire en qualité de ministre de l'intérieur. Ce portefeuille était le plus important à ce moment-là, car de lui devaient dépendre tous les fonctionnaires administratifs et la gendarmerie, la seule force du pays.

Entre temps, l'Autriche-Hongrie et l'Italie agissaient auprès d'autres grandes puissances en vue d'obliger le Monténégro à évacuer Scutari. La Conférence des Ambassadeurs se réunit et statua sur les frontières du nouvel Etat indépendant albanais. La Russie voulut se faire l'avocat des Etats balkaniques, mais devant l'insistance des autres puissances et particulièrement de l'Autriche et de l'Italie, la conférence commanda au Roi de Monténégro d'évacuer Scutari et la flotte internationale apparaît devant Medua. Les Monténégrins se retirèrent et Scutari fut administré par la commission internationale des six grandes puissances, sous la présidence de l'amiral Cecil Burney, et, après son départ, celle du colonel Philipps.

La circonscription de ce gouvernement de Valona n'était pas aussi grande que celle du gouvernement de Scutari et dans plusieurs endroits de l'Albanie du Sud, les Grecs ne s'étaient pas encore retirés. Mais comme il arrive souvent dans

les cabinets et surtout dans le gouvernement d'un Etat qui venait d'être nouvellement constitué après tant de siècles de servitude et était convoité par les étrangers, un désaccord se produisit entre Ismaïl Qemal Bey Vlora et le général Essad Pacha.

Une cause essentielle de ce désaccord provenait de la conception particulière que chacun de ces deux chefs avait du gouvernement. Ismaïl Qemal Bey Vlora et ceux qui l'entouraient étaient d'avis qu'on pouvait changer immédiatement le *statu quo* social en Albanie, imposer la langue albanaise dans toutes les administrations, même celles de minime importance, abolir complètement l'usage de la langue turque dont on se servait depuis des siècles, remplacer tous les fonctionnaires ne sachant pas l'albanais ou ne s'en servant pas, fermer toutes les écoles turques et grecques qui, jusqu'alors, fonctionnaient en Albanie (car l'emploi de l'albanais était interdit par les Turcs), abolir les capitulations. Essad Pacha, au contraire, était conservateur et pensait que l'attitude et le projet d'Ismaïl Qemal Vlora étaient trop brusques et mécontentaient la majorité de la population.

Le deuxième point de désaccord fut la concession accordée par Ismaïl Qemal Bey Vlora à l'Autriche et à l'Italie, pour former la Banque d'Etat et hypothéquer toutes les douanes et exploitations de terre en Albanie.

En ce qui concerne le premier point de désaccord, Essad avait pour lui la plus grande partie de la population fanatique et les fonctionnaires ignorant encore la langue albanaise.

En ce qui concerne le deuxième point, il avait avec lui plusieurs intellectuels nationalistes qui, eux aussi, considéraient ces concessions comme une mise en tutelle de l'Albanie par ces deux puissances. Aussi, après une discussion, Essad

Pacha quitta Valona à l'occasion des vacances et des fêtes de Baïram, et de là il adressa une protestation au Président du Conseil. Devant le refus de celui-ci d'accepter ses idées, Essad Pacha ne reconnut pas le Gouvernement provisoire de Valona. Plusieurs préfectures se joignirent à lui et rassemblèrent un Sénat représentant la population de l'Albanie qui élit Essad Pacha Président du Gouvernement provisoire de l'Albanie centrale avec Durazzo comme résidence, où celui-ci nomma ses ministres. Ce que tous les Albanais, sans exclure ses adversaires politiques, avouent, c'est qu'il avait une grande capacité au point de vue administratif et une énergie remarquable, et que par ces deux qualités, jointes à son prestige et à sa richesse, il réussit à mettre un ordre parfait dans la zone placée sous sa domination. Ce fait gagna à sa cause plusieurs régions du district même de Valona et c'est ainsi que Berat Pequin et Fieri, tout près de Valona, s'annexèrent au gouvernement de l'Albanie centrale, présidée par Essad Pacha.

Peu à peu, son gouvernement fut reconnu par les grandes puissances qui lui écrivirent officiellement en lui donnant le titre de Président du Gouvernement provisoire de l'Albanie Centrale. Mais quoiqu'il y eut de ce fait deux gouvernements, l'un résidant à Valona et l'autre à Durazzo, aucun conflit sérieux ne se produisit entre les deux partis; il n'y eut pas de sang versé. Tous les deux, ces gouvernements avaient le titre de « provisoire » et étaient soumis au contrôle d'une autre autorité, celle de la Commission internationale du Contrôle en Albanie, dont nous parlerons au chapitre suivant.

CHAPITRE II

LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS

La Commission Internationale de Contrôle et le Statut Organique de l'Etat Albanais.

Nous avons dit que le traité de Londres, comme presque tous les traités, laissa en suspens plusieurs questions balkaniques, ce qui d'ailleurs ne tarda pas à provoquer la deuxième guerre balkanique.

La question albanaise aussi ne fut pas définitivement tranchée. On songea seulement à l'autonomie de l'Albanie, méritée par sa population, qui toujours, durant les cinq siècles de la domination turque, avait manifesté son désir d'autonomie, avait conservé scrupuleusement sa langue, ses mœurs, ses coutumes et ses aspirations nationales qui se manifestèrent par la révolution du peuple albanais qui voulait obtenir son indépendance. D'ailleurs, pendant la guerre balkanique, les Albanais, confiants dans les principes proclamés : « Les Balkans aux Balkaniques », eurent une attitude plutôt passive vis-à-vis des alliés balkaniques.

Toutes ces raisons ajoutées à la situation géographique de l'Albanie sur l'Adriatique, l'équilibre que maintiendrait entre les différents Etats balkaniques ainsi qu'entre l'Italie et l'Autriche, l'Albanie érigée en Etat indépendant, furent autant de raisons qui, avec l'appui de l'Autriche et de l'Italie, déci-

dèrent les grandes puissances à proclamer l'indépendance de l'Albanie. Ce fut Edward Grey qui offrit de réunir à Londres une conférence où les principales puissances seraient représentées par leurs ambassadeurs, à la Cour de Saint-James. La conférence eut lieu le 17 décembre 1912. Le Gouvernement provisoire de Valona envoya trois délégués, MM. Rassih Bey Dino, Mehmed Bey Konitza et Philippe Nogga, pour plaider la cause albanaise auprès de la conférence. Ceux-ci présentèrent un mémorandum très important pour revendiquer les droits de l'Albanie. Cette conférence donna lieu à de nombreuses discussions.

1° L'ambassadeur de Russie, au nom de son gouvernement, proposa de placer l'Albanie sous la suzeraineté du Sultan ; cette proposition fut rejetée.

2° La Grande-Bretagne proposa de confier le gouvernement de l'Albanie à un haut commissaire représentant les grandes puissances. Cette proposition fut déclarée inacceptable par l'Autriche et l'Italie. On admit alors le principe de l'autonomie, formulé en ces termes : « L'Albanie est reconnue comme Etat indépendant, gouvernée par un prince européen ; un règlement de 11 articles fut élaboré concernant l'organisation de l'Albanie. »

1° L'Albanie est constituée en principauté autonome, souveraine et héréditaire par ordre de primogéniture, sous la garantie de six puissances. Le prince sera désigné par les six puissances (Angleterre, Autriche, Allemagne, France, Italie et Russie).

2° Tout lien de suzeraineté entre la Turquie et l'Albanie est exclu. L'Albanie est neutralisée ; sa neutralité est garantie par les six puissances.

4° Le contrôle de l'administration civile et des finances

de l'Albanie est confié à une commission internationale composée des délégués des six puissances et d'un délégué de l'Albanie.

5° Les pouvoirs de ces commissions dureront dix ans, et pourront être renouvelés en cas de besoin.

6° Cette commission sera chargée d'élaborer un projet d'organisation détaillée de toutes les branches de l'organisation de l'Albanie. Elle présentera aux puissances, dans un délai de six mois, un rapport sur le résultat de ces travaux, ainsi que ses conclusions au sujet de l'organisation administrative et financière du pays.

7° Le prince sera nommé dans un délai de six mois au plus tard, en attendant sa désignation et la formation du gouvernement national définitif, le fonctionnement des autorités indigènes existantes ainsi que la gendarmerie sera l'objet du contrôle de la Commission internationale.

8° La sécurité et l'ordre public seront assurés par l'organisation internationale de la gendarmerie. Cette organisation sera confiée à des officiers étrangers, qui auront le commandement supérieur et effectif de la gendarmerie.

9° Ces officiers seront choisis dans l'armée suédoise (plus tard on a décidé « hollandaise »).

10° La mission des officiers instructeurs étrangers ne portera pas atteinte ni à l'uniformité de service, ni à l'emploi des officiers, sous-officiers et gendarmes du pays.

11° Les traitements de ces officiers pourront être assurés sur les ressources du pays avec la garantie des puissances. Or, nous avons la Commission internationale, sous le contrôle de laquelle étaient placés le Gouvernement provisoire de Valona avec Ismaïl Qemal Vlora et celui de l'Albanie Centrale avec Essad Pacha. Cette Commission qui surveillait avait

pour mission d'empêcher tout conflit et de faire connaître aux deux gouvernements les désirs des grandes puissances.

Elle fut composée de :

M. Lamb, délégué de Grande-Bretagne;

M. Winkel, et, plus tard, Nadolni, d'Allemagne;

M. Leoni, et, plus tard, Galli, de l'Italie;

M. Petriaew, de Russie;

M. Krajewski, de France;

M. Petrowic, et, plus tard, Krall, d'Autriche-Hongrie;

M. Mufid Bey Libohova, et, plus tard, Mehdi Bey Frashri, de l'Albanie.

Cette commission élaborait le statut organique de l'Albanie en seize chapitres, contenant :

1° L'Albanie et son territoire. 2° Le souverain. 3° La population, personne et domicile. 4° La législation (des membres et des devoirs de l'Assemblée générale). 5° Les organes du gouvernement, ministère et ministres. 6° L'administration locale. 7° Les finances. 8° Les travaux publics. 9° La force armée. 10° La justice. 11° Culte. 12° Instruction publique. 13° Propriétés foncières. 14° Agriculture, commerce, industrie. 15° P. T. T. 16° Relations extérieures, contentieuses, administratives.

La délimitation des frontières de l'Albanie.

Tandis que la Commission internationale du contrôle exerçait sa surveillance sur l'administration et sur les finances, c'est-à-dire sur l'administration intérieure de l'Albanie, deux autres commissions furent instituées par les grandes puissances, pour délimiter les frontières du nouvel Etat. La Commission internationale de délimitation de la frontière du Nord,

frontières Albano-Serbo-Monténégrine, et la Commission internationale de délimitation de la frontière du Sud, frontière Albano-Grecque. Ces deux commissions arrivèrent en Albanie, venant de Salonique-Monastir, vers septembre 1913; elles eurent grand'peine à accomplir leur tâche, elles ne voulaient pas déshériter les alliés balkaniques qui avaient vaincu la Turquie, et elles furent forcées de se baser plutôt sur le principe de l'équilibre balkanique que sur le principe des nationalités. Les commissions, après avoir fait leur rapport d'étude en deux mois, et terminé leurs travaux, se sont ensuite retirées à Florence, et c'est là, à l'Institut Géographique de cette ville, qu'elles ont tracé les frontières de l'Albanie de 1913, signant le protocole de Florence qui, plus tard, fut ratifié par toutes les grandes puissances. Cette délimitation ne donna pas satisfaction aux Albanais qui furent mécontents de voir attribuer la plaine de Kossovo et la ville de Dibra aux Serbes; Hotti, Grouda et Klémenti aux Monténégrins; toute l'Épire et la Camuria à la Grèce; elle ne donna pas satisfaction non plus aux Etats balkaniques, qui devaient renoncer à des territoires gagnés au prix de grands sacrifices et évacuer des régions qu'ils tenaient en leur possession depuis longtemps.

CHAPITRE III

PRINCE DE WIED

Roi d'Albanie,

Les deux Gouvernements provisoires, celui de Valona et celui de Durazzo, administrent en Albanie chacun sa zone, la Commission internationale surveille et en même temps élabore les statuts organiques de l'Albanie. Les Commissions internationales de la délimitation des frontières voyagent au sud et au nord pour tracer les frontières; une Commission internationale spéciale administre Scutari et les environs. L'Autriche, l'Italie et les autres puissances obligent les Serbes et les Grecs d'évacuer les territoires qu'ils occupaient; mais voilà que dès qu'ils eurent quitté les territoires, se forma un Gouvernement provisoire autonome, celui de l'Epire du Nord, sous la présidence de M. Zographos; des forces Epirotes s'organisent, à leur aide accourent non seulement des Crétois volontaires, mais aussi plusieurs soldats et officiers de l'armée grecque qui, congédiés de l'armée hellénique, se mettent au service du Gouvernement autonome. Ce gouvernement ne veut pas reconnaître le gouvernement albanais, qu'il qualifie de petite Turquie; d'autres disent qu'il n'est qu'un instrument de l'Italie.

Les forces Epirotes empêchèrent les autorités albanaises d'installer leurs fonctionnaires dans l'Albanie du Sud. D'autre part, la Turquie, par ses agents, dont le colonel Beqir, agit de

façon à imposer la candidature d'un prince de la famille impériale de Constantinople, ou du maréchal Izzet Pacha. C'est alors qu'une nouvelle candidature au trône de l'Albanie apparaît, celle du prince Wilhelm de Wied. La candidature du prince de Wied fut favorisée par sa tante, la reine de Roumanie, Elisabeth, et son époux, le roi Charles; la grande poétesse Carmen Sylva contribua beaucoup au succès de cette candidature qui fut agréée par toutes les cours. Ainsi, elle eut la faveur des cabinets de Vienne et de Rome, les autres puissances n'y mirent pas d'objections. Il est le prince désigné des six grandes puissances, mais encore faut-il qu'il soit élu et appelé par les Albanais. Né le 26 mars 1876, à Neuwied, capitale de la principauté de Wied, dans la Régence de Goblenz, il fut capitaine dans l'armée prussienne et affecté à l'état-major général de l'armée. D'après l'Almanach de Gotha, il est de la Maison du Runkel; la Maison de Wied apparaît dès 1226. Son frère aîné, Frédéric, 6^e prince de Wied, est le chef de la famille; la femme du Wilhelm est la princesse Sophie, née Shoenbourg-Waldenbourg; ils avaient un fils et une fille. En voyant les événements se précipiter en Albanie, les puissances imposent la candidature du prince de Wied et son acceptation par les Albanais. La Commission internationale du contrôle oblige Ismaïl Qemal Bey Vlora à lui livrer le gouvernement de Valona; au nom de toutes les puissances, M. Harry Lamb et le délégué allemand Nadolni, partis de Valona, débarquent à Durazzo, ils rendent visite à Essad Pacha dans le palais et ensuite l'invitent à prendre le thé dans le bateau; Essad Pacha s'y rend, accompagné de son secrétaire. M. Lamb et M. Nadolni lui communiquent le désir des puissances et lui proposent de leur livrer le Gouvernement de l'Albanie centrale et de se mettre lui-même à la tête d'une

délégation de notables et de représentants de tous les districts albanais pour se rendre à Neuwied et offrir la couronne de l'Albanie au prince de Wied, désigné par toutes les puissances comme souverain de l'Albanie.

Essad Pacha se laisse faire, remet le Gouvernement aux mains des membres de la Commission internationale du contrôle qui nomme comme gouverneur à Durazzo Aziz Pacha Vrioni, cousin d'Essad Pacha. Après avoir choisi une vingtaine de délégués dans l'élite albanaise, de toutes les villes de l'Albanie, Essad se met à la tête de cette délégation à laquelle il adjoint un interprète et un secrétaire et s'embarque pour l'Italie; il s'arrête à Rome, et, après un très court séjour dans cette ville, où la délégation fut reçue avec de grands honneurs, et où Essad Pacha fut décoré, il repart pour Vienne où d'autres honneurs l'attendent. Il y fut reçu par le comte Berchtold et par l'empereur François-Joseph. Il arriva ensuite en Allemagne, à Neuwied, où toute la délégation fut reçue dans la résidence du prince de Wied. Au nom de la délégation représentant tout le peuple albanais, Essad Pacha fit une allocution et offrit la couronne au prince, en souhaitant bonheur et prospérité au futur souverain de l'Albanie ainsi qu'à la princesse et à la nouvelle dynastie. Il l'assure de sa fidélité et de celle de toute la délégation et du peuple albanais. Le prince répondit en conséquence, après quoi la délégation s'entretint avec le souverain de tout ce qui concerne l'arrivée du prince à Durazzo, ville qui fut choisie comme capitale et où était préparé le Palais du Prince. La délégation quitta ensuite l'Allemagne, et, *via* Trieste, partit pour Durazzo, où elle arriva un jour avant le prince. La délégation fut accueillie à Durazzo avec le plus grand enthousiasme, la ville était décorée. Des délégations de toutes les villes et colonies albanaïses, de l'Ita-

lie, de Grèce, d'Egypte, Bulgarie, Roumanie, Amérique, se pressaient dans la petite ville pour pouvoir présenter leurs hommages au souverain. Des étrangers, pour la plupart Autrichiens et Italiens, y arrivèrent. Les organisateurs, Hollandais dans la gendarmerie, le général major W.-J.-H. de Weer, son grand chef, le lieutenant-colonel Thomson, le lieutenant C.-A. Mallinckrodt, le capitaine Schloss, et d'autres officiers de la mission néerlandaise, étaient présents.

L'Arrivée du Prince.

Ce fut le 7 mars 1914 que le bateau *Taurus* stoppa à Durazzo. Il faisait un temps merveilleux, la mer azurée, le palais blanc et les arbres du Jardin Royal souriaient à l'arrivée du prince. Des danses nationales, des salves tirées par les unités navales internationales célébraient sa venue. Des délégations officielles des différents gouvernements, des membres de la Commission internationale du contrôle, la gendarmerie néerlandaise, des délégués de toutes les colonies albanaises, garçons et filles des écoles de toutes les villes d'Albanie, attendaient sur le quai pour saluer le prince et la princesse. La foule grimpait sur les arbres pour y mieux voir. Essad Pacha, au nom de la délégation et de tout le peuple, monta sur un canot pour venir à bord saluer le souverain. Il fut suivi des membres de la délégation et de toutes les sommités du Gouvernement. Deux heures après, Essad Pacha sortit non plus en redingote mais habillé en général, le premier général albanais ayant reçu à bord le grade de général dont il avait pris le costume. Ce costume avait été commandé à Berlin et dessiné par Herr Professor Richard Kœtel. Quelques heures après la sortie du général Essad Pacha, d'autres visites se succédè-

rent à bord, après quoi le couple royal avec son médecin, le docteur Georges Berghauser, débarquèrent et s'installèrent dans le palais. La foule criait : « Vive l'Albanie ! Vive le Roi ! Vive Skanderbeg ! » Immédiatement, deux conseillers furent attachés à la personne du prince d'Albanie. L'un était un Italien, M. Fortunato Castoldi, alors capitaine de gendarmerie, très au courant des affaires balkaniques et particulièrement de celles de l'Albanie, ayant été membre de la Commission de la délimitation de la frontière de l'Albanie du Sud ; l'autre était un Autrichien, deux anges gardiens, si je puis m'exprimer ainsi, qui veillaient sur les pas du prince d'Albanie. La Commission internationale de contrôle livra le pouvoir au prince et désigna comme premier ministre pour former le premier cabinet officiel albanais, Turkhan Pacha, de l'Albanie du Sud, ancien ambassadeur de Turquie dans différentes capitales de l'Europe et à la cour de Nicolas II, alors en disponibilité à Constantinople. Turkhan Pacha, aussitôt arrivé à Durrazzo, s'installa dans la maison du général Essad Pacha, dont il resta l'hôte. Il constitua le premier ministère de la façon suivante :

Turkhan Pacha, Président du Conseil des ministres et ministre des affaires étrangères ;

Général Essad Pacha, ministre de l'intérieur et de la guerre ;

Mufid Bey Libohowa, ex-délégué albanais à la Commission internationale de contrôle, ministre de la justice ;

Hassan Bey Prichtina, ministre des P. T. T. ;

Docteur H. Tourtoulli, ministre de l'instruction publique ;

M. Noga, ministre des finances, remplacé plus tard par M. Adamidi.

Un ambassadeur albanais, Sureya Bey Vlora, fut nommé

à Vienne et un autre à Rome, le docteur Adamidi; un autre fut désigné plus tard pour Athènes, ce fut Mehmed Bey Konitza.

A la Cour royale, le prince prit comme chambellan Samy Bey Vrioni et deux aides de camp, Eqrem Bey Libahova et Selim Bey, fils du Vasso Pacho Skodra. Le rôle d'Ismaïl Qemal Bey Vlora fut effacé, il vivait à l'écart, tantôt sur la Riviera française, tantôt sur la Riviera italienne.

La Commission internationale de contrôle présenta à S. A. le prince de Wied un statut organique de l'Albanie en 16 chapitres, qu'elle avait élaboré conforme à la civilisation européenne et aux usages du pays, d'après la mission qu'elle avait reçue des six grandes puissances et dont nous avons parlé précédemment. Nous citons ici quelques-uns de ces textes :

Chapitre premier, article premier. — L'Albanie est constituée en principauté constitutionnellement souveraine et héréditaire, sous la garantie des six puissances.

Art. 2. — L'Albanie est indivisible, son territoire est inaliénable, les frontières de la principauté sont celles déterminées par les six grandes puissances. Ces frontières ne peuvent être changées ou rectifiées qu'en vertu d'une loi avec l'approbation préalable de six grandes puissances.

Art. 3. — L'Albanie est neutralisée, sa neutralité est garantie par les six grandes puissances. Cette neutralité n'exclut pas le droit pour l'Albanie de prendre les mesures nécessaires à la défense de son territoire. Néanmoins, le port commercial desservi par le chemin de fer international reliant la Serbie à l'Adriatique sera soumis à un régime spécial imposant l'obligation de ne pas fortifier cette place.

Art. 4. — Les traités, conventions et arrangements internationaux, de quelque nation qu'ils soient, conclus entre la

Porte et les puissances étrangères sont maintenus dans la principauté d'Albanie. Le maintien, la modification ou l'abolition des immunités et privilèges accordés aux étrangers par les capitulations sont laissés à la décision des six grandes puissances.

Remarque A. — De cet article a surgi une protestation du délégué Mufid Bey, et, plus tard, dans une séance ultérieure, une protestation de son successeur, Mehdi Bey Frasheri. Les deux lettres ont été inscrites dans le procès-verbal et nous reproduisons ici leurs copies :

« Je demande à la Commission que le régime des capitulations, héritage de la domination turque, ne soit pas maintenu en Albanie. Pour des raisons politiques et d'ordre international, j'estime que l'Albanie devrait être traitée par les puissances ses protectrices sur le même pied d'égalité que les autres pays balkaniques. En dehors de ces considérations, il est certain que l'Albanie éprouvée et appauvrie, pour se développer et se rendre viable, a besoin de son entière indépendance dans le domaine économique.

« La nation albanaise acceptant avec enthousiasme le souverain désigné par les six grandes puissances et la Commission internationale qui est la meilleure des garanties visées, fonctionnant en Albanie, les Capitulations, fardeau écrasant pour le peuple albanais, n'auraient pas raison d'être.

« *Signé : MUFID.* »

Remarque B. — « Les traités, conventions et arrangements internationaux conclus entre la Turquie et les puissances ne peuvent pas être maintenus en Albanie, sauf ceux qui sont conformes au droit public européen et qui ont un caractère

territorial, parce que tous les traités, conventions et arrangements conclus entre la Turquie et les puissances, hors ceux de la catégorie sus-mentionnée, avaient pour raison d'être le caractère théocratique du gouvernement ture et la constitution de la société musulmane, tandis que pour l'Albanie la situation est toute autre. Dans la constitution albanaise, la religion et l'Etat sont complètement séparés. L'Etat n'a pas de religion officielle, ayant à sa tête un souverain européen et de religion chrétienne. L'effort constant de mon gouvernement tendra à l'adoption d'une législation complètement inspirée par les principes de la civilisation occidentale et moderne.

« Quant à la formation de la société albanaise, elle est toute autre que celle des pays des capitulations. La nation albanaise compte, en effet, à peu près un million d'habitants dont 400.000 sont chrétiens (catholiques et orthodoxes) et 600.000 musulmans dont la moitié appartient au rite « Bektashi », lequel prohibe absolument la polygamie et les mœurs dépravées, rejette certaines pratiques religieuses et ne permet en aucune façon l'intervention de la religion dans les affaires sociales ainsi que la restriction des droits de la femme dans la société.

« La société et le gouvernement albanais ont un caractère occidental et par conséquent, les capitulations qui ont pour raison d'être le gouvernement et la législation théocratique de la Turquie ainsi que l'inconciliabilité des mœurs occidentales et asiatiques ne pouvaient être maintenues.

« Je dois ajouter que l'indépendance albanaise, reconnue par les grandes puissances exclut des capitulations qui créent plusieurs Etats dans l'Etat et mettent un obstacle à tout progrès; par conséquent, je propose la formule suivante :

« Parmi les traités, les conventions et les arrangements

internationaux conclus entre les puissances et la Porte, ceux qui sont conformes au principe du droit public européen et à la situation nouvelle de l'Albanie indépendante sont maintenus dans la principauté d'Albanie.

« *Signé : MEHDI FRASHEN.* »

Art. 6. — Les biens Vakoufs seront régis par les dispositions d'une nouvelle loi.

Chapitre II. -- Art. 7. — Le trône de la principauté albanaise est héréditaire dans la famille du Prince Guillaume de Wied, la succession est réglée selon les principes de la primogéniture en ligne mâle.

Art. 11. — En cas d'absence, maladie ou incapacité temporaire, le Prince aura la faculté de se faire représenter, soit par un membre de sa famille jouissant de l'indigénat albanais, soit par un haut fonctionnaire de l'Etat.

Art. 17. — Il a le droit de grâce et d'amnistie, ainsi que le droit exclusif de décerner des distinctions honorifiques.

Art. 19. — Il conclut des traités internationaux.

Art. 20. — La personne du Prince est sacrée. Il est irresponsable devant la loi.

Art. 24. — Toute personne d'origine albanaise résidant actuellement à l'étranger pourra, dans le délai qui sera fixé par le gouvernement, confirmer sa qualité d'Albanais moyennant une déclaration écrite et présentée à une autorité compétente.

Art. 25. — Les Albanais provenant des contrées annexées aux Etats balkaniques et ayant établi leur résidence dans la principauté d'Albanie après le 28 novembre 1912 seront considérés comme citoyens albanais, à moins d'une déclaration con-

traire de leur part dans les six mois qui suivront la promulgation du statut organique.

Art. 26. — La langue officielle du pays est la langue albanaise. Pourtant l'emploi d'autres langues parlées dans le pays sera, à titre auxiliaire et provisoire, admise dans les administrations autorisées à cet effet par le Gouvernement.

Remarque. — Le délégué albanais Mufid fait une opposition à l'égard de cet article, son opposition est inscrite dans le procès-verbal.

La principauté albanaise, au point de vue ethnologique, étant homogène, les langues auxiliaires dans les affaires politiques seraient plutôt nuisibles qu'utiles, fût-ce à titre provisoire; pourtant afin d'accorder au Gouvernement albanais le temps de faire traduire en langue albanaise les lois, ordonnances et titres (tapous), il serait utile d'admettre pour une période de cinq ans l'usage du turc comme langue auxiliaire.

« *Signé : MUFID.* »

Art. 29. — La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi, arrêté, emprisonné ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté personnelle. sauf dans le cas prévu par la loi et dans les formes légales, nul ne peut être soustrait aux juges, que la loi lui assigne, ni soumis à une pénalité non prévue par la loi.

Art. 32. — L'Albanie n'a pas de religion d'Etat. La liberté et la pratique extérieure du culte sont assurées. Dans une partie de la principauté albanaise, la différence de religion ne pourra être opposée à personne, comme motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne l'usage des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et hon-

neurs, ou l'exercice de différentes professions ou industries.

Art. 33. — Toutes les propriétés légalement acquises sont inviolables.

Art. 34. — La confiscation des biens est défendue.

Art. 35. — L'enseignement est libre... l'instruction publique primaire est obligatoire pour le jeune Albanais, partout où il existe des écoles d'Etat. L'enseignement de la langue albanaise est obligatoire dans toutes les écoles.

Chapitre IV. — Art. 40. — L'Assemblée nationale constitue l'organe législatif de la principauté d'Albanie.

Art. 41. — L'Assemblée nationale se compose de :

1° Membres de droit : les représentants religieux des musulmans (Sounnis et Bektashis) catholiques, orthodoxes et le haut commissaire albanais à la Banque Nationale Albanaise;

2° Membres élus par la population albanaise au suffrage indirect 3, par Sandjak (préfecture);

3° Membres nommés par le Prince, au nombre de dix.

Art. 53. — La durée de l'Assemblée nationale est de quatre années.

Art. 67. — Sont de la compétence du pouvoir législatif de l'Assemblée, toute modification des lois fondamentales de la principauté.

Chapitre VI. — Art. 95. — L'Albanie est divisée en sept sandjak (préfectures) : Scutari, Elbassan, Dibra, Durazzo, Bérat, Koritza et Argyrokastro.

Chapitre IX. — La force armée consiste en gendarmerie et en milice.

L'organisation de la gendarmerie avait été confiée par les

grandes puissances à la mission néerlandaise, cette dernière élabore le règlement y relatif.

Milice. — Peut être mobilisée en totalité ou en partie par décret du Prince.

Chapitre X. — Art. 159. — *Justice.* — 1° Conseil des Anciens; 2° Juge de paix; 3° Tribunal de première instance; 4° Cour d'appel.

Art. 167. — L'institution d'une Cour supérieure à celle d'appel et des Tribunaux spéciaux sont laissés à l'appréciation du Prince et de son Gouvernement.

Chapitre XI. — Art. 170. — *Culte.* — Toutes les communautés religieuses albanaises existantes sont reconnues.

Art. 171. — Elles conserveront leurs biens.

Chapitre XII. — Art. 179. — Dans les écoles indigènes, l'enseignement en langue albanaise est obligatoire; pourtant l'enseignement religieux est admis dans la langue du culte.

Chapitre XVI. — *Relations extérieures :*

Art. 211. — Le Président du Conseil en sa qualité de Ministre des Affaires étrangères sert d'intermédiaire entre le Souverain et les représentants étrangers accrédités auprès de lui. Il prend les dispositions nécessaires pour assurer l'agrément des ministres ainsi que pour l'octroi des exequaturs aux Consuls des pays étrangers; il soumet à l'approbation du Souverain les noms des représentants diplomatiques et consulaires à nommer à l'étranger.

Art. 212. — Les fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères ne peuvent être mis en disponibilité sans jugement et sans désignation des causes de cette mesure.

Quelques semaines heureuses du règne du Prince de Wied

Les fêtes continuent à Durazzo; les représentants des grandes puissances et des Etats balkaniques sont reçus au Palais avec le cérémonial ordinaire des cours, à l'occasion de la présentation des lettres de créance.

Le Ministre de France, M. le vicomte de Fontenay; le baron Loewenthall, représentant de l'Autriche-Hongrie; le baron Aliotti, ministre de l'Italie; M. Bourjella, ministre de Roumanie; M. Varatassi, ministre de Grèce, et Pante Garilovitch, représentant de la Serbie, viennent chacun à leur tour présenter leurs lettres de créances et les réceptions se succèdent au Palais.

Après quelques jours, un yacht luxueux arrive; à bord, se trouvent le Prince de Lichtenstein, la princesse sa femme, sa belle-sœur et son beau-frère.

Une semaine a passé : un croiseur amène le Duca dei Abruzzi, oncle de S. M. le roi d'Italie, qui vient apporter au roi d'Albanie le salut du peuple italien, celui de son Gouvernement et de la Dynastie Savoia; des salves sont tirées par ce navire auxquelles répondent les canons de Durazzo; des dîners sont offerts par la Cour royale et par les hauts visiteurs.

Pendant toutes ces cérémonies, le général Essad Pacha fut l'objet d'honneurs particuliers. Parmi tous ses collègues, il était regardé comme l'homme du jour; d'autres personnalités étaient arrivées à Durazzo.

M. Dillon, rédacteur du *Daily Telegraph*, avec M^{me} Dillon, amis personnels du Turkhan Pacha, étaient devenus, eux aussi, les hôtes d'Essad Pacha. Constatant de près la situation

de l'Albanie, ils écrivirent plusieurs articles en faveur de notre pays; des groupes de visiteurs vinrent par centaines de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie visiter ce nouvel Etat et lui témoigner leurs sympathies; des journalistes étrangers, pour la plupart autrichiens et italiens, affluaient et envoyaient à leurs journaux de nombreux articles sur la nouvelle Albanie; d'autres agents, chacun avec une mission spéciale, se faisant passer pour des représentants de maisons ou sociétés commerciales et industrielles, se rendaient en Albanie, et dans leurs chambres, pendant la nuit, rédigeaient des rapports qu'ils adressaient ensuite à la direction compétente des pays qui les avaient envoyés. Pendant ce temps, les patriotes albanais étaient remplis de joie en voyant leur cher pays constitué en Etat, après cinq siècles de servitude, au cours desquels tant de sang fut versé. Ils étaient heureux de voir parmi eux leur gracieuse et élégante reine accompagnée du roi Mbret, qui plus grand que le plus haut des montagnards albanais, montait un grand cheval très vif d'allures. Ils pensaient, en le voyant, à Alexandre le Grand sur Bucéphale, à Pyrrhus sur son cheval ou sur son éléphant, et ils disaient : Est-ce Skanderbeg qui, ayant pitié de son pays, ressuscite, revient pour sauver l'Albanie? D'ailleurs, la grande poétesse du Danube, Carmen Sylva, à l'imagination ardente, prédisait tout le bien que le règne de son neveu apporterait à l'Albanie, de même qu'elle-même avec son royal époux avaient glorifié et fleuri de bonheur et de prospérité leur pays adoptif : la Roumanie.

Le roi visitait, dans la capitale et les petites villes, autour de Durazzo, les mosquées et les églises, où de ferventes prières, pour le bonheur de la dynastie, furent adressées au Tout-Puissant.

Le Révérend Père Fan Nolli, simple curé en ce temps-là,

récita une litanie émouvante, dans une grande plaine hors de la ville de Durazzo, et prononça une allocution religieuse et nationale dans laquelle il adressait ses vœux fervents et sincères à la Dynastie et à la Patrie.

Mais des nuages apparurent vite dans le ciel azuré du règne du Prince de Wied et de l'Etat albanais. Est-ce que le Prince pourrait, comme jadis Skanderbeg, *deus ex-machina*, sauver la situation ? Hélas, les événements que nous relaterons vont nous donner la réponse.

Les insurgés de Siak. — Le gouvernement provisoire d'Argyrokastro. — Le bombardement de la maison d'Essad Pacha et le départ du Prince de Wied.

Il est, dans notre pays, un proverbe qui dit : « Là où il y a la pauvreté, il y a désaccord et misère ». C'est ce qui se passa en Albanie. Les six puissances protectrices de l'Albanie neutralisée lui avaient promis de souscrire à un emprunt de 75.000.000 de francs dont 10.000.000 furent payés d'avance au Prince de Wied. Cette somme servit à la construction du Palais et du Jardin royal et à couvrir d'autres frais qui furent faits pour préparer l'arrivée du Prince et son séjour.

Quant aux ressources du pays, elles consistaient uniquement dans les droits de douane établis à l'importation (11 0/0) ; mais l'importation était infime en ce temps-là. D'autres impôts et perceptions ne donnaient aucun rendement étant donnée la pauvreté provoquée pendant tant d'années par la guerre et par le régime turc qui avait laissé le pays dans un état misérable. Dans les derniers temps, d'autres malheurs s'étaient abattus sur l'Albanie. La guerre balkanique et la Conférence de Lon-

dres avaient laissé des centaines de milliers d'Albanais sous la domination des Etats balkaniques. Les Albanais de Kossovo, de Chamuria et de Dibra, tentèrent à plusieurs reprises de se libérer par les armes de la domination étrangère; les armées grecques, serbes et monténégrines tournèrent contre eux leurs canons et leurs mitrailleuses; des villages entiers furent détruits et les Albanais durent se sauver et se réfugier dans ce petit coin de l'Albanie qui, lui aussi, venait à peine d'être évacué par les armées étrangères. Il n'y avait pas un village, pas une rue sans réfugiés.

De cet état de choses profita le gouvernement épirote de Zographos, qui ne voulut jamais laisser Argyrokastro à l'Albanie; bien au contraire, les bandes épirotes se répandirent partout et partout la propagande grecque fit sentir son action; d'ailleurs, elle en possédait les moyens; elle avait pour la servir les officiers instructeurs sortis des cadres de l'armée régulière hellénique; l'argent affluait de partout à la caisse épirote, grâce à l'aide apportée par tous les Grecs de l'Europe, de l'Asie, d'Egypte et d'Amérique qui travaillaient pour la cause de l'Epire autonome.

Non contents de conserver le district d'Argyrokastro, ces bandes se lancèrent aussi contre Kortcha où était préfet le patriote albanais Pandeli Evangjelli, avec, comme adjoint, l'incomparable orateur, le regretté Abdyl Upi.

Quelque milices et une partie de la gendarmerie albanaise furent envoyées contre ces fauteurs de troubles pour défendre leur pays; des batailles eurent lieu dans lesquelles les Albanais, sous le commandement d'officiers valeureux, donnèrent l'exemple d'une bravoure irrésistible. Mais les Epirotes avaient pour eux le nombre, le matériel et l'argent.

La Cour albanaise et le Conseil des Ministres, très inquiétés

par tous ces troubles, décidèrent une expédition générale pour sauver le pays ; à la tête de cette expédition devait se mettre le roi et le ministre de la guerre, Essad Pacha. On décréta la mobilisation ; pour avoir des ressources, l'argent commençant à manquer, le président Turkhan Pacha fut envoyé dans les capitales de l'Europe. Le président Turkhan Pacha parti, la présidence du Conseil fut confiée au général Essad Pacha, qui fut alors président du Conseil par intérim, ministre des affaires étrangères, ministre de l'intérieur et de la guerre.

Mais un autre fléau ravageait aussi le pays : la propagande turque y était toujours active. Il est vrai que le fameux agitateur ture, colonel Beqir, avait été arrêté à Valona, mais d'autres agitateurs, arrivés de Constantinople ou d'ailleurs, apparurent et répandirent la croyance dans le peuple musulman de l'Albanie centrale, que la cause de toutes ses misères n'était autre qu'Essad Pacha, qui avait mis sur le trône un prince chrétien, qui n'était entouré que par des *Toske*, qu'il fallait destituer le Prince et le remplacer par un Prince impérial de Constantinople.

Le mouvement devient chaque jour de plus en plus sérieux, d'autant plus qu'il avait son centre tout près de la capitale.

Enfin, à la Cour même, des intrigues politiques venaient s'ajouter au péril de la situation. Le baron Loewenthal en fut l'instigateur ; le représentant de l'Autriche ne regardait pas d'un œil favorable la grande influence prise par Essad Pacha, dont les sentiments, pour faire équilibre à ceux de la Cour, penchaient vers l'Italie.

Le Prince et la famille royale étaient convaincus, ainsi que plusieurs Albanais, qu'Essad Pacha avait des accointances avec les Grecs, et qu'il fomentait la révolution de l'Albanie Centrale ; ils pensèrent à le supprimer, mais de quelle façon ?

Déjà, des agents autrichiens étaient venus, en qualité de mécaniciens à la Cour; on les envoya pour installer l'électricité et le téléphone dans la maison où habitait Essad; là, ils visitèrent minutieusement toutes les pièces de la maison jusqu'à la chambre à coucher, et connurent ainsi le plan de la demeure ainsi que la distance qui la séparait du Palais.

La situation du mouvement insurrectionnel s'étant aggravée, Essad Pacha sentit un changement dans la conduite observée à son égard, soit par la Cour, soit par quelques nationalistes albanais, soit par les officiers hollandais; il en fit part à ses collègues Mufid Bey et Hassan Bey Prichtina, Docteur Turtulli, et voulut démissionner; ceux-ci au contraire, le prièrent de s'abstenir de tout doute et méfiance. Le général, pour être tranquille, demanda, un soir, audience et fut reçu avec Mufid Bey par le Prince. En sa présence et celle de son gendre, Sami Bey Vroni, chambellan du Prince, Essad remit à ce dernier sa démission, motivée par les soupçons qui planaient sur lui, et le pria de lui permettre d'aller à Vienne en qualité de ministre de l'Albanie, ou même comme simple particulier, si le Prince l'ordonnait, pourvu que Son Altesse se chargeât de ses biens et lui envoyât une certaine somme pour vivre. S. A. le saisit par le bras et lui dit : « Général, vous êtes mon bras droit, j'ai besoin de vous; soyez tranquille; restez au poste que je vous ai confié et ne doutez de rien. Le pays a besoin de votre bras ».

Ils causèrent encore quelques minutes; Essad Pacha quitta le Palais et se rendit chez lui. Le lendemain, il s'occupa, avec tous les ministres, des affaires du pays et, le soir, tous ses collègues restèrent chez lui jusqu'à minuit, après quoi, ils se retirèrent et Essad alla dormir dans la chambre à coucher. A l'aube, tout à coup, les officiers hollandais, suivis de deux cents

jeunes gens armés, du parti adverse d'Essad, vinrent, par ordre du Prince, encercler sa maison, forcèrent la porte et réclamèrent au nom du Prince, l'arrestation d'Essad et celle de ses gardes. Une dizaine d'hommes qui gardaient sa maison s'opposèrent à leur entrée; une petite fusillade eut lieu; Essad Pacha, surpris dans son sommeil, demanda la raison de cet acte de violence. On lui donna quelques minutes pour réfléchir et se décider à se rendre; sinon, on le tuerait; il prend alors son revolver et tire; des canons sont dressés dans le jardin royal face à sa maison qu'ils bombardent tirant droit sur sa chambre; Essad s'oppose à l'envahissement de sa maison et tire avec son revolver. Un deuxième et un troisième coup de canon font crouler la maison. Il crie alors qu'il se rendra aux Italiens et fait avertir la légation royale. Après une trêve de quelques minutes, des marins de la délégation italienne arrivent; avec eux, sort Essad Pacha, sa femme et ses bonnes. Ils passent devant le Palais. Le Prince était sur le balcon; Essad veut lui parler; on ne le lui permet pas et on le conduit à bord du bateau autrichien « Sigevar »; il y resta un jour: des discussions diplomatiques aiguës s'élevèrent entre Consulta et Ballplatz; la première prévalut. Les Italiens sauvent Essad Pacha des mains du Prince et des Autrichiens. Le croiseur autrichien abandonne son prisonnier après lui avoir fait signer un acte par lequel Essad Pacha s'engage et donne sa parole d'honneur de ne pas revenir en Albanie sans autorisation du Prince. Il est conduit sur un bateau italien et, de là, dirigé sur Naples. Ses hommes furent mis en prison et, parmi les premiers, son secrétaire. Je passe sous silence ce que ce dernier a souffert quoique injustement; d'ailleurs, quelle importance a la vie ou la mort d'un homme quand la vie d'un pays entier est en danger?

Notre but est de décrire ici, non pas les personnes, mais les grands événements qui se sont déroulés dans l'histoire de l'Albanie et qui ont eu pour conséquences les phases de bonheur ou de malheur de notre pays.

Ainsi, Essad Pacha, depuis ce jour, vit en Italie, tandis qu'à sa place est nommé Akif Pacha Elbassani, son adversaire politique quoique cousin.

Le Prince et les adversaires d'Essad Pacha crurent que le bombardement de la maison d'Essad Pacha et son éloignement suffiraient pour pacifier l'Albanie, la sauver du danger épirote et assurer au Prince un règne de paix, de prospérité et de tranquillité. Hélas ! quelques jours seulement s'étaient à peine écoulés que tous déjà se rendaient compte qu'ils étaient déçus dans leurs calculs !

Les Insurgés contre le Prince de Wied.

Le mouvement qui était d'abord dirigé tant contre le Prince que contre Essad Pacha ne menaça plus que le Prince qui avait fait bombarder Essad Pacha dans sa maison.

D'après les agitateurs, Essad Pacha était le martyr ; l'acceptation du Prince de Wied lui avait été imposée par la force. Les deux buts du mouvement insurrectionnel furent les suivants :

1° Nous ne voulons pas le Prince de Wied, mais un prince impérial de Constantinople, et,

2° Nous voulons Essad Pacha en Albanie.

A ces deux points adhérèrent aussitôt tous les partisans d'Essad Pacha et le mouvement devint général.

Le Prince envoya contre eux des forces sous le commandement d'officiers hollandais, des milliers de Mirdites, sous la

conduite de Mgr Boumçi et de Mark Gjoni, débarquèrent à Durazzo pour sauver la capitale menacée et son roi. Des patriotes albanais se rangèrent comme volontaires au premier rang et se dirigèrent vers Shiak, contre les insurgés; mais là, ils furent battus, ayant succombé devant la supériorité numérique des insurgés. Des officiers hollandais furent tués et faits prisonniers; des patriotes albanais tombèrent également aux mains de l'ennemi et, parmi eux, Louis Gourakouqi; leurs canons et les munitions devinrent la proie des insurgés qui progressèrent ensuite et installèrent leur pouvoir et leurs fonctionnaires dans toutes les villes de l'Albanie centrale; Tiranna, Pékin, Kavaja, Elbassan, Loushna, Fieri, Bérat et même à Valona. A la tête de ce mouvement, se trouvaient un sheik, le Sheik Hamdi, le Moufti de Tiranna Moussa Qazim, Mustafa Ndroqi, Hadji Qamil, Osman Pitsari et Osman Bali et certains autres de deuxième plan. Le Prince et la Commission internationale de contrôle discutent alors la gravité de la situation. Cette dernière se rend à Shiak, quartier général des insurgés, à 5 kilomètres de Durazzo, pour leur conseiller l'apaisement; ceux-ci restent irréconciliables et exigent avec insistance l'éloignement immédiat du Prince de Wied. Ils livrent des assauts contre Durazzo. Dans un moment d'effroi, le Prince, menacé, quitte le Palais avec la Princesse et se réfugie sur le « Misurata », croiseur italien en rade de Durazzo. La panique gagne la ville; dans un moment de calme relatif, le Prince sort de nouveau de son abri et revient dans son Palais.

Un autre malheur vient accabler aussi l'Albanie. Les forces autonomistes épirotes descendirent jusqu'à Bérat. Elles en furent chassées par les insurgés, mais elles attaquèrent ensuite Kortcha, gouvernée, comme nous l'avons déjà dit, par M. Pan-

del Evangueli et Abdyl Upi. Des Albanais accoururent pour venir à l'aide de Kortcha, mais ils se trouvèrent tout à coup entre deux feux : celui des Epirotes d'un côté et, de l'autre côté, celui des insurgés qui voulaient étendre leur pouvoir jusqu'à cette région. Kortcha tomba au pouvoir des Epirotes. C'est alors que le colonel Thomson fut envoyé à Corfou par le Prince, avec mission de négocier avec M. Zographos et les autres représentants de l'Empire autonome ainsi qu'ils se qualifiaient. La Commission internationale de contrôle prit part aussi à ces négociations et l'on conclut le pacte de Corfou, par lequel on reconnaissait certains endroits et privilèges aux habitants des deux districts (Argyrokastro et Kortcha), pacte qui ne donna satisfaction ni aux autonomistes, ni aux Albanais.

Le colonel Thomson, rentré à Durazzo, assumait le commandement de la place de Durazzo; avec le peu d'Albanais qu'il lui restait, il fit une sortie contre les insurgés; il combattit héroïquement, mais, hélas! une balle l'atteignit et il tomba victime de son devoir et de sa mission, pleuré par tous les patriotes albanais. La panique augmenta dans la ville et au Palais; d'autre part, la caisse manquait de l'argent nécessaire pour payer les troupes de la défense. Turkhan Pacha avait trouvé les portes fermées dans les capitales d'Europe. Son ancien ami, Sazonof de Russie, lui répondit que, après le bombardement de la maison d'Essad Pacha et en présence de l'anarchie qui régnait en Albanie, on ne pouvait pas lui avancer sur l'emprunt que l'Albanie avait autorisé à contracter.

La guerre mondiale était proche; Essad Pacha avait quitté l'Italie et résidait à Paris, d'où, par l'Italie, la Grèce et la Serbie, il parvint à la frontière albanaise, se mit à la tête de 10.000 Dibrans albanais et arriva à Tiranna.

En présence de cette situation et assailli par les insurgés, le Prince abandonna le trône et le pouvoir entre les mains de la Commission internationale du contrôle; il s'embarqua précipitamment avec la Princesse, son personnel, les quelques ministres et le peu de fonctionnaires qui lui étaient restés attachés et vint en Italie. De là, il envoya un message au peuple albanais. Ensuite, après un court séjour en Italie, il partit en Allemagne et prit du service dans un régiment de l'armée allemande, victorieuse en ce temps-là, lui, le Prince d'un Etat neutralisé! Les insurgés de l'Albanie centrale entrent à Durazzo.

CHAPITRE IV

Essad Pacha Président du Gouvernement d'Albanie. — L'Albanie pendant la guerre. — Intrigues austro-turques en Albanie Centrale. — Les Insurgés contre Essad Pacha. — Intervention de l'Italie dans la guerre. — Occupation de Valona par les Italiens. — Appui albanais prêté à la retraite des Serbes. — Essad Pacha déclare la guerre à l'Autriche. — Les Serbes quittent l'Albanie. — Essad Pacha et les Italiens quittent l'Albanie occupée par les Autrichiens et les Bulgares.

L'ALBANIE PENDANT LA GUERRE.

Avant qu'Essad Pacha fût arrivé à Tirana, c'est-à-dire à près de 40 kilomètres de Durazzo, le Prince de Wied s'embarqua sur la « Misurata », précipitamment, avec son entourage, et gagna l'Italie. Pendant quelques jours, Durazzo fut sous la domination des insurgés, appelés Ehli-Kéjami ou Millet, mots turcs albanisés ou plutôt usités en ce temps-là en Albanie, et qui se traduisent en français par le « insurgés ou le peuple ».

Nous avons dit qu'ils avaient installé leur autorité dans toute l'Albanie du Centre et une partie du Sud et là, avaient arrêté tous les partisans de Wied; les insurgés étaient aussi contre les Beys, ils les arrêtaient (sauf ceux qui réussirent à se sauver en Italie ou en Grèce) et firent en sorte que, même les partisans du Prince de Wied souhaitèrent le retour d'Essad Pacha.

Or, quand celui-ci revint de son exil, et rentra en Albanie, tous respirèrent. Le gouverneur de Durazzo, qui s'insurgea contre le Prince de Wied, lui livra la ville et le Gouvernement de Durazzo; tout le peuple, insurgés, wiedistes, neutres, se soumirent à lui. Il libéra les prisonniers politiques. Les représentants de toutes les villes, réunis en assemblée à Durazzo, le nommèrent président du Gouvernement d'Albanie, commandant en chef, etc..., etc... Le peuple élut ses représentants : « le Sénat »; Essad Pacha nomma ses ministres, partout il rétablit l'ordre; son autorité et son influence s'étendirent même en Mirditie et chez les Malissores. C'est alors qu'eut lieu un événement de première importance. L'Autriche-Hongrie, par l'intermédiaire de ses agents, fit des avances et de grandes promesses au général Essad Pacha en vue d'obtenir de lui que l'Albanie se mît du côté des Empires centraux; propositions qui furent repoussées nettement par Essad Pacha.

2° Le représentant de la Bulgarie lui fit des propositions analogues, elles furent rejetées comme les premières et Essad Pacha fit part de cette communication à M. le vicomte de Fontenay, qui la transmit au quai d'Orsay.

3° La Turquie intervenait dans la guerre en faveur des Empires centraux et contre l'Entente, ses agents firent à Essad Pacha les mêmes propositions qui lui avaient été faites par les Autrichiens et les Bulgares.

Les Austro-Turcs intensifièrent leur propagande et firent courir le bruit à l'intérieur qu'Essad Pacha était vendu aux Serbes. Des insurgés se levèrent contre lui. Ils lui écrivirent que s'il se mettait du parti de l'Autriche et de la Turquie, tous l'adoreraient; qu'il devait leur livrer les représentants de la France et de la Serbie, sinon ils envahiraient Durazzo.

Essad Pacha convoqua en Conseil les ministres et les chefs

des troupes, leur fit part des propositions des insurgés et des Empires centraux ainsi que des menaces qui lui étaient adressées, au cas du refus des propositions. J'ai encore aux oreilles les mots qu'il prononça en dernier lieu.

« Nous sommes en présence de deux groupes : celui des Empires centraux, qui ont commencé la guerre par des victoires, à cause de leur préparation militaire; celui de l'Entente, qui n'a pas encore connu le succès. Je peux vous confirmer que des trois puissances de l'Entente, la Russie possède une armée inépuisable; que les Français sont des patriotes ardents, qu'ils combattront jusqu'au dernier soldat et qu'à côté d'eux, il y a une Angleterre qui ne se lassera jamais, qui entraînera aux côtés de l'Entente tous les Etats de l'Europe, les Japonais et toute l'Asie et, si c'est nécessaire, trouvera des alliés dans les quatre coins du monde; elle en fera venir même du fond de la mer et du ciel en cas de besoin. L'Entente triomphera à la fin. Ne mettons pas notre pays contre elle. Soyons neutres et même bienveillants à l'Entente dans l'intérêt de notre pays. »

Le Conseil approuva à l'unanimité le discours du président et repoussa les propositions des insurgés; ceux-ci se scindèrent en deux parties : l'une attaqua Durazzo et même le bombardra; l'autre installa ses autorités à l'intérieur de l'Albanie.

Les Serbes, voyant Durazzo menacé et craignant les conséquences qui pouvaient s'ensuivre si Essad Pacha abandonnait Durazzo entre les mains des insurgés et des agents austro-tyrques, vinrent en aide à Essad Pacha. Celui-ci rétablit immédiatement l'ordre et fit arrêter les principaux agitateurs du deuxième mouvement insurrectionnel. Il en fit exécuter quelques-uns qui s'étaient compromis aussi dans le mouvement précédent dirigé contre le Prince de Wied.

4° Les Italiens se préparaient à venir en aide à l'Entente et à combattre contre les Autrichiens. Ils occupèrent militairement Valona, craignant de voir ce port tomber entre les mains des Autrichiens et devenir ainsi un danger pour l'Italie et pour les opérations navales de l'Entente. Il faut noter ici que les perceptions des douanes et du port étaient faites pour le compte du Gouvernement albanais.

5° Les Monténégrins occupent de nouveaux territoires.

6° L'héroïque armée serbe, après une résistance acharnée, ne pouvant plus tenir tête aux Autrichiens et Allemands d'un côté, et aux Bulgares de l'autre côté, décida de battre en retraite et vint se réfugier en Albanie avec son indomptable roi qui a dit : « J'abandonne mon pays et mes biens dans la main des ennemis, car je peux les regagner, mais j'emporte avec moi l'honneur national que je ne laisserai jamais se perdre, car, une fois perdu, il ne se regagne jamais ». L'héroïque Alexandre aussi, fatigué, mais plein de fierté nationale, fit la retraite comme chef de cette armée légendaire. Le vieux Pashitch, père de la grande Serbie, et tout le Conseil des ministres, les fonctionnaires et les civils, les femmes, les vieillards, les enfants, tous glorieux et fiers, quoique exténués par les privations, passèrent par l'Albanie.

Le général Essad Pacha, son gouvernement, son entourage, tous les Albanais de Scutari, de l'Albanie du Centre et du Sud, hommes, femmes et enfants, sensibles aux douleurs de ce peuple voisin, oublièrent le passé et firent tout ce qui dépendait d'eux pour soulager ses souffrances. Je laisse parler ainsi les éminents hommes d'Etat serbes, les correspondants de guerre et les auteurs français, et je renvoie aux quelques passages ayant trait à l'appui que les Albanais prêtèrent à la

retraite des Serbes ainsi qu'à celle des missions militaires sanitaires et des Croix-Rouges alliées qui traversèrent l'Albanie.

Le regretté Vesnitch, par exemple, ancien ministre de Serbie à Paris, et, plus tard, président du Conseil du Royaume S. C. S., dit, dans une brochure intitulée : *Les Aspirations nationales de la Serbie* :

« Nous ne pouvons ni ne voulons oublier que le Gouvernement albanais, présidé par Essad Pacha, a observé une conduite non seulement loyale, mais aussi franchement amicale envers les alliés dans cette guerre. De même qu'il ne veut pas être ingrat envers ses grands alliés, pour tous les secours qu'ils lui ont prodigués, de même le peuple serbe ne peut, non plus, être ingrat envers le Gouvernement d'Essad Pacha qui a, loyalement et d'une manière chevaleresque, soutenu et favorisé sa pénible retraite à travers l'Albanie et le sauvetage du reste de son armée et de ses réfugiés. »

S. M. le roi du S. C. S., lors prince héritier de Serbie et généralissime de l'armée, après un court séjour à Scutari, au lieu de l'embarquer à Saint-Jean-de-Médua, vint à terre à Durazzo.

En réponse aux souhaits de bienvenue que lui adressa le secrétaire d'Essad Pacha, au nom du Gouvernement et du peuple albanais, le prince s'exprima en ces termes : « Dites à S. E. le Président du Gouvernement, que jamais nous ne l'oublierons et que nous le considérons comme notre fidèle allié pour le concours et l'appui que lui, son gouvernement et l'Albanie nous ont réservés et dont nous leur sommes très

reconnaissants. S. A. R. resta à Durazzo une quinzaine de jours jusqu'à l'embarquement de toutes les troupes serbes.

De la même façon s'exprime Henry Barby, correspondant de guerre du « Journal », dans son livre « l'Épopée serbe », en ce qui touche l'appui accordé à tous les alliés. De même, Jacques Bourcart, dans « l'Albanie et les Albanais », et plusieurs autres auteurs et journalistes alliés.

L'aide du Gouvernement albanais consista d'abord dans une neutralité bienveillante à l'égard des alliés, hospitalisation, etc., concédée par des sentiments d'humanité. Quand la flotte autrichienne commença à bombarder le port et les baraques de Durazzo, où se trouvaient la farine et les aliments destinés aux réfugiés et à l'armée serbe, quand les sous-marins autrichiens apparurent devant Durazzo et torpillèrent les petits bateaux portant drapeaux albanais, et après que les sujets autrichiens, allemands et bulgares intensifièrent leur propagande à Durazzo, Essad Pacha déclara la guerre à l'Autriche et notifia aux représentants autrichiens et bulgares d'avoir à quitter Durazzo avec tous leurs ressortissants. On leur accorda un délai pour leur permettre de faire leurs préparatifs de départ et l'attitude du Gouvernement albanais fut très chevaleresque à leur égard; M. Leihanets, le chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie et M. Georgieff de Bulgarie exprimèrent au Gouvernement albanais leurs remerciements au nom de leurs gouvernements et de leurs ressortissants. Ils s'embarquèrent pour l'Italie et, de là, par la Suisse, regagnèrent leurs pays respectifs.

Pendant ce temps-là débarque à Durazzo le bataillon français de Lovtchen : quelle joie pour les Albanais; mais il ne resta que trois jours et repartit pour la France.

Arrive alors la mission militaire française : colonel Four-

nier, colonel Collardet, plus tard attaché militaire à Washington, le général de Mondésir et tant d'autres militaires, médecins, diplomates et journalistes français.

Arrive également la British Mission Adriatic, présidée par le colonel Dartnell et, plus tard, le général anglais Taylor. Tous furent accueillis avec enthousiasme et tout le possible fut fait par le Gouvernement albanais pour les aider.

Entre temps, les troupes bulgares, poursuivant les Serbes, s'approchent de l'Albanie; la flotte autrichienne apparaît de temps en temps pour quelques heures devant Durazzo, bombarde la ville et disparaît; les avions lancent des bombes jour et nuit sur la ville.

Essad Pacha signale la gravité de la situation, met le peu de soldats qu'il possède dans les rangs des alliés pour empêcher l'invasion ennemie et protéger l'embarquement des Serbes. Il demande aux alliés, Français, Italiens, Anglais et Russes, des renforts pour protéger et défendre, dans l'intérêt non seulement de l'Albanie, mais des alliés, ce coin de l'Adriatique. Les alliés le lui promettent; les Serbes sont tous embarqués pour Corfou et 5.000 Italiens seulement débarquent à Durazzo.

Les troupes bulgares ont occupé toutes les villes de l'Albanie sauf Durazzo et les environs; toutes communications avec les forces albanaises des autres villes sont coupées. Essad Pacha et le général italien Ferrero, unissent leurs forces. Un matin, les Autrichiens, avec des forces supérieures, occupent la place Shkami « Sasso-Bianco » qui domine Durazzo et parviennent *ante portas urbis*.

La flotte italienne arrive à Durazzo. M. Piacentini fait réveiller Essad Pacha, lui annonce la chute de Sasso-Bianco,

l'entrée imminente des ennemis à Durazzo et le risque qu'ils courent de tomber prisonniers s'ils retardent leur départ. Il l'invite à se réfugier sur un navire italien. Essad Pacha s'y oppose et cherche à obtenir de partir avec tout son gouvernement, ses troupes et les représentants diplomatiques qui se trouvaient auprès de lui. Le chargé d'affaires italien télégraphie à Rome la demande d'Essad Pacha et, après quelques heures, lui communique la réponse du baron Sonnino, alors ministre des Affaires étrangères d'Italie : « Le Gouvernement italien invite, au nom de l'Entente, à s'embarquer et à se rendre en Italie, le général Essad Pacha, président du Gouvernement de l'Albanie, avec tout son gouvernement, ses troupes et les représentants diplomatiques ». Essad Pacha communique cette décision aux représentants de Serbie et de Grèce, et les invite à le suivre. Le représentant de Grèce décida de rester à Durazzo, la Grèce étant alors neutre.

Essad Pacha, avec son gouvernement et le représentant diplomatique de Serbie, M. Tihomir Popovitch, s'embarquent sur un contre-torpilleur italien et arrivent à Brindisi et, de là, partent pour Rome, tandis que les troupes et les autres fonctionnaires s'embarquent dans les transports italiens et, via Valona, débarquent à Naples. De là, ses troupes furent conduites à l'île de Ponsa. A Rome, Essad Pacha fut accueilli par le Prince lieutenant, le président du Conseil M. Salandra, et le ministre des Affaires étrangères baron Sonnino, et fut félicité pour le concours qu'il avait apporté à la défense de Durazzo ; le Gouvernement italien lui conféra la Grand-Croix des Saint-Maurice et Lazare. Après quelques discussions avec le Gouvernement italien, il part pour Paris et, de là, visite Londres.

A Paris, le président du Gouvernement albanais fut reçu

par le Président de la République, M. Poincaré; par le Président du Conseil et par le Ministre des Affaires étrangères; il fut invité à aller visiter le front, les usines Schneider et fut fait grand officier de la Légion d'honneur; à Londres, Lord Paget lui souhaite la bienvenue de la part de S. M. le roi britannique, il fut reçu aussi au Foreign Office et par Lord Kitchner. Essad Pacha était accompagné par le général Filips. Le Doctor Dillon, rédacteur du « Daily Telegraph », son ami personnel, témoin de ses sentiments vis-à-vis de l'Entente et la gracieuse M^{me} Dillon, furent tous les deux heureux de le voir à Londres. Ils avaient apprécié le concours que le président d'un peuple et d'un pays qu'ils aiment avait apporté à l'Entente. Ils avaient eux-mêmes toujours appuyé les revendications albanaises par leurs œuvres et par la presse.

L'ordre de Saint-Georges fut conféré à Essad Pacha. Les presses italienne, française et anglaise dédient des articles élogieux au président du Gouvernement albanais et aux Albanais, les félicitant de leur attitude vis-à-vis des Serbes et des alliés en général.

Mais, après les discussions avec le baron Sonnino, et les honneurs rendus par les Alliés à Essad Pacha, celui-ci ne considère pas son œuvre comme accomplie. Il ne pense qu'à continuer sa mission et à contribuer à la future victoire des alliés, qu'il croit sûre et certaine. Il demande audience auprès de M. le Président du Conseil à Paris, et, après avoir eu l'impression au cours de cette audience que la France était fière d'avoir le Président du Gouvernement Albanais et ses troupes dans les rangs alliés, il s'embarque à Toulon sur un croiseur mis à sa disposition par le Gouvernement de la République et arrive à Salonique, où le général Sarrail, non sans instructions préalables de Paris (comme il l'avoue dans son

livre : « Mon Commandement en Orient ») le reçoit avec des honneurs dignes d'un chef d'Etat.

Essad Pacha installe son gouvernement à Salonique, ses ministres et son drapeau bicolore « rouge et noir ». M. le Vicomte de Fontenay, ministre de France; M. L. Krajevsky, délégué de la Commission Internationale du Contrôle en Albanie; M. Tihomir Popovitch, ministre de Serbie, ne l'ont jamais abandonné officiellement et sont auprès du Gouvernement Albanais. La Grèce nomme son chargé d'affaires, M. Franghista. Le Consul de Russie à Salonique, par ordre de son gouvernement, remplit les fonctions de chargé d'affaires du Tsar de toutes les Russies auprès du Gouvernement d'Albanie. 600 soldats arrivent de Ponza sur un transport français à Salonique; d'autres Albanais, qui viennent d'être recrutés, y sont adjoints et, de la sorte, le tabor albanais atteint le chiffre de douze cents hommes. Une mission d'officiers instructeurs français leur est attachée; les Albanais s'adaptent très vite et facilement à la nouvelle tactique de l'art militaire français. On leur désigne sur le front d'Orient un secteur très étendu, ils s'y sont distingués par la résistance qu'ils ont opposée, les assauts qu'ils ont livrés contre l'ennemi; ils en ont tué, capturé; leur sang se mêle à celui de leurs camarades alliés pour le triomphe de la liberté et les droits de tous les peuples, grands et petits. Essad Pacha est décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre; son tabor est cité à l'ordre du jour; plusieurs soldats ont la Croix de guerre. Un doux rêve, une douce espérance, qui tourne en une conviction inébranlable, soutient tous ces gens. Ils croient en l'avance des alliés, à la libération des territoires albanais occupés par les ennemis qui permettra le recrutement de toute la population

de ces territoires en vue d'écraser l'ennemi, et contribuera encore plus largement à la victoire finale.

UNE BREVE CONCLUSION DE L'APERÇU GENERAL DE LA CONDUITE DES ALBANAIS PENDANT LA GUERRE.

Voilà quelle fût l'attitude d'Essad Pacha et de ses troupes en Albanie et, plus tard, sur le front d'Orient, jusqu'au jour où le Commandant en Chef des Armées alliées d'Orient sut imposer les conditions d'armistice aux ennemis.

Mais, durant ce temps, d'autres Albanais, dans d'autres coins de ce front, ne manquèrent pas de témoigner la cordialité de leurs sentiments vis-à-vis des alliés. Par leur attitude loyale, par leur sang versé, ils ont contribué aussi, au triomphe des alliés, pour la liberté et les droits des peuples.

Dans la circonférence de Kortcha, par exemple, où fût proclamée la République de cette ville, sous la protection militaire française, les Albanais, officiers et soldats, combattirent avec les troupes du général Salles, colonel Decoins, commandant Mortier, etc., etc., et surent se distinguer. Citations à l'ordre du jour, décorations de la Légion d'honneur leur furent décernés par les autorités militaires.

A Valona et à Argyrokastro aussi, des Albanais de ces districts combattirent avec gloire aux côtés des troupes italiennes, toujours avec le même idéal : la réalisation des droits de tous les peuples et, par conséquent, de leurs propres droits. Le général Ferrero s'exprime avec éloges sur leur compte.

Si je me suis étendu sur la description du gouvernement d'Essad Pacha, l'attitude de ses fonctionnaires et de ses troupes ainsi que sur l'attitude de tous les Albanais qui ont eu la

possibilité d'être en liaison avec les armées alliées, ce fut dans le but de démontrer deux choses : 1° Que l'Albanie, constituée en état indépendant par la Conférence des Ambassadeurs à Londres en 1913 et reconnue par toutes les puissances, n'a pas cessé d'exister en tant qu'Etat malgré les divers événements intérieurs survenus avant et pendant la guerre. Les gouvernements changent, mais les Etats restent; d'ailleurs, certains représentants étrangers demeurèrent toujours accrédités officiellement auprès du Gouvernement Albanais comme ils l'étaient auparavant et cela avec juste raison car la conduite loyale de tous les Albanais pendant la guerre a prouvé aux puissances de l'Entente que les Albanais méritaient leur indépendance.

CHAPITRE V

§§ a et b) Armistice; Empêchement apporté à l'entrée d'Essad Pacha et de ses troupes en Albanie. — § c) Le traité secret de Londres de 1915. — § d) La proclamation de la République de Kortcha. — § e) La proclamation du général Ferrero à Argyrokastro. — § f) Le gouvernement de Turkan Pacha à Durazzo et la délégation albanaise de Turkan Pacha à Paris. — § g) Essad Pacha et sa délégation à Paris. — § h) L'Albanie devant le Conseil Suprême. — § i) L'Assemblée Nationale Albanaise de Loushina et le Gouvernement de Tirana. — § j) L'assassinat d'Essad Pacha.

§§ a et b) L'ARMISTICE, L'EMPECHEMENT APPORTE A L'ENTREE D'ESSAD PACHA ET DE SES TROUPES EN ALBANIE.

Après bien des alternatives au cours de la plus grande guerre que le monde ait inscrite dans son histoire, comme extension des fronts, comme nombre des combattants et comme perfectionnement des moyens destructifs, après tant de sang versé et des écroulements des pays tout entiers, après tant de larmes et tant d'angoisses, tant de vieilles fortunes disparues et quelques nouvelles apparues, les armes des Alliés triomphent, l'Allemagne et ses alliés donnent des signes de faiblesse et d'épuisement. Les troupes alliées remportent la victoire définitive. L'armistice est signé le 11 novembre 1918. Partout tonnent les canons, partout fêtes de joie! Mères,

sœurs, épouses et enfants, attristés par l'absence de leurs fils, frères, époux et pères se préparent à les chérir! Combattants de tous les rangs, même ceux que la mauvaise chance a jetés dans les mains des ennemis, espèrent revoir bientôt leurs foyers, embrasser les êtres aimés, réparer ce qui n'est pas complètement ruiné et détruit. A Essad seul et à ses soldats albanais de Salonique, la fortune n'avait pas réservé ce bonheur. Pour quelle raison? Deux ans auparavant, Essad Pacha, quoique accueilli avec de grands honneurs à Rome, en qualité de Président du Gouvernement de fait, avait eu, quelques jours après, des discussions (comme nous avons dit) avec le Baron Sonnino, ministre des Affaires Etrangères d'Italie, à la suite desquelles il ne voulut pas rester en Italie avec son gouvernement et ses troupes et consentir aux conditions imposées par l'Italie.

Cette fois-ci aussi, ceux qui étaient en tête du Gouvernement italien crurent qu'Essad Pacha, trop lié avec les Serbes, n'accepterait jamais les conditions que la Consulta lui poserait. Le Gouvernement italien de cette époque avait demandé au Gouvernement français de prier Essad Pacha de ne pas rentrer dans les frontières de l'Albanie. La France, quoique reconnaissante à Essad Pacha de son attitude vis-à-vis de la cause des Alliés, fit part à ce dernier du désir de l'Italie, ne voulant pas mécontenter sa puissante sœur latine avec laquelle elle avait souscrit le traité secret de Londres du mois d'avril 1915, dont nous parlerons dans le chapitre suivant.

§ c) LE TRAITE SECRET DE LONDRES.

Tandis que les Albanais, depuis longtemps, aidaien les Alliés de toutes leurs forces, ce traité, autant injuste que funeste pour l'Albanie, fût conclu le 26 avril 1915 entre l'Italie d'une part et l'Entente (c'est-à-dire l'Angleterre, la France et la Russie) d'autre part, et signée par leur représentants à Londres, Sir Edward Grey, sous-secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Etrangères d'Angleterre, comte Beckendorff, Jules Cambon et marquis Imperiali. Dans le texte de ce traité, les grandes puissance, France, Grande-Bretagne, Russie et Italie, rédigèrent sans délai une convention militaire, et déterminèrent le minimum des forces militaires que la Russie s'engagerait à opposer à l'Autriche-Hongrie au cas où cette dernière jetterait toutes ses forces contre l'Italie.

Dans le 2^e article, l'Italie, de son côté, se chargeait de mener la guerre par tous les moyens dont elle dispose, en accord avec la France, la Grande-Bretagne et la Russie et contre tous les Etats en guerre avec elles.

Dans l'article V, Note 2^e, il est dit : « Les districts adriatique suivants seront, par la coopération des puissances de l'Entente, incorporés aux Etats de la Croatie, Serbie, Monténégro...

« ...Dans le Sud de l'Adriatique, là où la Serbie et le Monténégro sont intéressés, toute la côte, depuis le cap Planka jusqu'à la rivière Drin avec les très importants ports de Spalato... et Saint-Juan-de-Medua (1).

« ARTICLE VI. — L'Italie reçoit en pleine possession (autres textes disent : propriété) Valona, l'île de Sasano, et une

(1) Port de l'Albanie.

portion de territoire suffisante pour assurer cette position au point de vue militaire, approximativement entre le fleuve Voïoussa au Nord et à l'Est et le district de Chimara au Sud. »

Dans l'article VII, l'Italie ne peut pas s'opposer à la formation d'un petit Etat Neutre en Albanie, dont le droit de diriger les affaires extérieures sera concédé à l'Italie, celle-ci ne s'opposera pas au désir possible de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, de partager entre le Monténégro, la Serbie et la Grèce, les territoires frontières du Nord et du Sud de l'Albanie. Le littoral méridional de l'Albanie, depuis la frontière du territoire italien de Valona jusqu'au cap Stylos est soumis à la neutralisation.

On voit que les puissances qui combattaient pour le droit des peuples disposaient impitoyablement du sort d'un pays, qui n'était pas « *res nullius* » mais dont l'indépendance avait été proclamée et les frontières constituées, même pas deux années avant. Ce traité resta secret bien longtemps, jusqu'à ce que les documents bolchevicks le mirent en lumière. Quelle déception eurent les Albanais quand ils connurent ce malheur, quelle affolement, quelle horreur ! On pourrait faire un volume entier avec le seul recueil des envois de protestations adressées aux Grandes Puissances et à la Maison Blanche de Washington, par les Albanais résidant en Amérique, Roumanie, Egypte, Suisse, France et partout ailleurs. Même individuellement, partout où se trouvait un Albanais, soit par la presse, soit à l'occasion d'une entrevue avec un homme d'Etat ou un politicien des Grandes Puissances, partout il manifestait son indignation et protestait contre cet infâme traité tandis qu'en Albanie, les Autrichiens, après avoir arrêté tous les partisans d'Essad Pacha et en général les Albanais connus comme ententophiles, procédaient au recrutement des Albanais.

§ d) LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE DE KORÇA

C'est alors que les troupes du général Sarrail avancement aux environs de Kortcha et s'entendent avec certains chefs Albanais qui se trouvent près de la zone autrichienne, tels que Thémistocles Shermeni et autres qui s'adjoignent aux Alliés. Le colonel Descoins, au nom du Gouvernement Français, proclame la République Albanaise de Kortcha, placée sous la protection militaire française, en signant de protocole de Kortcha (1). Le drapeau national de Skanderbeg est hissé au milieu de l'enthousiasme des Albanais, drapeau qui plus tard fût baissé pour livrer la ville entre les mains des Vénizélistes. Cette reddition blessa les officiers albanais qui, les larmes aux yeux, rendirent leurs décorations aux autorités militaires françaises.

§ e) LA PROCLAMATION DU GÉNÉRAL FERRERO

Plus tard, le général Giacinto Ferrero, commandant en chef des troupes italiennes à Argyrokestro, proclama l'indépendance de l'Albanie, sous l'amitié et le protectorat de l'Italie. Le 3 juin 1917 fut publiée la proclamation suivante, traduite de l'Italien :

Armée Italienne.

Commandement du XV^e Corps d'Armée.

A toutes les Populations Albanaises !

Aujourd'hui, 3 juin 1917, heureux anniversaire des liber-

(1) Ce protocole fut signé le 10 décembre 1916, par le Colonel Descoins, d'une part, commandant militaire du territoire, aux noms des autorités militaires françaises et, d'autre part, par 14 notables de la population albanaise de Kaza qui sont : Basil Sinyjello, Nicola Vangjel, Hysen Dishnica, Basil Kondi, Hakki Chemsheddin, Konstandin Noska, Shakir Shaban, Emin Rakio, Rani Disnitra, Rafail Avram, Tefik Rushid, Eftim Calli, Salir Babani, Lambro.

tés statutaires italiennes. Nous, lieutenant général, Giacinto Ferrero, commandant du XV^e Corps d'Armée, par ordre du Gouvernement du Roi Victor Emmanuel III, proclamons solennellement l'unité et l'indépendance de toute l'Albanie sous l'égide et la protection du Royaume d'Italie.

Albanais, vous aurez par cet acte des institutions libres, des milices, des tribunaux, des écoles dirigées par des citoyens albanais, vous pourrez administrer vos propriétés, le fruit de votre travail pour votre avantage personnel et pour le bien toujours plus grand de votre pays.

Albanais, où que vous soyez, libres déjà sur votre territoire propre ou exilés à travers le monde, ou encore assujettis à des dominations étrangères, aux généreuses promesses, mais en fait, violentes et déprédatrices, de race noble et très ancienne, vous avez des souvenirs et des traditions séculaires, qui vous relient à la civilisation romaine et vénitienne; vous connaissez la communauté des intérêts italo-albanais sur la mer qui nous sépare, mais aussi qui nous réunit. Unissez-vous tous, tant que vous êtes, hommes de bonne volonté, ayant foi dans les destins de notre noble patrie, accourez tous à l'ombre des pavillons italien et albanais pour prêter un serment éternel à l'objet de la proclamation faite aujourd'hui au nom du Gouvernement Italien, l'Albanie indépendante avec l'amitié et la protection de l'Italie.

Argyrocastro, 3 juin 1917.

Signé : *Le Lieutenant général commandant
le XV^e Corps d'Armée,*

Giacinto FERRERO.

Dans la proclamation du général Ferrero, nous voyons que le Gouvernement Italien de ce temps-là était déjà maître du

territoire de l'Albanie, car ses troupes avancent et plus tard entrent même à Durazzo, et, pensant qu'elle est complètement débarrassée d'un rival séculaire en concurrence avec elle pour la question albanaise, l'Italie se croit la seule puissance qui peut régler le sort de l'Albanie. Or, elle abroge et rend caduc le traité secret de Londres par lequel l'Albanie est partagée, elle tâche de faire une grande Albanie, mais maintient toujours son protectorat sur cette grande Albanie. Contre ce protectorat aussi les Albanais du dehors ont murmuré et protesté tandis que ceux qui étaient placés sous l'occupation militaire italienne agissent toujours sous son influence et son inspiration craignant de voir appliqué le traité secret de Londres s'ils manifestaient par des moyens de violence leur indignation. Cependant, parmi le peuple, l'idée de l'indépendance et de rejet de toute dépendance étrangère reste toujours vivante.

Quant à Essad Pacha, pour les raisons déjà indiquées, il ne pouvait pas entrer en Albanie et se préparait à aller à Paris pour plaider la cause albanaise devant le Conseil Suprême réuni déjà pour la Conférence de la Paix. Sous l'influence italienne se réunit à Durazzo une assemblée nationale où fut appelé comme Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères l'ancien président du Gouvernement du Prince de Wied, Turkhan Pacha, qui élit ses collaborateurs et fixa le programme d'action du gouvernement au point de vue intérieur et extérieur.

§ f) LE GOUVERNEMENT DE TURKHAN PACHA ET LA
DELEGATION A PARIS. — PROGRAMME DU GOUVER-
NEMENT PROVISOIRE ALBANAIS.

Conformément aux désirs exprimés par l'Assemblée Nationale Albanaise, dont le Gouvernement provisoire est l'émanation directe, le programme consiste principalement dans ces deux points :

- a) Maintien de la tranquillité et de l'ordre à l'intérieur et réorganisation des différentes branches de l'Administration;
- b) Défense à l'étranger de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Albanie et des droits souverains du peuple albanais dans les limites des frontières ethniques.

Action intérieure. — Pour le développement de son programme intérieur, le Gouvernement provisoire doit prendre immédiatement les mesures suivantes :

1° Les délégués aux différentes branches de l'Administration doivent préparer le plus tôt possible les projets relatifs aux matières de leur compétence.

Pour faciliter sa tâche, le Gouvernement provisoire fera immédiatement les démarches nécessaires auprès du Gouvernement Royal d'Italie en vue de demander des conseillers spécialistes rétribués par l'Etat Albanais, pour l'Administration intérieure, le Service sanitaire, pour la Justice, pour les Finances et Douanes, pour les Travaux publics et pour les Postes et Télégraphes.

2° Les délégués pour les Affaires intérieures procéderont immédiatement à la réorganisation et au développement de la gendarmerie et de la milice, et, dans ce but, le Gouverne-

ment provisoire demandera au Gouvernement Italien deux officiers supérieurs, avec le personnel et le matériel nécessaire comme armes, équipements, etc., étant donné que les contrées de l'Albanie du Nord récemment occupées par les Serbes sont devenues le foyer de la propagande d'Essad Pacha, le Gouvernement provisoire demandera l'intervention du Gouvernement d'Italie, afin que ces contrées soient évacuées par les troupes Serbes et occupées par des troupes italiennes jusqu'à la conclusion définitive de la paix.

En même temps, le Gouvernement provisoire recommandera aux autorités locales la plus sévère vigilance contre les hommes d'Essad Pacha en vue d'empêcher tout agissement, de leur part, nuisible à l'intérêt du pays.

4° Pour régler la question monétaire, le Gouvernement provisoire Albanais tâchera d'entrer en relations, par l'intermédiaire du Gouvernement Italien, avec une banque italienne, laquelle se chargera d'ouvrir une succursale en Albanie dont le fonctionnement sera réglé selon les conditions préalable-ment établies entre elle et le Gouvernement provisoire.

5° En se basant sur les dépenses mensuelles des branches de l'Administration qui se trouvent déjà en fonction et en y ajoutant les dépenses afférentes aux autres services à créer ainsi que celles concernant la milice et la gendarmerie, le Gouvernement provisoire doit préparer au plus tôt un budget pour un trimestre, lequel, après, devra servir de base au budget définitif.

6° Aux minorités qui seront comprises dans les frontières ethniques de l'Albanie, seront garantis les mêmes droits que ceux dont jouiront les majorités et on leur fera les plus larges concessions dans les limites de la constitution et compatibles avec les droits de souveraineté de l'Etat albanais.

D'un autre côté, le Gouvernement provisoire fera tout son possible afin que les mêmes droits soient reconnus aux minorités albanaises qui pourront rester hors des frontières de l'Albanie indépendante.

Action extérieure. — Pour le développement de son programme extérieur, le Gouvernement provisoire prendra immédiatement les dispositions suivantes :

1° Le Gouvernement provisoire fera tout son possible pour solliciter l'acceptation des demandes qui ont été déjà présentées aux Ministres des Affaires Etrangères des Grandes Puissances de l'Entente, ainsi qu'au Président Wilson, afin que la délégation albanaise soit admise à la Conférence de la Paix.

2° La Délégation albanaise à la Conférence de la Paix sera sous la présidence de S. E. Turkhan Pacha et aura pour membres Mgr Louis Bumci, Mehmed Bey Konitza, le docteur Turtulli Bey et Midhat Bey Fracheri.

La délégation aura aussi un nombre suffisant d'experts et de secrétaires.

3° Du moment que le Président du Gouvernement provisoire, en sa qualité de Président de la Délégation, devra résider à l'étranger pendant tout le temps que sa présence sera nécessaire à la défense des intérêts albanais à la Conférence de la Paix, il devra procéder immédiatement à la constitution du bureau de la Présidence qui aura deux sections : la première de ces sections sera dirigée par Mehmed Bey Konitza, délégué pour les Affaires Etrangères et s'occupera des affaires politiques et consulaires ; l'autre sera dirigée par M. Louis Guracuki, délégué pour l'Instruction publique et le service

de la propagande extérieure et s'occupera des affaires ordinaires et du service de la presse.

Durazzo, le 24 janvier 1919.

Approuvé et signé : TURKHAN.

Le Vice-Président du Gouvernement provisoire,

BIB-DODA.

Les Membres du Gouvernement provisoire :

Signé : PEIZI ALIZOTTI, SAMI VRIONI, MEHDI FRASCHERI, LUIGI GURACUKI, P. POGA, MUSTAFA ASSIM KRUJA, MGT BUMCI, MUFID LIBOHOVA, MEHMED KONITZA.

Nous recueillons ce texte de la revue albanaise « Opinga », N° 2, page 29, dont quelques numéros apparurent à Paris.

Ainsi que nous avons vu, le Gouvernement provisoire avait prévu aussi l'envoi à Paris d'une délégation sous la présidence de Turkhan Pacha. Cette délégation, arrivée à Paris, fût reçue par le Conseil Suprême au sein duquel fut constituée une sous-commission spéciale en vue d'examiner la question d'Albanie.

C'est par elle que fut reçue la Délégation Albanaise, qui exposa les revendications albanaises. Dans le memorandum qu'elle présenta, elle traite de l'origine des Albanais, de l'injustice commise envers les Albanais par la Conférence de Londres 1913, des moyens d'extermination dont se servent Grecs et Serbes dans des territoires habités par les Albanais et elle conclut en rappelant la phrase de Tacite sur les Germains qui « ubi solitudinem faciunt pacem appellant ». Les Albanais d'Amérique, de Constantinople et de Roumanie, envoyèrent aussi leurs délégations à Paris pour intéresser le

Conseil Suprême et les hommes d'Etat du nouveau et de l'ancien monde au sort de l'Albanie. Ces délégations présentèrent leurs memorandums au Conseil Suprême.

§ g) ESSAD PACHA A PARIS

A la fin, Essad Pacha arriva à Paris, prétendant qu'il était seul qualifié pour revendiquer les droits de l'Albanie, étant donné la part que son Gouvernement avait prise à la guerre aux côtés des Alliés. Il présenta lui aussi un memorandum au Conseil Suprême, dans lequel il fait valoir les services rendus par lui à la cause des Alliés, il se plaint et proteste contre le traité secret de Londres de 1915 qui, injustement, partage l'Albanie et la condamne à la servitude. Il demande la restauration de l'Albanie souveraine et indépendante ainsi qu'elle fut constituée par la Conférence de Londres de 1913, avec les frontières que les Grandes Puissances elles-mêmes lui avaient définies au cours de la dite Conférence.

Il visita aussi les diverses personnalités françaises et autres alliées, ainsi que M. le Président Wilson, auquel il parla dans le même sens et dont il reçut l'assurance qu'il prendrait en considération les revendications albanaises.

Nous voyons donc que toutes ces délégations, en dépit des différends et discussions qu'elles avaient eus entre elles, avaient comme but commun de donner des éclaircissements aux alliés et au Conseil Suprême et d'obtenir une solution qui réglerait équitablement le sort de l'Albanie. Presque toutes condamnent le traité secret de 1915, invoquent les divins principes du Président Wilson sur les droits des peuples et s'opposent à la volonté des autres peuples de traiter certains pays

comme marchandises ou objet d'échange sans leur consentement; l'autonomie doit régner.

§ h) L'ALBANIE DEVANT LE CONSEIL SUPRÊME

Le Gouvernement Italien, dès le début, attacha la plus grande importance à la discussion de la question albanaise et envoya comme attachés à la Délégation italienne les personnalités les plus compétentes comme M. Castoldi et M. Calli; les Yougoslaves aussi ont attaché à sa délégation M. A. Radovitch, ancien Président du Conseil des Ministres de Monténégro et d'autres compétents.

La Délégation yougoslave, dès le début, a remis à la Conférence de la Paix un memorandum en faveur de l'Albanie indépendante telle qu'elle fut constituée en 1913, dont nous reproduisons ici le texte :

Copie du Memorandum de la Délégation Yougo-Slave.

« La Délégation du Gouvernement serbo-croate-slovène considère que l'intérêt général, la paix et la tranquillité de la Péninsule Balkanique exigent que le territoire albanais, tel qu'il a été délimité à la Conférence de Londres, forme un Etat indépendant, conformément à l'esprit des décisions de cette Conférence. Une telle solution mettrait les tribus albanaïses en mesure de travailler elle-mêmes à la formation de leur propre Etat, et serait en accord avec le principe « Les Balkans aux peuples balkaniques », principe qui est la base essentielle de la tranquillité et du développement paisible des peuples balkaniques.

« Au cours de cette guerre, le Gouvernement provisoire de

l'Albanie, avec la majeure partie du peuple albanais, s'est rangé du côté de l'Entente en aidant, suivant ses moyens, la cause commune des Alliés; en agissant ainsi, il ne pouvait ne pas espérer recevoir la garantie de sa liberté.

« Toutefois, dans le cas où la Conférence considérerait ne pas pouvoir appliquer en cette matière les décisions prises en 1913 à Londres et serait disposée à reconnaître à un Etat étranger un droit d'occupation ou de protectorat sur la totalité ou sur une partie dudit territoire, nous devons déclarer nous réserver le droit de sauvegarder nos intérêts vitaux dans ces contrées, consacrés par treize siècles de voisinage et de vie commune avec les tribus albanaises, en revendiquant les mêmes privilèges pour notre Etat. »

Aussitôt après l'ouverture de la Conférence arriva à Paris une délégation d'Epirotes ayant comme membres MM. Parmenides, Karapanos et Bammichas qui, dans leur memorandum, se basant *sur le pacte de Corfou*, « réclamèrent une modification des frontières albanaises de 1913 et demandèrent les districts d'Argyrokastrò et de Koritza ».

Deux autres délégués, MM. Spiro Milio et Adamidi, arrivèrent à Paris pour intensifier la propagande grecque en vue d'obtenir ces deux districts; d'autre part, le Gouvernement Italien de Tittòni est moins favorable à l'Albanie que le gouvernement qui l'avait précédé. Tous les journaux publièrent même que M. Venizelos avait obtenu que Kortcha fût donnée à la Grèce. D'autres journaux mettaient en lumière certaines discussions du Conseil Suprême ayant pour but de mettre l'Albanie sous le mandat italien. Ils faisaient aussi mention d'autres discussions au cours desquelles, pour apaiser le conflit Italo-Yougoslave, le Conseil Suprême promettait Scutari

aux Yougoslaves et où l'Italie tâchait de faire reconnaître par le Conseil Suprême la possession de Valona, qu'elle occupait militairement depuis longtemps. D'un autre côté, eut lieu l'accord Tittoni-Venizelos à Rome, où M. Tittoni se montrait favorable à la cession aux Grecs des districts d'Argyrokastro et Kortcha ou en Aisie-Mineure.

Grande était la préoccupation des Albanais. De partout des memorandums, des protestations, des plaintes furent adressées au Conseil Suprême et au Président Wilson en vue de réfuter les arguments de M. Carapanos et de prouver que ces deux districts étaient purement albanais. Les Colonies Albanaises protestèrent contre la nouvelle mutilation de l'Albanie.

§ 1) L'ASSEMBLÉE NATIONALE LOUSHNA

C'est alors que le peuple albanais considère le Gouvernement provisoire de Durazzo comme incapable d'accomplir la rude tâche de la défense des droits albanais ; il le croit tout à fait lié aux Italiens. Il se révolte et l'Assemblée nationale de Loushna destitue le premier Gouvernement nommé sous l'influence italienne et constitue un Conseil de Régence composé de 4 membres appartenant aux trois religions d'Albanie : M. Akif Pacha Elbassani, Abdi Bey Toptani, Mgr Bumci, évêque l'Alessio, et docteur M. Turtulli. Le parlement est élu. Ce gouvernement, afin de n'être plus placé sous l'influence de l'Italie, qui avait conservé encore des troupes à Durazzo, choisit comme siège de gouvernement Tirana. C'est un gouvernement national. Les membres sont : Seleiman Delvina, Ahmet Bey Mati, Ndoc-Çoba, Hodja Kadri, Sotir, Peci, Mehmet Bey Konitza. Le nouveau Gouvernement désigna Mgr Bumci comme président de la Délégation albanaise à Paris.

Voici la copie de la lettre envoyée aux diverses délégations des Gouvernements alliés ou associés par une commission des maires et notables de Valona et des environs :

« Monsieur le Premier Délégué,

« Les habitants de Valona et de cette province, étonnés et alarmés par suite des dernières déclarations faites par le Ministre des Affaires Etrangères, M. Tittoni, à la Chambre Italienne, plus particulièrement au sujet de la cession de la ville et de la province de Valona aux Italiens, protestent énergiquement contre l'injuste prétention italienne.

« Les habitants de Valona et de la province profitent de cette occasion pour protester aussi énergiquement contre toutes les mesures qui ont pour but l'annexion de la ville même et qui sont contraires aux droits des gens et contraires au protocole de Londres, solennellement affirmé en 1913.

« La population de Valona et de sa province, craignant cependant que l'Italie cherche avec tous les moyens possibles de mettre en doute les réels sentiments de cette population, invite avec empressement les puissances à y envoyer des représentants pour constater que Valona et sa province désirent faire partie de l'Etat indépendant de l'Albanie et qu'elles sont absolument hostiles à toute annexion, même sous une forme déguisée, à n'importe quelle Puissance étrangère.

« Les habitants de la ville de Valona et de sa province, au nom des nobles principes pour lesquels votre Glorieuse Nation a versé le sang, supplient votre Excellence de daigner pren-

dre en considération les droits de Valona et restent avec le plus profond respect,

« Vos obéissants serviteurs.

« *Les maires et les notables :*

« Signé : OSMAN NURI, DURO SHASKA, MUHARREM HAMZAI, VEHBI HAMRARAT, BEGIA SULO, HASAN SHARA, QAZİM KOKOSHI, SPIRO KOLEKA, ALIM MUHAMED, MYRAT MIFTAR, YMER RADHIMA, ABAS MEZINI, GUMBARDI, HAMZO ISSA, REDJEP SULEIMAN. »

Le premier soin de l'Assemblée nationale de Loushna fut de protester contre tous les bruits qui se répandaient par la presse concernant les décisions prises par le Conseil Suprême à l'égard de l'Albanie.

Voici le texte de la protestation adressée à la Conférence de la Paix :

« L'Assemblée nationale réunie ici à Loushna, unanimement a voté une protestation contre la décision prise par l'Angleterre, la France et l'Italie, de démembrer l'Albanie au profit de la Yougoslavie, de la Grèce et de l'Italie, mettant ainsi en application le Traité de Londres 1913.

« La même Assemblée aujourd'hui a voté sans opposition l'ordre du jour suivant :

« 1° L'Assemblée nationale proteste contre la décision qui condamne au démembrement un Etat neutre et connu comme l'une des plus anciennes nations de l'Europe, en faisant ainsi le jeu des visées impérialistes des gouvernements voisins. L'Assemblée nationale fait appel au monde civilisé, la priant de prendre en considération les principes proclamés par le

Président des Etats-Unis et par les représentants des gouvernements de l'Entente, à la suite d'une guerre qui a délivré un grand nombre des nations du joug étranger.

« L'Assemblée demande une complète indépendance, les frontières ethnographiques et naturelles, juste réparation des injustices faites par le Congrès de Berlin et la Conférence des Ambassadeurs de 1913.

« 2° L'Assemblée décide de n'accepter aucun mandat ou protectorat étranger.

« 3° L'Albanie n'a d'autres prétentions que d'occuper une place dans la Péninsule Balkanique et de voir mettre fin aux misères pour n'avoir plus qu'à se réjouir d'une vie de paix et d'harmonie avec les Etats voisins.

« Les Albanais sont prêts à faire toute espèce de sacrifice, même jusqu'à la dernière goutte de leur sang, pour combattre toute décision qui pourrait mettre en danger leur indépendance et leur intégrité territoriale.

« Lushnia, 2 février 1920.

« *Le Président du Congrès National de l'Albanie,*

« Signé : AQIF PACHA ELBASANI. »

D'un autre côté, s'élevèrent les protestations des Albanais habitants d'autres pays, parmi lesquelles nous citerons la plus courte :

« Au Président du Sénat des Etats-Unis, à Washington,

« En dépit du droit des Nations, les Diplomates Européens décident de résoudre la question de l'Adriatique en accordant des districts purement Albanais : Valona, Koritza,

Scutari, Argyrokastro, comme compensation aux convoitises de nos voisins.

« Menacés aujourd'hui de disparaître, nous vous adressons cet appel désespéré pour empêcher un pareil crime contre l'antique peuple Albanais, dont l'indépendance fut reconnue déjà à Londres en 1913.

« Implorons votre assistance.

« Signé : STAVRO CAROLI.

« *Président de la Colonie Albanaise de Roumanie.* »

Le nouveau Gouvernement albanais changea aussi les membres de la Délégation à Paris et nomma comme Président Mgr Bumci, assisté du docteur Turtulli et de M. Mehmed Bey Konitza.

§ j) L'ASSASSINAT D'ESSAD PACHA

A cette époque, le général Essad Pacha Toptani fût assassiné, en plein midi, dans le couloir de l'Hôtel Continental, le 13 juin 1919, par un jeune Albanais de Libohovo, Avni Rustem; cet assassinat fut mentionné dans les journaux français et de tous les pays. Le procès a eu lieu devant la Cour d'assises de la Seine.

La partie civile fut représentée par M^e Lyon-Caen et M^e Frésage, avocats à la Cour, le défenseur de l'assassin fut M^e de Monzie, sénateur du Lot. L'assassinat fut qualifié : crime passionnel et l'assassin fut acquitté par le Jury de la Seine. Ainsi, après l'assassinat de Prenk Bib-Duda et la mort d'Ismail Kemal Bey, périt, avec ses qualités et ses défauts, le général Essad Pacha Toptani, qui occupa des pages entières dans l'histoire de l'Albanie, et fut l'objet de nombreux articles dans tous les journaux

du monde, qui relatèrent les services rendus aux alliés sous son gouvernement. Il était Grand Officier de la Légion d'honneur et avait reçu de très hautes distinctions des Gouvernements Anglais, Italien, Grec et Yougoslave. Ce dernier considéra la mort de celui qui présidait en Albanie pendant la retraite serbe comme un deuil national et la Scoupshtina suspendit ses séances. Le Président du Conseil Yougo-Slave, quand il annonça l'assassinat devant la Chambre, exprima ses regrets en termes très élogieux pour Essad Pacha et le Gouvernement Albanais.

C'est en ce temps que l'Albanie dut combattre pour délivrer Valona de l'occupation militaire italienne, et les troupes italiennes évacuèrent Valona. Le Gouvernement Italien envoya à Tiranna le Baron Alliotti pour négocier, ces négociations furent un échec pour l'Italie qui, plus tard, délégua le Comte Manzoni, qui conclut un traité avec le gouvernement de Tiranna. Par ce traité les Italiens abandonnent Valona; 2° Le Haut-Commissaire, M. Castoldi, prend le titre de Ministre d'Italie et son domicile celui de « Legazione d'Italie en Albanie », les Italiens tiennent provisoirement l'île de Sasano. Quelques jours plus tard, M. Giolitti déclare officiellement au Conseil des Ministres, à la Chambre et aux journalistes que l'Italie renonce à ses prétentions sur Valona.

Les difficultés des Albanais au Congrès de la Paix.

Comme nous le voyons, l'Albanie, au cours de cette période, eut beaucoup à lutter tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et les Albanais eurent toutes les difficultés pour défendre leur cause devant le Congrès de la Paix; d'autre part, surgit aussi la question de Fiume entre l'Italie et les Yougo-Slaves. L'Ita-

lie, ainsi que le Conseil Suprême, pour affermir le différend Italo-Yougo-Slave, n'hésitent pas à considérer l'Albanie comme objet d'échange dont le sort est lié à celui de Fiume. Ils s'avancent même jusqu'à mettre la Yougo-Slavie dans l'alternative d'accepter leur solution ou le traité de Londres de 1913. Voilà, par exemple, quelques lignes d'un mémoire défavorable à l'Albanie, signé par MM. G. Clemenceau (France), Frank Polk (Amérique), Eyre A. Crowe (Angleterre), et un communiqué adressé le 9 décembre 1919 à M. Scialoia, premier délégué italien à la Conférence de la Paix, et Ministre des Affaires Etrangères d'Italie.

« Les amis de l'Italie se sentent donc contraints à faire un nouvel effort pour arriver à un arrangement qui concilierait la réalisation des ambitions et des aspirations légitimes de l'Italie, avec les revendications équitables des Etats voisins, en même temps qu'avec les intérêts suprêmes de la paix du monde.

« 5° L'Italie recevra de la Société des Nations mandat d'administrer l'Etat indépendant d'Albanie. On a joint au présent memorandum un projet de la forme que dans l'opinion des trois représentants soussignés, devrait revêtir pareil mandat. Les frontières de l'Albanie au Nord et à l'Est, seront celles qui ont été fixées par la Conférence de Londres de 1913. La frontière méridionale reste un objet de négociations. Néanmoins, pour ne pas retarder un règlement général par des négociations à ce sujet, l'arrangement provisoire ci-après détaillé pourrait être adopté.

« La Grèce occupera le territoire situé à l'Ouest et au Sud d'une ligne de démarcation ayant le tracé suivant (voir les cartes au 1/200.000^e de l'Etat-Major Autrichien).

« Du mont Tomba à la frontière Nord de Grèce, vers le

Nord-Ouest, le long de la crête de la chaîne Nemercha jusqu'à Vouïssa.

« De là, en suivant cette rivière vers l'aval par Tepeleni et Mira jusqu'à la cote 98.

« De là, vers le Sud, passant entre les villages de Lepst, Martolozit et de Zemblar.

« De là par les cotes 1840 et 1225 jusqu'au point situé à environ 3 kilomètres Sud-Sud-Est de la cote 1225.

« De là, vers l'Ouest, en passant immédiatement au Nord de Ploïjan.

« De là, vers le Sud-Est jusqu'à la cote 1669.

« De là, vers l'Ouest et le Nord-Ouest, jusqu'à la cote 2025.

« De là, vers le Sud-Ouest, jusqu'à la cote (immédiatement au Sud d'Aspri Ruya).

« Le triangle compris entre une ligne allant de la cote 98 sur le Voïussa (entre Baba et Sinanaj) au lac Malik, à la frontière grecque et la ligne de démarcation ci-dessus mentionnée fera l'objet de négociations ultérieures entre les trois représentants alliés soussignés, d'une part l'Italie et la Grèce, d'autre part, les trois représentants alliés agissant au nom de l'Albanie.

« 6° La ville de Valona avec l'hinterland strictement nécessaire à sa défense et à son développement économique, sera attribuée à l'Italie en pleine souveraineté. »

Le Conseil Suprême et le mandat à l'Italie.

Un autre mémoire, qui avait précédé la communication ci-dessus faite à M. Scialoïa fut signé par les représentants des Gouvernements des Etats-Unis, Britannique et Français.

Il dit que les 3 gouvernements désirent reconnaître l'indé-

pendance de l'Etat Albanais, ils considèrent que l'Etat d'Albanie aura besoin, dans les limites indiquées au § 4 de l'article 22 des statuts de la Société des Nations, du conseil et de l'assistance administratifs de l'une des grandes puissances. Par sa situation géographique et sa capacité économique, l'Italie est indiquée en premier lieu pour cette tâche.

Les Gouvernements des Etats-Unis, Britanniques et Français sont, par conséquent, désireux de confier à l'Italie un mandat sur l'Etat d'Albanie, sous les conditions contenues dans les statuts de la Société des Nations. Ils considèrent que ces conditions pourraient fournir la base de l'acceptation par l'Italie de ce mandat, et qu'elles devraient être incorporées dans une convention à conclure entre le Gouvernement Italien et les gouvernements des principales puissances alliées et associées. Les titres d'une telle convention seraient les suivants :

Un deuxième memorandum du Gouvernement Italien fut ensuite adressé, le 10 décembre 1919, celui-ci accuse réception du communiqué des Grandes Puissances.

Plus tard, le Président du Conseil des Ministres de l'Italie, dans un mémoire daté du 6 janvier, demande l'exécution du pacte de Londres.

L'opposition Yougoslave. — Ces décisions se heurtent aux protestations de la Délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui sont exposées dans une note remise le 8 janvier 1920 au Conseil Suprême.

Nous citerons ici seulement les passages concernant l'Albanie.

La Délégation Yougoslave écrit :

« En Albanie, toute notre frontière serait dominée par les positions albanaises se trouvant aux mains de l'armée italienne qui aurait une base pendante à Valona et qui pourrait rapidement créer d'autres bases.

« De cette façon, à partir de la frontière autrichienne, au Nord, en suivant la Mer Adriatique jusqu'au point extrême de notre frontière Sud en Albanie, notre pays serait complètement exposé à l'invasion de l'armée italienne. Une situation pareille, créant d'un côté une telle supériorité militaire et une si grave infériorité de l'autre, ne pourrait jamais assurer la paix, mais serait plutôt un encouragement aux entreprises de guerre...

« Le mandat sur l'Albanie fait naître, inévitablement, à l'esprit, une comparaison avec le mandat conféré à l'Autriche-Hongrie sur la Bosnie-Herzégovine par le Congrès de Berlin.

« ...C'est notre peuple qui a ressenti directement les conséquences du mandat sur la Bosnie-Herzégovine et voilà pourquoi nous craignons que le mandat d'Italie en Albanie, pays plein d'étincelles et dans lequel notre Etat possède des intérêts vitaux, ne soit, malgré les meilleures intentions des hommes d'Etat, la cause de malentendus qui, par la suite naturelle des choses, produiraient à leur tour, et pour les mêmes raisons, ses effets désastreux.

« ...En ce qui concerne l'Albanie, il y a lieu, pour des raisons d'ordre économique et de sécurité, de corriger la frontière établie par la Conférence de Londres de 1913. Sur beaucoup de points, cette frontière est impossible au point de vue

géographique et injuste pour nous, parce qu'elle a été fixée sous la pression de l'Autriche et de l'Allemagne. Elle devra être corrigée de façon à ce que la rive droite du Drin Noir continue la frontière occidentale de notre Etat, que les tribus Clémenti et Castrati soient rattachées au Monténégro et que la partie supérieure de la rive droite de la Boyana, dont la rive droite dans son cours moyen est inférieure appartient déjà au Monténégro, reste également à l'intérieur de nos frontières.

« En dehors de toute correction, notre délégation, ainsi qu'elle l'a déjà déclaré dans son memorandum et dans ses notes sur l'Albanie, considère comme meilleure la solution qui maintiendrait l'Albanie, dans ses limites de 1913, en tant qu'Etat indépendant, avec une administration autonome.

« Nous considérons que l'Albanie possède des éléments suffisants pour s'administrer elle-même et qu'elle saura s'administrer aux points de vue économique et politique d'une manière plus appropriée que si elle était soumise à une administration étrangère quelconque.

« Dans le cas où cette solution ne serait pas acceptée et où la partie méridionale de l'Albanie serait attribuée à d'autres Etats, notre délégation revendique la partie septentrionale jusqu'au Drin, attribution qui serait conforme aux anciennes intentions des grandes puissances qui, dans le passé, avaient projeté de réunir cette partie de l'Albanie aux deux Etats serbes, la Serbie et le Monténégro; notre Etat possède d'anciens droits sur ces terres, Scutari est l'ancienne capitale de souverains serbes, notre peuple a versé des torrents de sang pour Scutari, surtout pendant les combats de 1913 qui ont coûté à la Serbie plusieurs milliers de ses soldats et au Monténégro un tiers de son armée. C'est pour répondre aux

désirs des grandes puissances que les troupes serbes et monténégrines ont évacué, en 1913, Scutari et l'Albanie du Nord. L'Autriche nous menaçait de la guerre. A cette époque, Scutari aurait été incorporé au Monténégro si celui-ci avait consenti à céder à l'Autriche-Hongrie le Loutchen ou seulement à le neutraliser.

« Pour la Serbie centrale et le Monténégro, la vallée de Drin est la seule voie directe, ainsi que la plus courte et la plus naturelle vers l'Adriatique. C'est pour cette raison que nous sommes intéressés au plus haut degré à la construction de l'important chemin de fer Danube-Adriatique, qui doit suivre la vallée du Drin.

« Si l'Albanie du Nord était attribuée à notre pays, notre délégation consentirait à ce que Scutari reçut une autonomie analogue à celle que nous proposons pour Fiume et Zara. »

Proposition du Conseil Suprême à M. Trumbic. — Proposition remise à M. Pachitch et à M. Trumbic par M. Clemenceau, président de la Conférence de la Paix, à une réunion tenue au Quai d'Orsay le 13 janvier 1920 :

« L'Italie gardera Valona, suivant les stipulations du Traité de Londres, et elle aura en outre un mandat sur l'Albanie. Les frontières de l'Albanie du Nord seront l'objet d'un remaniement... Les districts albanais qui passeront ainsi sous l'administration de l'Etat Serbo-Croate-Slovène, jouiront en tant que province autonome, d'un régime spécial, analogue à celui qui est stipulé aux termes du Traité de Paix avec l'Autriche, pour la province ruthène autonome de la Tchéco-Slovaquie. La frontière méridionale de l'Albanie sera constituée par la ligne proposée par les délégués français et britanniques, en laissant Argyrocastro et Coritza à la Grèce. »

Autres propositions. — Des propositions revisées sont remises à M. Pachitch et à M. Trumbic sur la question de l'Adriatique par M. Clemenceau, président de la Conférence de la Paix, à une réunion tenue au Quai d'Orsay, dans l'après-midi du 14 janvier 1920, auxquelles, dans la réunion tenue le lendemain, la délégation a répondu ainsi :

Réponse des Yougoslaves. — ...Quant à l'Albanie, la délégation du royaume des S. C. S. fait remarquer à nouveau, comme elle l'a fait dès le début, que la meilleure solution serait de confier l'administration de l'Albanie, telle qu'elle a été créée par la Conférence des Ambassadeurs de Londres de 1913, à un gouvernement local autonome. Au cas où cette solution ne serait pas acceptée, et si l'on adoptait définitivement l'attribution envisagée en faveur d'autres Etats de parties du territoire albanais, il faut que la frontière septentrionale soit l'objet des remaniements... les districts albanais jouiront, en tant que province autonome, d'un régime spécial, analogue à celui qui est stipulé pour la province ruthène autonome de la Tchéco-Slovaquie.

Dernier délai accordé par M. Clemenceau à la délégation Yougoslave. — Après la remise de cette note, M. Clemenceau fit connaître à la délégation Yougoslave que ses observations ne pouvaient être prises en considération, et que la délégation Yougoslave était invitée à faire savoir, dans un délai de quatre jours, si elle acceptait la proposition du 14 janvier; dans le cas contraire, la France et l'Angleterre devraient autoriser l'Italie à appliquer le Traité de Londres...

Communication de MM. Clemenceau et Lloyd George aux Etats-Unis. — Copie du télégramme remis au nom de M. Cle-

menceau et de M. Lloyd George à l'ambassadeur des Etats-Unis, pour être transmis à Washington, le 22 janvier 1920 :

« ...En ce qui concerne l'Albanie, un effort a été fait pour donner satisfaction aux besoins essentiels de toutes les parties intéressées. Les détails de l'administration de ce pays par la Yougoslavie, l'Italie et la Grèce, ne sont pas encore élaborés, mais en y travaillant on ne perdra pas de vue les sentiments et les intérêts futurs du peuple albanais. »

Réponse de M. Wilson. — Note du président Wilson en date du 10 février 1920 :

« Le Président a examiné avec le plus grand soin le télégramme... Le mémorandum du 9 décembre maintenait dans une large mesure l'unité de l'Etat d'Albanie. Celui du 14 janvier partage la population albanaise, en dépit de ses protestations véhémentes, entre trois puissances étrangères différentes.

« Le fait que les représentants de la Yougoslavie, placés devant l'alternative du Traité de Londres, pourraient se sentir forcés d'accepter une solution qui nous paraît injuste dans son principe et si inapplicable en fait, ne modifierait à aucun degré notre conviction que nous ne pouvons donner notre assentiment à un règlement qui constitue une négation absolue des principes pour lesquels l'Amérique est entrée en guerre. »

France et Angleterre au président Wilson. — Mémorandum des premiers ministres de France et de Grande-Bretagne en réponse à la communication du président Wilson :

« Londres, le 17 février 1920.

« ...Reste la question de l'Albanie. Ils sont heureux de recevoir sur cette partie des propositions les observations du

gouvernement américain. Ils feraient cependant remarquer que leur télégramme du 20 janvier déclare ceci : « Les détails de l'administration de ce pays par la Yougoslavie, l'Italie et la Grèce, restent encore à régler, et en s'efforçant d'atteindre ce but, on ne perdra pas de vue les sentiments et l'intérêt futur de la population albanaise, et on prendra le plus grand soin de les consulter pleinement dans l'exécution des mesures qui seront prises. » De plus, ils feraient savoir que ces propositions, loin d'avoir été rédigées dans les intérêts de l'Italie, ont été faits dans les intérêts de la Yougoslavie. Les Yougoslaves ont fait la remarque suivante : « Bien que, pour la proposition du 20 janvier, la partie septentrionale de leur territoire se vit garantir un accès convenable à la mer par le port de Fiume, la partie méridionale de la Yougoslavie ne possédait aucun accès de ce genre; le débouché naturel en serait donc une ligne à construire en descendant la vallée de Drin jusqu'à l'embouchure de Boyana. » Les gouvernements français et britannique ont senti la force de cet argument et leur proposition au sujet de l'Albanie avait pour but de permettre à la Yougoslavie, dans la mesure où l'Albanie ne serait pas à même d'assurer la charge de cette entreprise, de construire sur des garanties internationales une voie ferrée et un port qui desserviraient la partie sud de son territoire. Etant donné que la population albanaise n'a jamais réussi à se donner un gouvernement établi, que la population septentrionale est chrétienne en écrasante majorité, tandis que la population méridionale est musulmane, dans les mêmes conditions ils ont cru préférable de confier les responsabilités gouvernementales et la mise en valeur de ces deux parties à la Yougoslavie et à l'Italie respectivement; ils sont cependant tombés d'accord pour que la totalité de l'Albanie soit placée

sous le régime de mandat et ils croient que cela permettra éventuellement de donner satisfaction au peuple albanais dans ses aspirations vers l'unité et un gouvernement autonome.

« *Signé : MILLERAND, LLOYD GEORGE.* »

Réponse de Washington. — Memorandum de Washington par l'intermédiaire de M. John Davin, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique :

« Londres, le 25 février 1920.

« Le Président a étudié avec soin et attention le memorandum collectif des Premiers Ministres de France et de Grande-Bretagne en date du 17 février... Il considère que le principe essentiel pour lequel on s'est battu pendant la guerre est qu'aucun gouvernement, ou groupement de gouvernement, n'a le droit de disposer du territoire, ou de fixer l'allégeance politique d'un peuple libre, quel qu'il soit.

« Le Président prend note avec satisfaction que les gouvernements britannique et français ne perdront pas de vue les intérêts futurs et le bien-être des peuples albanais.

« Le gouvernement américain comprend fort bien que la division de l'Albanie en trois parties, ainsi qu'il est prévu par l'accord franco-anglais, pourrait être acceptée par le gouvernement yougoslave, mais il est aussi énergiquement opposé à ce qui pourrait nuire aux Albanais, pour plaire aux Yougoslaves, qu'il est opposé à ce qui lèserait les Yougoslaves au profit de l'Italie. Il est d'avis que les difficultés entre chrétiens et musulmans ne feraient qu'augmenter si l'on place les deux régions sous le contrôle de nations qui n'ont ni la même langue, ni le même gouvernement, ni la même puissance économique.

« En outre, une de ces régions se trouverait administrée

par le gouvernement italien qui est représenté dans le Conseil de la Société des Nations, alors que l'autre région serait placée sous l'administration du gouvernement yougoslave, qui n'a pas de représentant dans ce Conseil. Il deviendrait en effet presque impossible d'apporter dans l'avenir la moindre modification aux mandats, ou même de les supprimer. »

France et Angleterre à Washington. — Memorandum des Premiers Ministres de France et de Grande-Bretagne, en réponse à la communication du président Wilson :

« Londres, 26 février 1920.

« Les Premiers Ministres de France et de Grande-Bretagne désirent exprimer, en outre, combien ils approuvent l'intérêt pris par le gouvernement américain à l'avenir du peuple albanais et ils assurent le président Wilson qu'ils partagent entièrement son respect pour le principe qu'il énonce sur ce point. Ils lui rappelleraient au besoin ce qu'ils ont dit sur ce sujet dans leur memorandum du 17 février et ajouteraient qu'ils sont persuadés qu'un nouvel examen de la question d'Albanie aboutirait à une solution propre à satisfaire les désirs du peuple albanais, pour un gouvernement entièrement autonome tout en prenant en considération les intérêts vitaux de toutes les autres parties intéressées en même temps que la nécessité de garantir à la Yougoslavie un débouché sur l'Adriatique, dans la région de Scutari. Ils sont disposés à presser les gouvernements intéressés à confronter leurs aspirations avec le point de vue américain.

« Mais ils ne peuvent se dissimuler le fait que si nul arrangement volontaire de cette nature ne pouvait être obtenu, le Traité de Londres, auquel ils ont apposé leurs signatures

en 1915, deviendrait, en ce qui les concerne, la seule alternative valable. »

Réponse du président Wilson. — Note du président Wilson envoyée à la note des Alliés en date du 26 février 1920 :

« Londres, le 6 mars 1920.

« ...Cependant, les questions albanaises ne devraient pas être jointes à la discussion proposée entre l'Italie et la Yougoslavie, et le Président doit, une fois de plus, déclarer qu'il ne saurait approuver aucun plan qui assignait à la Yougoslavie une compensation territoriale dans la partie nord de l'Albanie pour ce qui lui serait enlevé ailleurs. En ce qui concerne les débouchés économiques pour la Yougoslavie dans la région de Scutari, ainsi qu'il est suggéré dans la note qui fit l'objet de cette réponse, le Président désire s'en tenir au memorandum du 9 décembre qui, d'après son opinion, prévoit des stipulations adéquates pour répondre aux besoins de la Yougoslavie.

« Le Président a pleinement exposé ses vues dans sa note du 10 février et il ose exprimer le vif espoir que les gouvernements Alliés ne trouveront pas nécessaire d'adopter une ligne de conduite que le gouvernement Américain, se conformant à ses déclarations, répétées, serait dans l'impossibilité de suivre avec eux. »

Vers la fin d'avril, la Conférence se réunit à San-Remo, sous la présidence de M. Nitti, ministre président de l'Italie, et après des échanges de télégrammes entre M. Nitti et M. Trumbic, il fut décidé que des pourparlers amicaux seraient engagés pour la question de l'Adriatique entre la délégation yougoslave et M. Scialoja, ministre des affaires étrangères de l'Italie. Les deux délégations se réunirent à Pallanza pour la première fois le 11 mai 1920, mais le même jour le

cabinet Nitti fut mis en minorité devant la Chambre italienne et la délégation italienne quitta Pallanza en déclarant que son départ ne signifiait pas la rupture des négociations.

M. Giolitti monte au pouvoir et a lieu la rencontre et le traité de Rapollo, où on ne discute pas la question de l'Albanie ; celle-ci étant tout à fait indépendante de la question de Fiume et de Dalmatie, suivant l'avis des déclarations déjà exposées du Président Wilson.

L'ALBANIE DEVANT LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Nous avons relaté les événements qui s'étaient passés en Albanie et à Paris, quand une grande institution mondiale, sur l'initiative du Président Wilson, prit son existence et son siège à Genève. Ce fut la Société des Nations, où grands et petits Etats, sur le pied d'égalité, s'associaient, se solidarisait pour maintenir cette paix mondiale qui fut si affreusement ébranlée.

Par un télégramme du 17 juillet 1920, adressé au secrétaire général, le Président Wilson convoque l'assemblée de la Société des Nations dans la ville de Genève pour le 15 novembre 1920, à 11 heures.

Plusieurs petits Etats existant depuis longtemps, ou nouvellement nés, s'efforçaient d'être admis dans cette société impartiale et juste, où leurs représentants pouvaient discuter face à face, d'égal à égal avec les représentants des grandes puissances en vue d'appliquer complètement le principe de l'égalité des Etats et des nations. Il y a un article qui soumet l'admission des membres à certaines conditions et entre autres

celle d'être constitué en Etat et de jouir d'une autonomie. L'Albanie, dont l'indépendance fut reconnue dès 1913 et qui ne fit rien depuis qui ait pu entraîner sa déchéance, se présenta elle aussi et demanda son admission à la société. Le Gouvernement de Tirana fit des démarches. L'éminent sénateur d'Estournelles de Constant ne manqua pas aussi de donner son précieux appui à la cause albanaise. Avec deux autres sénateurs, il écrivit à la Société des Nations en faveur de l'admission de l'Albanie. P. Pandeli Evangheli, président intérimaire de la délégation albanaise à la Conférence de la Paix adressait, le 12 octobre 1920, une lettre au secrétaire général de la Société des Nations, Sir Eric Drummond, dans laquelle il écrivait : « Le Gouvernement d'Albanie, fidèle interprète des sentiments de tout le peuple albanaise, désirant vivement consolider la paix dans les Balkans, demande à être admis à la Ligue des Nations et prendre part à la grande assemblée qui se réunira à Genève, le 15 novembre prochain ».

Quelques jours après, une délégation à la Société des Nations arrivait d'Albanie à Genève ayant comme président, Mgr Nolli, et pour membres MM. Adamidi et Hill Mossi. Cette délégation rédigea un mémoire qu'elle présenta devant les membres de la Société des Nations. Ce mémoire expliquait les raisons pour lesquelles le Gouvernement albanaise prétendait au droit d'être admis à la Société des Nations et contenait 15 chapitres :

- 1° Considérations générales;
- 2° L'Albanie a été reconnue par le Traité de Londres de 1913;
- 3° Mais la guerre est survenue;
- 4° Le traité secret de 1913;

- 5° La renonciation des intéressés;
- 6° Un geste de l'Italie;
- 7° Ce qu'a fait la Grèce;
- 8° La résistance organisée;
- 9° Relation diplomatique de l'Albanie;
- 10° L'Albanie ne porte ombrage à personne;
- 11° Les Albanais qu'on représente comme des hommes belliqueux ne demandent que la paix;
- 12° Les hommes célèbres de l'Albanie;
- 13° L'Albanie peut vivre indépendante économiquement;
- 14° Développement de l'instruction publique;
- 15° Administration.

Une sous-commission a examiné minutieusement le memorandum, on a convoqué les représentants albanais et on les a interrogés en détail sur tout ce qui concernait l'Albanie; on a entendu aussi les représentants de la Yougoslavie et de la Grèce à ce sujet, et on a ajourné la discussion pour une autre fois. Voilà quelques lignes importantes du rapport de la sous-commission présenté à l'assemblée le 6 décembre 1920 :

« La Commission émet l'avis d'ajourner l'admission jusqu'à ce que le statut international de l'Albanie ait été clairement établi.

« *Le Président : A. HUNEEUS.* »

...Après avoir consulté les juristes, nous ne croyons pas que la reconnaissance de jure de l'Albanie par les puissances, en 1914, semble exister actuellement, aucune relation diplomatique n'existant entre l'Albanie et aucune autre puissance. Il y a bien en Albanie un agent officieux de l'Italie et un agent de l'Albanie à Rome, mais le représentant de l'Italie nous a fait une déclaration disant que ces agents entretiennent avec

les autorités albanaises, détenant actuellement le pouvoir, des rapports de pacte, en vue de régler certaines questions soulevées en Albanie par l'occupation militaire pendant la guerre et l'armistice; le représentant de l'Italie ajoute que le Commandatore Castoldi, maintenant à Durazzo, a le titre de ministre plénipotentiaire, mais ce n'est pas en cette qualité qu'il a été envoyé en Albanie, en fait il n'a pas de lettres de créance et n'est pas accrédité auprès du Gouvernement albanais : les agents italiens à Scutari et à Valona n'en ont pas reçu.

Les accords de Tirana sont des conventions conclues avec le Gouvernement de fait de Tirana, en vue de régler les questions soulevées par le rapatriement des troupes italiennes de Valona.

A l'heure présente, le Gouvernement italien n'a reconnu ni *de jure*, ni *de facto* le Gouvernement albanais. Autant pour la reconnaissance de la part de l'Italie. Quant à la Grèce et à la Serbie, leurs représentants nous ont déclaré que certaines négociations qui avaient eu lieu entre l'Albanie et la Grèce et l'Albanie et la Serbie, n'impliqueraient pas davantage une reconnaissance du Gouvernement albanais, et l'opinion de la Sous-Commission est que le Gouvernement albanais n'est pas reconnu *de jure* ni *de facto* par aucune puissance, elle ajoute que les frontières de l'Albanie ne peuvent pas être considérées comme établies. D'autre part, le représentant de Serbie a déclaré, à titre de témoignage, que l'Albanie n'est pas un Etat, mais une question internationale.

La Sous-Commission parle de la confiance qu'elle prête aux Albanais qui déclarent être parfaitement disposés à tenir tout engagement que le pays pourrait conclure (l'Albanie n'en avait aucun pour le moment), et en ce qu'ils disent que le

Gouvernement albanais est tout prêt à se conformer aux obligations ou aux exigences militaires imposées par la Société des Nations. Tel fut le rapport de la Sous-Commission.

La demande d'admission de l'Albanie à la Société des Nations fut discutée à la vingt-huitième séance plénière de l'assemblée de la Société des Nations, le 17 décembre 1920, sous la présidence de M. Hymans. Ce fut Lord Robert Cecil, délégué de l'Afrique du Sud, qui prit le premier la parole et fut le rapporteur, il demande l'admission de l'Albanie à la Société des Nations et expose les motifs qui l'ont conduit à cette conclusion, il dit : « Après avoir soumis à un interrogatoire très serré les délégués albanais, nous avons conclu que l'Albanie satisfaisait aux deux conditions établies par le pacte à savoir que le pays qui demande son admission doit constituer un Etat, et qu'il doit jouir d'une pleine autonomie. M. Robert Cecil entre autres dit : « Nous avons également conclu — et ce fut l'avis unanime — qu'il n'y avait aucun motif possible de mettre en doute la bonne foi de l'Albanie qui a indubitablement le désir et les moyens de remplir ses obligations internationales » ; il ajoute que l'Albanie se trouve encadrée par des Etats limitrophes membres de la Société des Nations auxquels on peut se fier pour exécuter les vœux de l'assemblée. Quant à la reconnaissance de l'Albanie comme Etat, il dit qu'elle fut constituée en Etat en 1913 et reconnue *de jure* par les porte-parole du Droit public international.

La guerre n'a pas privé l'Albanie de ce droit. La reconnaissance de l'Albanie est nette, ce pays n'a jamais perdu sa position d'Etat et, au point de vue légal et juridique, personne n'est fondé ni autorisé à contester ou à mettre en doute sa situation bien déterminée d'Etat européen.

On ne peut non plus mettre en doute la force et le patrio-

tisme ardent des Albanais et il conclut : « C'est au nom du principe de nationalité et de liberté nationale que je me permets d'en appeler à cette grande assemblée pour appliquer la justice et le droit au peuple d'Albanie ».

Le deuxième orateur fut l'honorable N. W. Rowel (Canada) il est d'accord avec Lord Robert Cecil ; il parle de l'existence et continuité de l'Etat albanais, indépendant, souverain ; il exprime le peu de confiance qu'il a dans l'efficacité des mesures prises par le traité secret de Londres où on avait proposé le partage de l'Albanie pour régler les difficultés italo-yougoslaves. D'ailleurs, ce traité n'avait reçu aucune exécution, et dans une déclaration faite à la Chambre des députés de Rome, le premier ministre d'Italie s'était lui-même déclaré en faveur de l'indépendance de l'Albanie. L'orateur demande enfin l'application de la justice et l'admission de l'Albanie à la Société des Nations.

Le troisième orateur fut M. Fischer, délégué de l'Empire britannique.

Il dit que vraiment les frontières de l'Albanie ne peuvent pas être considérées comme fixées d'une manière satisfaisante... mais la pacification des Balkans est une question d'une grande importance et il existe de bonnes raisons de croire que l'admission de l'Albanie dans la Société des Nations constituera un réel progrès vers ce grand résultat et il déclare être prêt à voter l'admission de l'Albanie.

Suit le quatrième orateur, Sir Ali Imam (Inde) ; pour ajouter la voix de l'Inde en faveur de l'Albanie ; il est heureux de voir dans un pays la nationalité au-dessus des désaccords et des querelles de partis et de sectes. Il voit avec joie l'Albanie chrétienne et l'Albanie musulmane se présenter devant l'assemblée et demander ensemble d'y entrer ; il est sûr que

cet exemple unique de l'union de la Croix et du Croissant rencontrera tout l'appui de l'assemblée; il vote pour l'admission.

M. René Viviani (France). — Au nom de la délégation française et pour les raisons si éloquemment exposées par l'honorable M. Fischer, je me rallie aux propositions déposées et si clairement développées par Lord Robert Cecil.

M. Schanzer (Italie). — L'Italie désire la liberté, l'indépendance et le progrès de l'Albanie. M. Rowel a rappelé ici, et je lui en suis reconnaissant, les déclarations faites par M. Giolitti, président du Conseil d'Italie, lors de la renonciation à Valona. Je maintiens ce point de vue et je déclare qu'en vertu des principes généraux desquels nous nous inspirons et dans le désir que l'Albanie soit un élément de paix et d'ordre dans la Péninsule des Balkans, nous donnons un vote affirmatif à la demande d'admission de l'Albanie dans des termes très favorables à l'admission de l'Albanie, s'est exprimé aussi M. Negulesco, délégué de la Roumanie.

La discussion est close et on procède au scrutin par appel nominal sur la demande d'admission de l'Albanie.

La demande d'admission de l'Albanie est agréée par 35 voix sans opposition. (*Applaudissements.*)

Trente-cinq Etats ayant voté *oui* : Afrique du Sud, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Empire britannique, Canada, Chili, Colombie, Cuba, Danemark, Espagne, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Italie, Japon, Libéria, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Roumanie, Salvador, Serbe-Croate-Slovènes, Siam, Suisse, Tchéco-Slovaquie.

Abstentions et absents : Argentine, Honduras, Perse, Pologne, Suède, Uruguay, Vénézuëla.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

SALLE DE L'ASSEMBLÉE

Plan des Tables des Délégations

PRÉSIDENT

1 Afrique du Sud	2 Albanie	3 Argentine	4 Australie	5 Autriche	6 Belgique
12 Chili	11 Canada	10 Bulgarie	9 Empire britannique	8 Brésil	7 Bolivie
13 Chine	14 Colombie	15 Costa-Rica	16 Cuba	17 Danemark	18 Espagne
24 Honduras	23 Haïti	22 Guatémala	21 Grèce	20 France	19 Finlande
25 Inde	26 Italie	27 Japon	28 Libéria	29 Luxembourg	30 Nicaragua
36 Pérou	35 Pays-Bas	34 Paraguay	33 Panama	32 Nouvelle-Zélande	31 Norvège
37 Perse	38 Pologne	39 Portugal	40 Roumanie	41 Salvador	42 États serbe croate, slovène
48 Vénézuëla	47 Uruguay	46 Tchéco-Slovaquie	45 Suisse	44 Suède	43 Siam

PROTECTION DES MINORITÉS EN ALBANIE

Déjà dans sa séance du 15 décembre, l'assemblée de la Société des Nations a adopté le vœu suivant :

« Dans le cas où les Etats baltiques, caucasiens et l'Albanie seraient admis dans la Société des Nations, l'assemblée recommande à ces Etats de prendre les mesures propres à assurer l'application des principes généraux inscrits dans les traités de minorités et leur demande de bien vouloir se mettre d'accord avec le Conseil sur les détails d'application. Le 20 décembre 1920 et le 11 janvier 1921, le secrétaire général, Sir Drummond, a écrit à ce sujet au Gouvernement albanais. Le président du Conseil des ministres d'Albanie, M. Ilias Vrioni, a répondu par télégramme, daté du 13 février 1921, l'informant que le Gouvernement albanais prend des mesures propres à assurer l'application des principes généraux inscrits dans les traités des minorités et est prêt à se conformer aux recommandations qui lui seront faites par le Conseil à ce sujet.

Dans une lettre en date du 9 février 1921, antérieure au télégramme mais parvenue à Genève plus tard, le Gouvernement albanais déclare qu'il adhère complètement aux dispositions générales concernant les minorités : dans cette lettre, il fait connaître brièvement la situation de l'Albanie qui, mutilée par le Congrès de Berlin en 1878 et la Conférence de Londres de 1913 laisse un million de ses enfants hors de ses frontières, sous la domination serbe et grecque et pour lesquels elle réclame les mêmes droits. Il fait connaître le nombre infime des Grecs et Slaves qui se trouvent en Albanie et auxquels le Gouvernement albanais, après l'Assemblée nationale de

Loushna a donné spontanément pleine liberté d'enseignement des écoles et payant le corps enseignant. Il a accordé la même liberté aux initiatives privées tendant à créer des institutions d'enseignement en langue grecque.

Quant au point de vue confessionnel, la population d'Albanie est divisée en catholiques, orthodoxes, musulmans sounnis et musulmans bektashis, mais la pleine liberté de culte et de conscience règne dans le pays. Tous les citoyens albanais, sans distinction de confession et sans aucune entrave possèdent les mêmes droits politiques et sociaux. L'égalité parfaite des citoyens y règne et pour respecter les droits de minorités, au point de vue confessionnel, le Gouvernement national a adopté le système proportionnel pour les élections qui sont en cours, tout en favorisant l'élection d'un nombre de députés plus grand pour les minorités. Le Conseil suprême de Régence, le Parlement, l'Armée, la Gendarmerie, la Police, l'Administration et les Conseils provinciaux sont composés de citoyens des diverses confessions; M. Ilias Vrioni conclut que son Gouvernement est bien disposé à prendre en considération les conseils bienveillants qui émaneront de la Société des Nations sur la question des minorités.

Le 7 mai 1921, le directeur du Secrétariat hellénique permanent, M. Vassil Dendramis, par une lettre adressée au Secrétariat général de la Société des Nations, prie l'assemblée d'examiner dans la prochaine discussion la question de protection des minorités en Albanie.

Mais, déjà, le 26 et le 29 avril 1921, M. Midhat Frasheri, président de la délégation albanaise à la Conférence de la Paix à Paris, avait adressé deux lettres relatives à la protection des minorités albanaises dans l'Etat serbo-croate-slovène, dans lesquels il dépeignait la situation faite par les autorités

serbes aux minorités albanaises dans la province de Kossovo. A ces lettres était joint un mémoire daté du 26 avril. Au sujet de ces événements, M. Midhat Fraheri écrit, le 29 avril, une autre lettre en attirant l'attention des membres du Conseil de la Société des Nations sur les conséquences funestes qui découlent du fait de la non reprise des relations diplomatiques avec le Gouvernement albanais, conséquences qui rendent la vie de cet Etat fort précaire et ses relations avec les Etats voisins, des plus difficiles. Il invite la Société des Nations à intervenir en vue d'assurer la prompte solution de cette question et de prévenir, de ce chef, une complication capable de troubler la paix des Balkans. M. Midhat Fraheri, par ordre et au nom de son gouvernement, attire l'attention sur ce fait qu'un certain nombre de points à l'intérieur de la frontière albanaise, fixée en 1913 par les grandes puissances, sont encore occupés par l'Etat serbo-croate-slovènes. Dans ces régions, à cause des moyens de violence employés par les forces serbes, 40.000 Albanais ont dû quitter leurs foyers et sont à la charge du Gouvernement albanais. Ces réfugiés ne cessent pas de pousser le Gouvernement albanais à employer des mesures énergiques en vue de repousser les envahisseurs hors du pays. Le Gouvernement albanais, à différentes reprises, a invité sans résultats le Gouvernement serbo-croate-slovène à évacuer le territoire albanais; de ce fait, il pourrait en résulter des événements regrettables.

M. Midhat Fraheri déclare également que le Gouvernement grec occupe encore une région comprenant 20 villages albanais, à l'est de Goritzza, attendant pour l'évacuer une décision des grandes puissances; il demande l'évacuation par la Grèce de ces parties du territoire albanais.

A cette époque eut lieu un incident à l'église orthodoxe de

Korça, le vendredi saint, où les Albanais voulurent célébrer les services en langue albanaise, tandis que le Métropolitain de Durazzo, Mgr Jacobos, s'y est opposé. Nous donnerons peu d'explications à ce sujet, nous bornant à ajouter que les fervents nationalistes albanais ne veulent reconnaître qu'une église, l'église antocéphale albanaise avec, à sa tête, Mgr Fan Nolli et l'emploi de la langue albanaise.

Elle est destinée à se substituer au régime ecclésiastique actuel selon lequel la langue de l'église est le grec et toute la chrétienté orthodoxe de l'Albanie dépend du patriarcat œcuménique de Constantinople.

Le 10 mai 1921, un télégramme signé par le président du Conseil administratif de la Société des Epirotes du Nord, à Athènes, se plaint des agissements des Albanais à l'occasion de cet événement de Coritza, contraire aux accords de Capistitza, signé par les Albanais et les Grecs le 18 mai 1920, ainsi que par ceux qui assistaient à cette entente. Parmi ces derniers figuraient Mgr Jacobos, le Métropolitain de Durazzo, « qui a fait preuve d'un excellent zèle tendant à ramener la conciliation et la bonne entente entre les deux peuples frères, et M. Riza Bey Hamza Roushit qui, de tout cœur, travaille à resserrer les relations gréco-albanaises (1) ». Voilà comment fut conclu ce traité. Les troupes françaises devaient quitter Korça — les troupes régulières grecques étaient en train de les remplacer — mais des volontaires albanais unis à 700 gendarmes, soit en tout 7.000 Albanais étaient prêts à s'opposer avec acharnement à l'entrée des Grecs dans la ville.

Une panique s'en suivit, la population craignant de devenir la proie de cette lutte. L'accord et le traité mentionnés ont eu

(1) Phrases du texte de l'accord de Capistitza.

lieu et les troupes grecques se retirent, les Albanais entrent sous certaines conditions parmi lesquelles une est que les deux parties contractantes se promettaient de se conformer à la décision de la Conférence qui déterminerait définitivement la ligne des frontières et les Albanais qui entraient à Korytza assumaient l'obligation de respecter les écoles grecques et les églises.

Le 18 mai, M. Frasheri, par une deuxième lettre, fait connaître qu'il est faux qu'il y ait eu des tués, que l'incident a été produit par la seule volonté des Albanais orthodoxes et il proteste en même temps contre la campagne menée par la presse grecque. Il relate les mauvais traitements subis par les Albanais de Chamoria, et parle de la bonne volonté dont a fait preuve le Gouvernement albanais qui ne veut que la paix avec ses voisins, mais qui combattrait jusqu'au bout pour empêcher toute nouvelle violation de ses droits. Quelques jours après, le 15 juin, le secrétaire général de la Société des Nations reçut de M. Ilias Vrieni, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères d'Albanie, le télégramme suivant :

« J'ai l'honneur, en me basant sur l'article onze du Pacte, d'appeler à nouveau d'une manière urgente, l'attention du Conseil de la Société des Nations sur la situation qui existe entre l'Albanie d'une part, et la Grèce et l'Etat serbe-croate-slovène de l'autre. Cette situation, qui vous a été signalée à différentes reprises par le président de la délégation albanaise à Paris, au nom et pour ordre du Gouvernement albanais, constitue une sérieuse menace pour la paix entre les trois pays. »

Le résultat de tous ces rapports fut que le président en fonctions du Conseil de la Société des Nations fit inscrire la question albanaise à l'ordre du jour de la session de juin du

Conseil, et que le secrétaire général invita les Gouvernements de l'Albanie, de la Grèce et de la Yougoslavie à envoyer des délégués qui assisteraient aux séances du Conseil au cours desquelles la question serait discutée.

Le Conseil se réunit le 25 juin, et les représentants de l'Albanie, de la Grèce et de l'Etat serbe-croate-slovène présentèrent leurs déclarations. Le premier délégué albanais, Mgr Fan Noli, réitère les accusations portées contre les troupes grecques et yougoslaves, opérant en deçà de la frontière albanaise, telle qu'elle avait été fixée par les grandes puissances à la Conférence de Londres de 1913. Alors on discute sur le point de savoir si on devait prendre en considération les accords conclus postérieurement par les grandes puissances en ce qui concernait l'Albanie, et 2^o s'il était opportun que le Conseil de la Société des Nations s'occupât de cette affaire, étant donné que la Conférence des Ambassadeurs à Paris en était déjà saisie. Il y a ici deux thèses qui se soutinrent avec ardeur.

Le délégué albanais soutint que la décision de la Conférence de Londres était toujours valable, que l'Etat albanais était constitué en un Etat indépendant dont les frontières avaient été déjà fixées en 1913. Que le Traité de Londres de 1915 n'était pas valable vu que l'Italie même y avait renoncé par le Traité de Rapallo et par les accords préliminaires conclus entre elle et le Gouvernement de Tirana par lesquels elle renonce à ce qu'elle avait revendiqué et reconnaissait la souveraineté de l'Albanie sur Valona.

Il ajoutait que la frontière de l'Albanie avait été fixée par les six grandes puissances qui formaient en ce temps « le Concert européen » et dont le successeur actuel était la Société des Nations, seule compétente pour statuer sur les

affaires de l'Albanie à l'exclusion de la Conférence des Ambassadeurs qui n'était compétente que pour s'occuper des questions de territoires entre vainqueurs et vaincus et régler les litiges survenus entre ces derniers : le délégué albanais conclut en demandant au Conseil d'envoyer une commission d'enquête pour examiner la situation sur place.

Le délégué grec, se basant sur le rapport de la 5^e commission de la première assemblée où il était déclaré que les frontières de l'Albanie n'avaient jamais été entièrement déterminées, indiqua que l'Albanie avait elle-même adressé un appel à la Conférence de la Paix et avait fait valoir que les principales puissances avaient fort le droit de déterminer les frontières de l'Etat albanais. Puisqu'une autre juridiction avait été invoquée et que sa décision n'était pas encore prise, il demandait s'il était possible de ne pas attendre cette décision et d'invoquer la juridiction de la Société. Le représentant serbe-croate-slovène aussi déclara que la question devait être traitée par la Conférence des Ambassadeurs.

Or, on fit remarquer que, de l'article 89 du Traité de Saint-Germain, qui donnait en compétence aux principales puissances alliées et associées pour déterminer les frontières de l'Autriche, Hongrie, Grèce, Bulgarie, Roumanie, etc... il découlait que la Conférence des Ambassadeurs avait abordé l'étude de la question albanaise et qu'elle discutait en ce moment même s'il ne serait pas opportun pour le Conseil d'en aborder l'étude simultanément. Entre temps, il recommanda aux trois parties de s'abstenir de tout acte susceptible de gêner la procédure en cours. Il leur assura que la question était l'objet de la vigilance la plus attentive de la part du Conseil de la Société des Nations, qui apporterait à la défense de la population et de la nation albanaise toute son attention.

Le délégué albanais refusa d'accepter cette décision et demanda que la question de compétences fût renvoyée à une commission de juristes. Dans la protestation qu'il adressa au Conseil, en terminant, il affirmait à nouveau que la Conférence des Ambassadeurs n'avait pas la compétence nécessaire pour traiter cette question et il déclarait que la situation actuelle en Albanie était pleine de dangers nécessitant une action immédiate.

Le Gouvernement albanais a demandé que la question fût inscrite à l'ordre du jour de la seconde assemblée de la Société des Nations.

Le mouvement mirdite

Dans ces temps eut lieu un mouvement local en Mirditie contre le Gouvernement albanais, Marco Gioni, neveu de Prenk Bib Doda, mécontent du Gouvernement de Tirana proclama la République indépendante des Mirdites; ce mouvement fut désapprouvé par tous, sans excepter les chrétiens albanais catholiques et le clergé catholique; ceux-ci lui envoyèrent, à différentes reprises, des conseils et des réprimandes, mais il n'obéit pas. Le Gouvernement albanais envoya contre lui des troupes dont faisaient partie tous les jeunes officiers catholiques de Scutari et de Montagnes. Le sang fraternel coula. Les partisans de Marca Gioni furent battus et se réfugièrent dans Cossowo.

La Mirditie se soumit au Gouvernement albanais et Marko Gioni s'installa à Prizrend, territoire yougo-slave. Il envoya deux agents à Genève pour adresser des protestations et des mémoires au Conseil de la Société des Nations réclamant l'indépendance de la Mirditie. Mais de tous les points de l'Albanie

arrivèrent des protestations contre l'acte de Marko Gioni, d'autant plus vives que les autres chefs de la Mirditie se soumi-
rent et exprimèrent leurs regrets au Gouvernement. Or le
mouvement local de la Mirditie s'apaisa et ne fut pas pris en
considération par la Société des Nations.

La S. D. N. et le Conflit Albano-Yougo-Slave.

Mais ce qui troubla la situation de l'Albanie, ce fut la
non-reprise des relations diplomatiques avec les Etats voisins
et le retard de la reconnaissance de ses frontières. Le Gou-
vernement albanais considéra la frontière fixée par la Confé-
rence de Londres en 1913 comme constituant sa frontière
légitime et de droit et demanda au Gouvernement yougo-
slave de faire retirer ses troupes qui étaient en deçà de cette
ligne. Il invita aussi les Grecs à faire de même. Le Gouver-
nement yougo-slave, au contraire, occupa une ligne qui a
été démarquée depuis l'armistice par Franchet d'Espérey,
commandant en chef des armées d'Orient, ligne dans laquelle
les Serbes occupaient beaucoup de points et villages qui, à la
suite de la Conférence de Londres, appartenaient à l'Albanie.
De là, plusieurs conflits entre les avant-postes. La situation
devint grave, les uns tâchent de toutes leurs forces de récu-
pérer les frontières, les autres veulent se maintenir dans une
ligne qui leur a été assignée.

Les troupes serbes se mirent en mouvement. Les journaux
disaient qu'elles avançaient pour occuper Tirana. Le repré-
sentant anglais à Durazzo exposa à Down Street la gravité
de la situation. Lloyd George, le 7 novembre, télégraphia au
secrétaire général de la Société des Nations pour le prier de
réunir d'urgence le Conseil afin d'examiner la situation et

de convenir des mesures à prendre en vertu de l'article 16 du Pacte, au cas où le Gouvernement de Belgrade se refuserait à exécuter les engagements pris par lui ou ajournerait leur exécution. L'article 16 du Pacte prévoit le *blocus* (voir l'article). Quant à la question des frontières, le 9 novembre 1921, la Conférence des Ambassadeurs saisie à Paris de la délimitation des frontières de l'Albanie admit le tracé de la Conférence de Londres 1913 avec quelques modifications spécifiées. Cette nouvelle arrivée à Belgrade produisit une mauvaise impression au Gouvernement yougoslave; il consentait à s'y soumettre peu après, afin d'arrêter les dangereuses et tristes conséquences de la non-acceptation des démarches des puissances et de la Société des Nations, mais demandait des éclaircissements. D'un autre côté, le président de la Commission albanaise à la Conférence des Ambassadeurs déclare que le Gouvernement albanais, considérant que l'invasion étrangère met en danger l'existence du pays, se voit dans la nécessité de se soumettre à la décision prise par la Conférence des Ambassadeurs dans sa séance du 9 novembre, concernant les frontières de l'Albanie, tout en protestant... etc...

D'autre part, le Gouvernement grec se montra très mécontent de la fixation de la frontière du sud, et M. Frangoulis, délégué grec, adressa une protestation de son gouvernement.

Le Conseil de la Société des Nations se réunit au Palais du Petit Luxembourg, le jeudi 17 novembre 1921, sous la présidence de M. Hymans (de Belgique). M. Léon Bourgeois représentait la France, le marquis Impériali l'Italie, l'honorable M. Fischer l'Angleterre, Da Counta le Brésil, le vicomte Ischi le Japon, M. Quinones de Léon l'Espagne, le ministre de Chine à Rome Tang Tse Fou remplace M. Vellingtonkoo, absent, à Washington.

En l'absence de Mgr Fon Nolli, c'est M. Midhat Frasheri et M. Mehmed Konitza qui représentent l'Albanie, tandis que la Yougo-Slavie est représentée par MM. Boskovitch, Tihomir, Popović et Jovannovitch; M. Frangoulis, le délégué grec, aussi est présent parmi l'auditoire.

Le Délégué anglais M. Fisher.

C'est M. Hymans qui monte sur le fauteuil présidentiel et parle quelques minutes pour ouvrir la séance et donne la parole ensuite à M. Fischer, le délégué britannique. M. Fischer, au commencement de son discours éloquent, simple et bref, explique que l'objet de la réunion était d'examiner la communication reçue du premier Ministre anglais et donne lecture du télégramme de M. Lloyd George.

« L'avance continue des troupes yougoslaves en Albanie étant de nature à troubler la paix des nations, le Gouvernement britannique désire attirer l'attention du Conseil sur ce fait et vous prie de prendre immédiatement les dispositions pour convoquer le Conseil afin qu'il étudie la situation et se mette d'accord sur les mesures à prendre, aux termes de l'article 16, au cas où le Gouvernement serbe-croate-slovène se refuserait ou tarderait à exécuter les obligations que lui impose le Pacte. La Conférence des Ambassadeurs a fixé les frontières de l'Albanie, sa décision sera immédiatement notifiée aux puissances intéressées. »

M. Fischer justifie l'appel de M. Lloyd George qui est basé sur l'article 11 de l'acte aux termes duquel :

« Tout membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'assemblée du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et

qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne volonté entre nations, dont la paix dépend. »

Il dit que les hostilités au Nord de l'Albanie au sujet desquelles nous avons des informations récentes et qui continuent encore probablement, constituent de fait de cette nature. Il rappelle aussi l'article 12 du Pacte d'après lequel les membres de la Société des Nations, s'ils ont un différend entre eux doivent recourir au Conseil ou à l'arbitrage, et ne doivent pas recourir à la guerre avant l'expiration des trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil.

L'Albanie a fait appel à la Société des Nations, l'incursion serbe continue; l'Albanie qui est la plus faible a formellement accusé l'Etat serbe-croate-slovène de violer le Pacte, ce qui a déterminé le Gouvernement britannique à intervenir auprès du Conseil de la Société des Nations; à la fin, le délégué anglais conclut que son Gouvernement, en soumettant au Conseil l'examen de cette question, n'est animé d'aucun esprit d'autorité à l'égard du Gouvernement ou de la nation serbe-croate-slovène, il rappelle le souvenir de la guerre; il fait l'éloge de l'héroïsme ou de la vaillance de ce peuple et affirme l'admiration et la sympathie que la Grande-Bretagne éprouve pour lui, convaincu que ce sentiment est partagé aussi par tous les délégués au Conseil.

Le Délégué Yougo-slave M. Boshkovitch.

A la séance du 13 novembre, M. Boshkwitch, délégué de l'Etat serbe-croate-slovène, déclare que les troupes yougo-slaves ont respecté toujours la ligne de démarcation qu'ils n'ont jamais violée, au contraire, celle-ci a été violée à plusieurs reprises par les Albanais et M. Boshkowitch donne des

précisions sur cette ligne ainsi qu'elle a été tracée par le délégué yougo-slave le 18 juin 1921, à la séance de la Société des Nations.

« La ligne que nous occupons, dit-il, part du S.-O. de Dibra, de la région dite Golobordhe, pour suivre la côte dans la direction d'Ujmisté, le cours de Drin-i-Zi jusqu'à l'embouchure de Véliki Drin, et pour passer ensuite par le cours de Drin-i-Bardhe jusqu'à l'embouchure de la rivière Valona. De là, la ligne va au nord pour atteindre la Tribu de Kleméndi, le Taraboch et la rive droite de Pron-i-thate, affluent du lac de Scutari. C'est à Arras, village retiré en deçà de la ligne de démarcation, dit-il, qu'un officier albanais a pu se glisser et sommer l'officier serbe, au nom du Gouvernement de Tirana, d'évacuer l'endroit. Pour toute réponse, l'officier serbe le somma à son tour de s'éloigner de la ligne de démarcation, sinon, lui dit-il, il en serait chassé par la force (le 18 septembre 1921). Le délai échu, les Serbes repoussent les Albanais après un court feu. En résumé, les villages Mal Kalcerit, Arras, Darda, Mechur se trouvent en deçà de la ligne de démarcation et les Albanais ont violé cette ligne en les occupant.

« Evidemment, dit-il, en disputant ces territoires, on s'est servi des canons et des mitrailleuses, mais ce sont les Albanais qui ont provoqué ces coups de main. »

b) M. Boshkowitch analyse ensuite le deuxième point de l'accusation, « l'avance des troupes serbes continue », ce fut à cause de l'occupation des villages Gachi et Krasnitsa par nos troupes. Mais ces endroits aussi sont dans la ligne de démarcation.

c) M. Boshkowitch s'explique sur un point de M. Fischer ou celui-ci a dit que les troupes serbes sont avancées jusqu'à

Oroschi, en Mirditie, et dit que la Mirditie étant hors de la ligne de démarcation, nos troupes n'y sont entrées et n'y ont pensé. Le Gouvernement de Belgrade déjà en a assuré les puissances principales quand celles-ci, le 8 courant, lui ont demandé des explications.

d) De la même façon, M. Boshkowitch explique aussi que jamais les troupes yogo-slaves n'ont menacé la région de Scutari ou tout autre territoire en dehors de la ligne de démarcation. Tout ce que les Serbes ont fait, le fut dans le but de garder la ligne de démarcation, il regrette qu'une toute autre interprétation soit donnée aux manœuvres des troupes yougo-slaves.

e) Après qui M. Boshkowitch parle de la circulaire suivante, du 23 août 1920, que le Gouvernement serbe-croate-slovène adressa à ses représentants à Washington, Paris, Londres et Rome : « Les attaques contre nos troupes sont devenues de plus en plus fréquentes aussi bien sur notre frontière que sur la ligne de démarcation que nous tenons avec le consentement des Alliés, sans exempter les Italiens, à partir du mois de novembre 1918; notre frontière a été violée. Cette violation s'est répétée le 25 du mois passé et le 19 courant et les combats durent encore. »

En abordant la question des Mirdites, M. Boshkowitch dit que des officiers serbes n'ont pas été à la tête de ce mouvement, que les télégrammes adressés par la Président de la République de Mirditie ont été écrits et datés à Oroschi, ils ont été expédiés par le bureau de Prizrend, vu que Prizrend est près de leur pays et que Oroschi n'a pas de communications télégraphiques.

« Nous étions bienveillants, dit-il, envers ce petit peuple et n'avons pas voulu lui refuser ce service, car dès le début

de la guerre, il s'est rangé aux côtés de la Serbie, et par conséquent des Alliés. Et puisque ces gens ont demandé l'intervention du Gouvernement royal, notre gouvernement a averti à temps les puissances afin d'envoyer une commission et examiner la situation. »

g) M. Boshkowitch nie aussi les dévastations des pays par les troupes serbes et dit qu'une amnistie a été accordée par les autorités serbes à tous ceux qui se sont réfugiés en Albanie et qu'un grand nombre d'entre eux sont revenus dans leurs foyers.

M. Boshkowitch conclut en attirant l'attention du Conseil sur le télégramme du Gouvernement britannique demandant l'application de l'article 16 du Pacte *« au cas où le Gouvernement serbe-croate-solvène refuserait ou tarderait à exécuter les obligations que lui impose ce Pacte. »*

Le Délégué albanais M. Frasheri.

Après quoi la parole a été donnée à M. Midhat Frasheri, délégué albanais.

M. Frasheri dit que M. le Délégué Serbe s'appuie toujours sur l'existence d'une ligne droite dite ligne d'armistice et s'efforce de prouver que cette ligne n'a jamais été dépassée.

M. Frasheri dit qu'une ligne d'armistice ne peut exister qu'entre deux belligérants qui ont cessé de combattre et qui fixent une ligne provisoire en attendant la paix définitive. Cette ligne est fixée en vertu d'un protocole que les deux parties s'engagent à respecter. Et M. Frasheri prouve par les déclarations solennelles des éminents hommes d'Etats serbes et français que les Albanais n'ont pas été en guerre contre les Serbes. Ensuite, M. Frasheri, se demandant la raison pour

laquelle cette ligne serait fixée, remarque qu'elle n'a jamais été précisée. Les Serbes l'ont changée, elle est devenue une ligne « automobile », d'après l'expression d'un membre du Conseil, une ligne élastique qui varie suivant les besoins du jour, au point que non seulement les Albanais ne connaissent pas cette ligne, car les Serbes ne leur en ont pas donné connaissance, et les Alliés eux-mêmes ou quelques membres d'entre eux en ignorent l'existence.

b) Certaines localités étaient hors de cette ligne et même si elles étaient dans la ligne, les deux parties devaient s'abstenir de tout acte hostile après l'invitation faite aux parties intéressées le 25 juin dernier; tandis qu'au contraire le commandant serbe a sommé par un ultimatum les autorités albanaises d'évacuer les pays administrés par eux et M. Frasheri dit que les attaques dirigées contre les Albanais étaient le résultat d'un plan prémédité et qu'elles avaient un but bien défini.

c) M. Frasheri explique que lors de la réunion à Paris de la Conférence des Ambassadeurs, les Serbes ont fait surgir l'histoire de Mirdite. Il confirme que Marka Gioni est arrivé de Prizrend (territoire serbe) avec des agents du Gouvernement serbe; les Mirdites eux-mêmes l'ont chassé et il s'est réfugié en territoire serbe. Il dit qu'en Mirditie il n'y a pas de fabriques d'arcs et flèches et encore moins de fabriques de canons et de munitions, de bombes et d'avions tels que ceux qui ont lancés des proclamations signées soi-disant par Marko Gioni et disant : « Albanais, l'Italie est l'ennemie de l'Albanie ».

d) Il dit qu'ils ont fait des prisonniers serbes, russes, bolchevistes, et d'après la déclaration d'un prisonnier, il existait des régiments à 6 escadrons de 120 hommes sous le commandement du lieutenant-colonel Basilokof.

e) M. Frasheri tâche de trouver la raison de la sollicitude du Gouvernement serbe à l'égard de Marko Gioni. Est-ce, dit-il, parce que Marko Gioni est catholique et que les catholiques ne sont pas satisfaits de faire partie de l'Albanie? Mais spontanément, tous les députés et le clergé catholique, par des dépêches, ont désapprouvé Marko Gioni. Ensuite, dit-il, la Serbie, auparavant, favorisait les musulmans et Essad Pacha, et maintenant elle tourne vers les catholiques. C'est un amour peu fidèle, dit-il.

f) M. Frasheri rappelle les constatations faites par le délégué de la Croix-Rouge internationale, M. Meurard, pour prouver la réalité des malheurs causés aux réfugiés par les armées serbes et la destruction des maisons par le canon. Il parle aussi des souffrances causées aux Albanais de Kossovo par une organisation occulte qui s'appelle en Serbie le Icherna Rouka : « La Main noire ».

g) M. Frasheri veut oublier le passé, vivre en termes de bon voisinage et prie de constituer une commission composée d'un délégué serbe, d'un albanais et d'un délégué de la Société des Nations.

Cette commission est nécessaire et doit être constituée d'une façon urgente, d'autant plus, dit-il, que dans la réponse de M. Pashitch, président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères du Royaume S.-C.-S. à la Conférence des Ambassadeurs, il prévoit une menace pour l'avenir et cite ces mots de M. Pashitch : « Par une telle procédure, il est créé une atmosphère menaçante pareille à celle résultant d'un ultimatum, mais dans cette situation, le Gouvernement Royal déclare avec la plus grande loyauté protester... tout en étant fermement convaincu que les événements ultérieurs se rapportant

à l'ordre et à la paix dans les Balkans, donneront raison aux prévisions du Gouvernement Royal. »

Or, M. Frasheri fait remarquer que le Gouvernement Royal prévient dès à présent que des troubles éclateront, il dit que ces troubles peuvent être provoqués uniquement par le Royaume S.-C.-S. qui peut mettre sur pied un million de soldats et non pas par l'Albanie qui n'a que 900.000 habitants en tout. M. Frasheri demande des garanties pour l'avenir, et la plus sûre garantie sera la présence d'un délégué de la S. D. N. pour surveiller les événements de la frontière.

Le Président du Conseil de la S. D. N., après avoir entendu de nouveau le délégué britannique, ainsi que le marquis Imperia, délégué du Royaume de l'Italie, avec leur appui, a clos la séance et a ajourné le projet de résolution, qui fut rédigé le lendemain, le 19 novembre 1921, dont nous reproduisons ici le texte :

PROJET DE RESOLUTION

19 novembre 1921.

Le Conseil de la Société des Nations,

Après avoir entendu l'exposé des informations qui ont déterminé le Gouvernement britannique, par son télégramme du 7 novembre, à demander la convocation immédiate du pres yougo-slaves en Albanie et se mettre d'accord sur les Conseil « pour étudier la situation créée par l'avance des trou-mesures à prendre » ;

Après avoir entendu les explications fournies par les représentants du Gouvernement Serbo-Croate-Slovène et par ceux du Gouvernement Albanais ;

Attendu que l'Assemblée de la Société des Nations à la date du 3 octobre a reconnu qu'il appartenait aux principales Puissances alliées et associées de déterminer les frontières de l'Albanie ;

Attendu que la Conférence des Ambassadeurs a décidé, le 9 novembre 1921, qu'il y a eu lieu de confirmer le tracé des frontières de l'Albanie, tel qu'il a été établi en 1913 par la Conférence des Ambassadeurs de Londres, avec certaines modifications spécifiées et que, par suite, les frontières de l'Albanie, tel qu'il a été établi en 1913 par la Conférence des Ambassadeurs de Londres, avec certaines modifications spécifiées, et que, par suite, les frontières de l'Albanie sont désormais fixées et doivent être respectées sous les garanties assurées aux membres de la Société des Nations, par le Pacte de la Société ;

Prend acte de la déclaration du Premier Ministre de l'Etat

Serbe-Croate-Slovène, que cet Etat, se conformant à la décision mentionnée ci-dessous, prend toutes mesures afin d'assurer l'évacuation immédiate par ses troupes, de tout territoire appartenant à l'Etat albanais; prend acte également de l'assurance donnée par les Représentants des deux Etats que ceux-ci entendent vivre en relations de bon voisinage, ce qui implique qu'aucun des deux ne fera rien, directement ou indirectement, pour provoquer ou entretenir aucun mouvement de nature à troubler la paix intérieure de l'Etat voisin.

Le Conseil est heureux de constater l'attitude conciliante prise devant lui par les Gouvernements albanais et serbe-croate-slovène, qui est d'un heureux augure pour l'avenir;

Et décide de donner à la Commission d'enquête envoyée en Albanie, conformément à sa résolution du 6 octobre, les instructions suivantes :

1° La Commission rendra compte au Conseil du retrait des troupes yougo-slaves et albanaises de part et d'autre de la zone de démarcation provisoire prévue par la Décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 18 novembre 1921; elle se tiendra en relations avec la Commission de délimitation à toutes fins utiles, et se mettra à la disposition des autorités locales pour faciliter l'évacuation, de manière à éviter tout incident.

2° La Commission devra s'assurer qu'aucun secours du dehors n'entretient un mouvement local de nature à troubler la paix intérieure en Albanie. Elle devra rechercher et indiquer au Conseil les moyens de faire cesser les troubles actuels et proposer toutes mesures pour en éviter le retour.

CHAPITRE VI

L'Albanie en 1922

I. — Situation intérieure.

Le nouvel Etat albanais a un régime parlementaire. La volonté du peuple est manifestée par 75 députés élus au suffrage indirect; les femmes n'ont pas le droit de vote. Depuis l'Assemblée nationale de Loushna, c'est le Conseil de régence qui a l'autorité suprême sur le pays. Ce Conseil est composé de quatre membres, dont deux sont musulmans et deux chrétiens.

Les membres actuels du Conseil de Régence sont : S.S. E.E. Omer Pacha Vrioni, Refik Topia, Antoine Pistoli et Sotir Peci.

Le Conseil de Régence choisit le chef du Gouvernement qui, avec ses collaborateurs, les ministres, forme le cabinet au Conseil des Ministres. Le cabinet actuel est formé par S. E. Djafer Upi, avec S.S. E.E. Ahmed Zogu, Spiro Kolleka, Ismail Tatzat, Redjep Mitrovitsa, Nikoll Thaçi.

Deux coups d'Etat se sont produits : l'un contre le gouvernement de Pandeli Evangueli a eu lieu le 7 décembre 1921, et l'autre tout récemment, le 10 mars 1922, a été dirigé contre le gouvernement actuel du Djafer Upi. Tous les deux ont échoué et le *gouvernement est resté maître de la situation.*

II. — Travaux publics.

Vers le milieu de mars 1922, le bureau de la presse albanaise, dans son communiqué officiel, annonçait que le Conseil ministériel avait décidé d'inviter des spécialistes étrangers à venir apporter leur aide à l'organisation des différentes branches de l'Administration. Ces organisateurs seront pour la plupart Autrichiens, spécialistes de Vienne, sauf ceux des Finances et de l'Instruction publique, qui seront Anglais et seront suppléés aussi par des Américains et un nombre très limité d'Italiens.

Le Gouvernement de Tiranna, par l'intermédiaire de la presse financière et économique à Londres, à Paris et dans les autres capitales de l'Europe et de l'Amérique, a fait appel aux capitaux des gouvernements financiers étrangers en vue de l'exploitation des forêts situées entre Durazzo et Alessio, à l'Est de Croïa, à l'Est et Nord-Est de Scutari, ainsi que celle des forêts de Mirdita. Les intéressés peuvent s'adresser au Ministère des Travaux publics et de l'Agriculture pour recevoir à ce sujet tous renseignements utiles. Déjà des groupements anglais se sont rendus sur place pour examiner les gisements de pétrole et demander des concessions pour la culture du tabac, qui abonde en Albanie, ainsi que pour l'utilisation de la houille blanche.

III. — Finances.

Pendant le régime turc, le système monétaire en Albanie comprenait la livre turque (or) et le medjidié, le quart de medjidié, la piastre (argent). Le louis d'or nommé Napoléon y avait un rôle important, ainsi que la livre anglaise (or).

Depuis la retraite des Serbes, un grand nombre de dinars serbes circulaient dans le pays, comme, plus tard, aussi les couronnes sous l'occupation autrichienne. Les liras italiennes, depuis 1914, ont commencé à circuler et depuis l'armistice affluent par suite de l'occupation italienne et du commerce de l'Albanie avec l'Italie. Mais le louis d'or reste toujours monnaie officielle et tous les fonctionnaires sont payés en or. Sous le régime de la République albanaise de Korça, proclamée sous la protection des troupes françaises, la caisse municipale de ce pays fit une émission d'un nombre limité de papier-monnaie, chaque coupure ayant une valeur équivalente à un franc. Tout récemment, au mois de mars 1922, le Parlement albanais a discuté l'émission de 15 millions d'une nouvelle monnaie albanaise « Lek », valant 0,20 du franc, or, l'émission équivaldra à 2.000.000 de francs français.

IV. — Tarifs douaniers.

En vue de donner satisfaction complète à la curiosité des exportateurs et importateurs étrangers qui voudraient étendre leur activité jusqu'à ce pays voisin (les bateaux italiens de la Pouglia font un trajet de 16 heures toutes les semaines : Bari-Medua-Durazzo et Brindisi-Valona-Durazzo), j'ajouterai ici le tableau des tarifs douaniers à l'importation et à l'exportation adopté actuellement par le Gouvernement albanais.

a) *Exportation, impôt ad valorem.*

Sur les olives, laines, peaux, cuirs.....	5 0/0
Sur les autres marchandises.	2 0/0

b) *Importation, impôt ad valorem.*

Cartes à jouer, allumettes papiers à cigarettes et cigarettes.	100 0/0
Alcool pur cru pour préparer les boissons.	75 0/0
Bières, vins, liqueurs; tabac à fumer et à priser; légumes, fruits.	50 0/0
Habits confectionnés, chaussures, horlogerie, objets de sport, jouets, savons.	25 0/0
Pierres précieuses et perles.	20 0/0
Sucres, farines, pétroles, objets métalliques.	15 0/0
Instruments et machines aratoires.	5 0/0
Autres objets <i>ad valorem</i>	18 0/0

IV bis. — Comment se pratiquent le crédit et les opérations commerciales en Albanie? Y a-t-il des institutions financières de banques?

Aucune banque d'Etat ou privée n'existe actuellement en Albanie. Il y avait, pendant le régime turc, des succursales de la Banque d'Agriculture, dont les opérations étaient très limitées. Aujourd'hui, les importateurs albanais qui voyagent à Constantinople, Trieste, Italie, Yougoslavie et ailleurs pour acheter des marchandises sont obligés de porter avec eux tout leur argent en numéraire. De même pour les étrangers qui vont acheter en Albanie. Il y aurait un grand avantage pour le pays, ainsi que pour ceux qui peuvent disposer de capitaux, de fonder une Banque en Albanie, accumulant tous les services du change, du transport, prêt sur hypothèques, etc...

Cette Banque pourrait avoir un siège central dans la capi-

tale et succursale à Valona, Durazzo, Scutari, Koritza et ailleurs, si elle le croit nécessaire; elle y pourrait travailler dans l'exemple dont « l'American Express Company » fonctionne dans d'autres pays.

Les cultivateurs paysans, les commerçants, les importateurs et exportateurs albanais et étrangers, les voyageurs et touristes, les cinquante mille Albanais qui se trouvent en Amérique et qui augmentent tous les jours, les autres Albanais qui émigrent partout et qui retournent en Albanie, feront appel aux services et seront les clients de cette banque. D'ailleurs, l'Albanais a une très honnête et loyale conception du crédit. La faillite est non seulement condamnée, mais on peut dire inconnue en Albanie; la propriété privée y est respectée. Cette banque pourrait aussi s'intéresser aux exploitations de fermes et des forêts, de l'industrie hôtelière, de routes et chemins de fer, de mines et métaux, de stations climatiques, de l'électricité, etc., etc.

L'Etat aussi fera souvent appel à ses services et aura tout intérêt à lui prodiguer son appui.

V. — Reprise des relations diplomatiques de l'Albanie avec l'Angleterre, l'Italie, la Yougo-Slavie et quelques autres Etats.

a) Angleterre.

M. Eyres, consul général de la Grande-Bretagne, qui avait inspecté toute la zone du conflit albano-serbe et a rédigé un rapport qui fut lu par l'honorable M. Fischer devant la S. D. N. au palais du Petit-Luxembourg, le 17 novembre dernier, fut nommé ministre plénipotentiaire de S. M. B. et présenta ses lettres de créance à la Régence.

Le Gouvernement albanais a nommé M. Mehmed Konitza, ministre plénipotentiaire à Londres.

b) *Italie.*

Le Ministre de S. M. le Roi d'Italie n'a pas présenté encore ses lettres de créance. Le Gouvernement albanais désignera son ministre à Rome.

c) *Royaume de S.-C.-S.*

En vue d'aplanir les difficultés qui apparaissent toujours et d'éviter des conflits entre les deux états voisins, Albanie et Yougo-Slavie, le Gouvernement de Tirana adressa une lettre au Secrétariat de la S. D. N. le 16 janvier 1922 sollicitant son intervention auprès du Gouvernement de Belgrade en faveur de la reprise des relations diplomatiques entre les deux Etats limitrophes. Le Gouvernement écrivit dans le même sens une note à S. E. Pashitch, président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères du Royaume des S.-C.-S. Vers le milieu du mois de mars 1922, le Gouvernement yougo-slave décida la nomination d'un ministre plénipotentiaire pour l'Albanie. M. Neshic est désigné à ce poste. M. Illic y est parti provisoirement comme chargé d'affaires.

d) *Roumanie.*

Le Gouvernement de Bucarest reconnut officiellement le Consul albanais à Bucarest.

e) *Belgique.*

Le Gouvernement belge fit de même.

f) *Etats-Unis d'Amérique.*

Le Gouvernement a un Haut-Commissaire à Washington et on attend impatiemment la nomination du représentant de la Maison Blanche.

Tous les Albanais souhaitent la reprise des relations diplomatiques avec la Grèce, les autres peuples balkaniques et tous les autres Etats, ainsi qu'avec la République française, pour laquelle la sympathie et les sentiments du peuple albanais sont bien connus de tous les fils de France qui ont visité l'Albanie et en ont rapporté la meilleure impression. Tout récemment, on a appris que M. Justin Godart partira en Albanie, chargé de mission par le Gouvernement français. Cette nouvelle combla de joie les cœurs de tous les Albanais, qui ont une adoration pour l'Albanologue distingué. Dernièrement nous eûmes la bonne nouvelle de la désignation de M. Beguin Bilcoques, chargé d'affaires en Albanie.

VI. — ÉVÈNEMENTS RÉCENTS EN ALBANIE

a) La Commission de délimitation des frontières de l'Albanie, composée de MM. Col. F. Giles (Angleterre), Commandant Perret (France), Général Telini (Italie), fut réunie le 18 janvier à Paris, et vers la fin de janvier se rendit à Florence pour y étudier les documents relatifs aux frontières de l'Albanie.

Nous avons déjà dit qu'à l'Institut géographique de cette ville fut réunie, en 1913, la première Commission de délimitation des frontières de l'Albanie.

b) Après le conflit italo-albanais survenu aux mois de juin et juillet 1920 et l'accord signé entre les deux parties

le 2 août 1920, les troupes italiennes se sont retirées de l'Albanie, sauf l'île de Sazano, qu'elles gardent provisoirement.

A Scutari, après le départ des troupes françaises, un certain nombre de soldats italiens sont restés comme mandataires de l'occupation internationale. Actuellement, vu la décision définitive récente de la Conférence des Ambassadeurs qui confirma la reconnaissance de l'Albanie comme Etat indépendant avec ses frontières de la Conférence de Londres 1913 (sauf quelques modifications), le Gouvernement albanais adressa une doléance à la Conférence des Ambassadeurs, lui demandant d'assurer l'évacuation complète de Scutari par les troupes étrangères. Au commencement du mois d'avril 1922, les troupes italiennes commencèrent à évacuer Scutari. Les troupes albanaises furent expédiées de Tiranna pour remplacer les Italiens. La population de Scutari les accueillit avec joie et enthousiasme et fêta la réunion effective de Scutari à l'Albanie indépendante.

EPILOGUE

Telle est l'histoire de ce petit, mais très ancien peuple, depuis les temps préhistoriques jusqu'aux premiers jours d'avril 1922, où l'auteur termine son modeste ouvrage, c'est-à-dire avant la Conférence de Gênes, à laquelle le Gouvernement albanais a été invité à participer.

Ce peuple, admis dans la grande famille de la S. D. N. pour contribuer à sa tâche humanitaire, sollicite l'amitié de tous les peuples balkaniques, ses voisins, qui, une centaine d'années avant lui, se sont libérés et se sont constitués en Etat indépendant.

Il fait appel à la bienveillance de la grande puissance de l'autre côté de l'Adriatique, de la grande Italie idéaliste de Mazzini et de Garibaldi. Il demande celle de la France où sont proclamés les principes divins d' « Egalité, Fraternité, Liberté ».

Celle de l'Angleterre, berceau des libertés individuelles, et de l'Amérique, d'où jaillissent les quatorze points de Wilson, qui sont devenus la prière des Albanais.

L'Albanie ne veut pas se priver non plus de la sympathie des peuples des Etats centraux, ni de celle des peuples d'Orient et du Nord.

Son désir ardent est d'arriver à agir de façon à persuader le monde entier qu'elle saura mériter à l'avenir les sympathies qui lui ont été témoignées jusqu'à présent.

Si, tout récemment encore, quelques troubles se sont produits en Albanie, ce sont là des fluctuations naturelles qui se rencontrent, peut-être même à un degré plus marqué, chez

tous les autres Etats, petits et grands, pendant leur naissance.

Elles sont presque inévitables dans toute évolution, car « *natura non facit saltus* », dit le très éminent et illustre Lron Bourgeois.

Ce peuple qui, si je puis m'exprimer ainsi, « *fluctuat nec mergitur* », par sa volonté, sa ténacité, sa loyauté et d'autres qualités instinctives et innées, prouvera dans l'avenir qu'il saura devenir un élément de pacification, de civilisation et de prospérité dans cette partie de la planète qu'on appelle « les Balkans ».

Vu ; *Le Doyen*,
LARNAUDE.

Vu : *Le Président*,
G. de LAPRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE - ÉTUDES PRÉLIMINAIRES

CHAPITRE PREMIER

Avant-propos	7
--------------------	---

CHAPITRE II

Introduction	10
--------------------	----

CHAPITRE III

Géographie de l'Albanie. Origine de ses habitants, langue, religions, famille, propriété, industrie. commerce, sol et sous-sol, législation, etc.....	12
---	----

CHAPITRE IV

Exposé sommaire du réveil national Albanais qui, au point de vue intellectuel, a préparé l'indépendance de 1913....	32
---	----

CHAPITRE V

Les Albanais pendant la guerre.....	41
-------------------------------------	----

CHAPITRE VI

Les Albanais depuis l'armistice, (le gouvernement de Durazzo, le gouvernement de Tirana, <i>événements entre Albanais et Italiens au sujet de Valona, événements entre Albanais et Serbes, Albanais et Grecs</i>).....	43
---	----

CHAPITRE VII

Histoire de Scutari (Shkodra) et de Korytza (Korça) pendant les dernières années.....	52
---	----

DEUXIÈME PARTIE - HISTOIRE POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE DE L'ALBANIE DEPUIS LES ANCIENS TEMPS JUSQU'A NOS JOURS

<i>Première période</i>	<i>Deuxième période</i>
Les temps anciens jusqu'au Congrès de Berlin 1878.	Congrès de Berlin jusqu'à nos jours 1878-1922.

La première période se subdivise en deux chapitres :

<i>Premier chapitre</i> : Des temps anciens jusqu'à la mort de Scanderbeg, 1463	62
<i>Deuxième chapitre</i> : De la mort de Scanderbeg jusqu'au Congrès de Berlin 1463-1887	93

La deuxième période se subdivise en six chapitres :

<i>Premier chapitre</i> : Congrès de Berlin jusqu'à la Conférence de Londres 1878-1913	97
<i>Deuxième chapitre</i> : Conférence de Londres jusqu'au prince de Wied (la commission internationale du contrôle)	115
<i>Troisième chapitre</i> : Départ du prince de Wied	120
<i>Quatrième chapitre</i> : L'Albanie pendant la guerre	143
<i>Cinquième chapitre</i> : L'Albanie après l'armistice (devant le Conseil suprême et devant la Société des Nations)	155
<i>Sixième chapitre</i> : L'Albanie en 1922	215
EPILOGUE	223

Imp. LA TYPO-LITHO, Malakoff (Seine)
